

Feuilleton

Bons baisers de Marseille

Episode 1

Dans quelques mois, en 2013, Marseille deviendra capitale européenne de la culture.



Patrick Mennucci et Eugene Caselli, les deux candidats socialistes potentiels a la succession de Jean-Claude Gaudin

Dans quelques mois, en 2013, Marseille deviendra capitale européenne de la culture. La ville sera sous le feu des projecteurs et elle est stressée. Elle sait qu'elle n'a jamais été aussi sale et aussi corrompue depuis les années 1930. En 2013, les médias du monde entier viendront ausculter la deuxième ville du pays et une fois visitées les calanques en promène-journalistes et avalée une mauvaise bouillabaisse, ils s'attarderont forcément quelques instants sur les effluves de pourri qui s'échappent de ses entrailles. Il y a ici un côté Venise pour l'enfoncement, Naples pour l'emprise économique mafieuse et grec pour l'endettement et la corruption administrative. C'est donc en ces termes que risque d'être vue la ville. Heureusement, ils n'auront pas le temps de s'y attarder ni même d'y prendre le métro. Ici, les bus s'arrêtent à neuf heures et le métro ne pousse jusqu'à minuit que les soirs de match.

Lorsqu'ils viennent, les journalistes parisiens foncent caméra au poing à la préfecture entendre le préfet de police du moment (le quatrième sous le mandat de Sarkozy) commenter le dernier mort par kalachnikov (en vente libre dans les quartiers Nord pour 500 euros, munitions non comprises). 20 morts en 20 mois. Des morts aux noms imprononçables, des morts comme les médias les adorent, parce qu'ils leur permettent de radoter sur les quartiers Nord, les cités, les dealers. Ici, l'Histoire est tenue à jour au truand abattu près (une colonne pour les Corses, une autre pour les Arabes qui ne se font pas seulement la guerre entre eux) mais pour dresser le contexte, le décor habituel fait l'affaire, expédié en quelques images ou clichés d'archives.

Ici, on compte les morts mais qui a songé une fois à estimer le pourcentage de fonctionnaires et de policiers corrompus ? Rien que dans l'affaire Guérini/Barresi (car c'est le même dossier), une quinzaine au moins ont été interrogés et bon nombre mis en examen. Si le juge Duchaine a travaillé avec des gendarmes pour enquêter sur les Guérini et si le juge Dorcet a tenu à l'écart la police judiciaire locale lorsqu'il a repéré les parrains locaux en fuite Barresi et Campanella, c'est par peur des fuites, pas par manque d'effectifs. Ici, l'information vaut le double d'une kalachnikov. Ici, il y a des flics qui participent à des go fast, j'en ai croisé un aux dires d'une source de confiance. Ici, un fils de député de droite a payé au moins une fois ses consommations de bar avec des faux billets, je le tiens du barman qui a eu le culot de lui refuser malgré sa menace : "Tu sais qui c'est mon père ? Il peut te faire fermer !"

Ici, je sais un député de gauche qui a commencé comme petit trafiquant au cul des camions. Ici, je connais un sénateur de gauche qui craint que la justice s'intéresse à lui, à sa famille, à son patrimoine, aux associations de sa zone dans les quartiers Nord. Ici, tout le monde connaît une circonscription qui est tenue par la même famille depuis quatre générations et la cinquième s'échauffe sur le banc de touche.

Ici, tout le monde sait que la CGT est devenue moins nocive depuis qu'elle a tué le port qui la nourrissait que Force ouvrière (FO) qui cogère la ville. Ici, tout le monde connaît le patron de FO chez les fonctionnaires territoriaux et sait qu'il s'est fait racheter (et cher) sa maison par le conseil général de Guérini et qu'il a fait embaucher par la communauté urbaine de Caselli (voir encadré ci-contre) sa femme à un poste pour lequel elle n'était pas qualifiée, selon l'administration elle-même. Et le week-end, il exerce son deuxième métier : il a la concession des buvettes du parc des expositions.

Des histoires comme ça, il y en a des dizaines, des centaines, aussi grosses et dégoûtantes que les rats qui courent les poubelles mal ramassées, mais attention, il n'y a qu'un "Ferry-boate" pour traverser le Vieux Port. D'ailleurs, depuis qu'il est devenu gratuit, il est toujours en panne, soit pour cause de vent ou de moteur cassé, soit parce qu'aucun fonctionnaire municipal ne veut s'en occuper puisqu'il n'y a plus d'argent de la traversée à se partager.

On pourrait multiplier les anecdotes et les souvenirs des heures durant mais ça n'y changerait rien. Cela ne provoquerait qu'un éternel "C'est Marseille..." prononcé avec fatalisme dans un haussement d'épaules. La France raffole des affres marseillaises parce qu'elle aime se faire peur et qu'elles offrent le spectacle de ce à quoi elle échappe. A côté de Marseille, elle se sent honnête et propre. Pour les médias, depuis les années 1930, Marseille est un bon client mais jamais personne n'a osé avancer que c'est parce qu'elle est la mauvaise conscience de la France, sa zone franche, là où la nature humaine n'est pas régulée par la loi et, en résumé, ce à quoi on aura droit si on n'est pas sage.

Ici, l'Etat a démissionné, il a jeté l'éponge. Rien que la semaine dernière, le parking de l'Evêché, siège de la police nationale, a été cambriolé deux fois. On a volé des voitures avec girophares et des motos. Sont-ce les mêmes qui avaient mis l'an dernier les numéros de plaques minéralogiques des voitures banalisées de la police sur Internet ? "Bien que Marseille soit géographiquement et politiquement en France, cette région particulière est un pays en soi. Les Corses dirigent pratiquement la ville. Ethniquement ils ne se considèrent pas du tout comme des Français. [...] Les Corses ont presque tous les emplois d'Etat. Les policiers sont presque tous corses. Les juges, les procureurs, les avocats et les criminels sont également des Corses." Qui a osé écrire ces lignes ?

Un flic américain de la DEA au début des années 1970, juste avant que Gene Hackmann vienne y tourner French Connection 2. Et aujourd'hui, qu'y tournerait-on ? La mairie se contenterait volontiers de Plus belle la vie, le feuilleton quotidien de France 3 qui, avec le TGV, a tant fait grimper les prix de l'immobilier et attiré les touristes.

On pourrait y tourner une autre série, l'histoire d'un maire sur la fin, qui s'accroche, confit dans la crainte des juges et la haine des journalistes, qui dépense plus d'énergie à peau de bananiser son dauphin qu'à combattre son opposition. Oui, les événements culturels de 2013 seront moins bien théâtraux que la pièce qui se jouera au même moment. La succession de Jean-Claude Gaudin, maire autosatisfait depuis 17 ans, est enfin ouverte. Il écrit ses mémoires, enfin les fait écrire par un ex-journaliste. On les attend de pied ferme pour la fin de cette année.

Par chance pour les amateurs, la pièce se joue à ciel ouvert, en pleine affaire Guérini. Un juge, viré de Corse et de Monaco parce qu'il y était trop dangereux, a décidé de mettre à bas le système politique qui régit la ville depuis un siècle. Un système représenté par un immense gâteau de fonds publics que se partagent des élus, des fonctionnaires, des truands, des groupes de BTP et de services aux collectivités.

Sortie de son contexte, l'affaire Guérini n'est qu'une affaire de mafieux et d'élus entremêlés comme il en éclate régulièrement ici. Tous les vingt ans, Marseille purge ses excès avec poussée de fièvre violente. L'affaire Guérini finira dans les livres de journalistes aux côtés des volumes consacrés à l'affaire Urba, à l'affaire des cliniques, à l'affaire Lucet, à l'affaire du juge Michel...

Quant aux morts violentes, c'est l'autre volet de la même histoire. Les morts à la kalachnikov dont vous entendez parler, ce sont celles de fantassins de la drogue ou de dealers des cités qui s'entreflinguent pour des questions de zones de chalandise et de parts de marché, avec, derrière mais pas loin, les truands corses qui avaient un peu lâché la drogue au profit d'activités plus traditionnelles, tout aussi lucratives mais moins risquées : les bars, les restaurants, le racket, le BTP, les déchets, les marchés publics. Mais depuis l'affaire Guérini, ils ont la justice sur le dos et aimeraient bien reprendre leurs business traditionnel. Trop tard, la place est prise et la concurrence qui regarde en boucle Scarface et Heat n'a pas plus peur des Corses que des keufs.

Mais on finit par se lasser des histoires sans fin. L'instruction de l'affaire Guérini a été ouverte il y a trois ans, plaçant la ville dans une situation d'immobilisme et de stress politique absolu. La moitié des élus pense que leur tour est venu de monter en grade et l'autre moitié attend sa convocation chez le juge. Les pièces de l'instruction circulent à tout-va, distribuées par les impatientes. En janvier 2011, un député les offrait même à tous ses visiteurs journalistes sur une clé USB en guise de bonne année. Eclaboussé lui-même, il s'est fait cette année plus discret. (*à suivre*)

Le bal des prétendants

Le prochain maire de Marseille est l'un de ces hommes. Oui mais lequel ?

Eugène Caselli

C'est le moins connu mais le mieux placé de tous les prétendants à la succession de Jean-Claude Gaudin. Il a une bonne tête, des cheveux argentés qui rassurent, (voir sa photo page précédente), un accent mais pas trop. Il est sorti de l'ombre en 2008, le jour où Guérini l'a fait élire à la place de Renaud Muselier à la tête de la Communauté urbaine de Marseille, grâce à des voix de petits maires de droite arrachées en échange de quelques prébendes. Depuis, Caselli est le vice-roi de Marseille, il tient les clés des finances marseillaises et Gaudin lui mange dans la main tant il a besoin de son argent pour financer ses projets dispendieux de tramway, de nouveau stade vélodrome ou de réaménagement du Vieux-Port...

En deux ans, Caselli a réussi à faire oublier qu'il a fait carrière comme courroie de transmission des Guérini. Pour eux, il a tenu la fédération socialiste pendant des années, un poste où l'on manipule avec plus de dextérité les fausses cartes et les bulletins de vote que les idées. Mais il a refusé de couvrir à MPM (Marseille Provence Métropole, l'ex-cum) les détournements de fonds publics en bande organisée dont le juge Duchaine est en passe de boucler l'instruction. Interrogé lui-même par le juge, il a joué l'insu de son plein gré. Aujourd'hui, il passe même pour un opposant à Guérini sans jamais l'avoir véritablement critiqué publiquement car il sait que ce dernier a décidé de se venger de tous ceux qui se sont émancipés.

Patrick Mennucci

C'est le candidat le plus redouté de Gaudin parce qu'il sait qu'il lui ressemble : la même carrure et rondeur physique, le même port musical (donc médiatique) de l'accent, la même facilité à la réplique verbale, à tel point qu'on croirait que c'est son propre fils caché. Non, Mennucci n'est pas le fils Gaudin mais il a grandi depuis son enfance dans le sérail, sur les genoux d'Antoine Andrieux, un defferriste du premier cercle qui est passé en un rien de temps de docker et taxi à millionnaire et député.

Le problème de Mennucci reste le courage. Physiquement il en impose mais politiquement, moins. Il n'a jamais fait preuve d'une témérité politique étincelante et s'il est le maire de l'hyper centre-ville, il n'a pas les clés de la fédération, encore aux mains des guérinistes, et ne dispose guère de réseaux locaux. De plus, aux législatives, Guérini va lui envoyer l'une de ses fidèles (Lisette Narducci, à qui il a confié les clés du Panier, son fief historique) pour tenter de le faire battre.

Renaud Muselier

Les dauphins vivent rarement aussi vieux que les cachalots. Depuis quinze ans, Gaudin lui promet qu'il lui succèdera. Pour le faire patienter, il lui a tout donné : la présidence d'Euroméditerranée (le grand et juteux chantier immobilier le long du port) et même la présidence de la communauté urbaine mais il y a été battu par la gauche pourtant minoritaire. Depuis, il se méfie de Gaudin qu'il a accusé de l'avoir trahi et n'a cessé de se venger des Guérini qui l'ont fait chuter. Il s'est intelligemment posé en chevalier blanc contre les Guérini depuis le début de l'affaire, mi-2009, mais elle lui a explosé à la figure lorsque sa femme, avocate, a été mise en examen par le juge Duchaine après qu'il eut découvert qu'elle raflait plus de contrats que de raison auprès de certaines collectivités.

A deux ans des municipales, Muselier a déjà gagné un trophée, celui d'avoir plus d'ennemis puissants que ses adversaires : Alexandre et Jean-Noël Guérini, Jean-Claude Gaudin dont la capacité de nuisance

additionnée réduit ses chances d'accéder à son rêve, d'autant que son protecteur, Nicolas Sarkozy, est momentanément indisponible.

Michel Pezet

On le croyait politiquement mort mais en politique, on ne meurt jamais avant d'être enterré physiquement. C'était le dauphin désigné par Defferre au début des années 1980 mais comme tout dauphin, il a voulu aller un peu vite et a mis Gaston en minorité dans sa propre fédération en mai 1986. Il a bien failli l'emporter dans sa tombe. Cette nuit-là, Defferre est mort et Pezet est devenu un parricide. Edmonde Charles-Roux, sa veuve, n'a ensuite eu de cesse de barrer la route du pouvoir à ce jeune avocat dont elle était elle-même si proche. Elle a fait jurer à Mitterrand de ne jamais le nommer ministre et il a tenu parole. Député suractif entre 88 et 93, il est l'un des auteurs de la réforme du code pénal qu'il a eu lui-même à tester lorsque les affaires de financement du PS ont failli l'emporter. Candidat malheureux aux municipales à Marseille puis à Aix, il s'était replié sur son cabinet d'avocats jusqu'à ce que Jean-Noël Guérini lui demande de le représenter sur le dossier de Marseille 2013. Il a alors retrouvé une visibilité politique décuplée lorsque l'affaire Guérini a débuté. Aujourd'hui âgé de 69 ans, il ne peut plus prétendre à un autre rôle que celui d'un Gorbatchev marseillais. Ancré au PS mais disposant de relations solides à droite comme à gauche, il pourrait, Hollande élu, achever une carrière prometteuse là où il l'avait laissée il y a si longtemps.

Si Guérini est acculé à démissionner, il pourrait le remplacer à la présidence du Conseil général. Il aurait le soutien de la gauche, d'une partie de la droite et la rue de Solférino verrait d'un bon oeil un Gorbatchev local faire oublier des décennies de clientélo-stalinisme. Mais il serait sûrement également tenté dans la foulée de revenir au conseil municipal. Après avoir vécu si longtemps sur le Vieux-Port en face de la mairie, il aura du mal à se défaire de ce rêve violemment défait il y a 25 ans.

Jean-Claude Gaudin

Elu en 1995, il y a 17 ans, il veut faire quatre mandats mais ne réalisera jamais son rêve : battre Gaston Defferre dans la durée (presque 40 ans). Il se représentera ne serait-ce parce qu'il sait que sinon, il mourra dans les mois qui suivent. Affaibli par les excès et boursoufflé par les titres honorifiques, sa vie ne tient qu'à un fil, celui de la politique. Il poussera sa candidature jusqu'à son maximum, ne serait-ce que pour empêcher Muselier (son dauphin) ou Mennucci (son clone) de lui succéder. Ses chances sont aussi faibles que sa popularité, hormis bien sûr dans le quartier de son enfance. C'est donc une candidature de nuisance qui s'esquisse pour Gaudin. Il escompte que 2013 soit un festival bénéfique à la ville et qu'elle le lui rende sous forme d'un ultime mandat. Il aura 75 ans.

Yves Moraine

C'est le chouchou en date de Gaudin, celui qu'il accepterait à l'extrême rigueur de voir lui succéder. Avocat dans un cabinet très introduit, membre du conseil municipal, il est encore un peu frais mais a déjà la rondeur, l'accent, les cheveux plaqués et le verbe haut qui font l'habit de l'élite locale. Il peut aussi s'entendre avec Muselier et Teissier sur le dos de Gaudin car la droite marseillaise sait que rien n'est pire que de ne plus avoir accès aux manettes qui, lorsqu'on les actionne, transforment le béton en or.

Guy Teissier

Dans la bataille Gaudin contre Muselier, c'est lui qui pourrait bien sortir gagnant. Député-maire des quartiers Sud depuis 93, il a porté le projet du parc des Calanques contre ses riverains, président d'Euroméditerranée, il inaugure à tour de bras et très marqué à droite, il ne déplaira pas à l'électorat blanc marseillais. Agé de 68 ans, il ferait un pape de transition possible pour contrer la gauche mais Gaudin le déteste autant que Muselier.

Pierre-Louis Rozynes

Publié le [26/04/2012](#)

Episode 2

Sarkozy se méfiait de Marseille et il avait bien raison.



Hollande à peine élu, Ayrault, Montebourg et Valls sont descendus en TGV. Ayrault, pour soutenir la ministre surprise, Marie-Arlette Carlotti, une apparatchik soudain parée de tous les atouts de la résistance ; Montebourg, pour soutenir les ouvriers d'usines menacées auprès de qui il s'est engagé ; Valls, pour faire le premier flic de France.

Que fait un premier flic de France quand il prend ses fonctions ? Il marque son autorité et pour ça, il se rend à Marseille, la ville où personne n'en a. Un ministre de l'Agriculture irait au salon de l'agriculture, un ministre de l'Intérieur va au salon de l'illégalité. En un mois, trois ou quatre morts supplémentaires et un préfet de police étiqueté ultra-sarkozyste nommé il y a un an, ne sachant pas s'il est confirmé ou s'il doit boucler ses valises. Après son arrivée, pendant un temps, les flics étaient retournés dans la rue, on en voyait davantage. On a même vu du personnel des parcs et jardins à qui on avait distribué pour l'occasion des uniformes de la police municipale.

Sarkozy avait compris Marseille : il la tenait à distance et n'y descendait que pour des meetings électoraux. Il la fuyait à tel point qu'il avait même demandé à ses ministres de ne pas s'en approcher. Tout juste se savait-il obligé d'envoyer régulièrement son ministre de l'Intérieur, Hortefeux puis Guéant, changer de préfet de police et promettre des renforts. Un jour, en 2010, il avait même passé un coup de téléphone furibard à Jean-Louis Borloo lorsqu'il avait appris que son ministre y était descendu en pleine grève des dockers. Toutes les raffineries de France étaient paralysées. Il y avait cinquante cargos dans la rade. La nuit, elle était lumineuse. Borloo était arrivé à la mairie mais Gaudin, prévoyant, était parti à la chasse en Alsace. C'était un vendredi.

Son premier adjoint Roland Blum l'avait donc discrètement reçu dans son bureau et c'est à ce moment que Sarkozy l'avait appelé : "Qu'est-ce que tu fous à Marseille ?! Tu rentres immédiatement !" Borloo n'était pas dans l'avion que c'était déjà dans le Canard enchaîné. Et le pire, c'est qu'il avait raison. Un ministre dans le bureau du maire en pleine crise, c'était une provocation. Enivré par l'air marin, il se serait senti obligé de dialoguer avec les dockers cégétistes, peut-être même aurait-il voulu négocier, s'exposant alors à devoir fuir sous les jets de boulons. Il y a une quinzaine d'années, Renaud Muselier s'était frotté à eux devant la mairie. Le soir même, il était sur France 3 avec une minerve qu'il a arborée comme une croix de guerre pendant des semaines.

Sarkozy se méfiait de Marseille. Avant lui, Mitterrand disait toujours, du vivant de Defferre, "c'est Marseille, laissons-le faire", puis, après sa mort, "c'est Marseille, laissons-les faire". Pompidou a laissé les technocrates construire Fos assez loin de Marseille pour avoir la paix tandis que de Gaulle, qui n'était pas l'idole des centaines de milliers de pieds-noirs forcés de s'y installer brutalement, ne s'y est pas trop montré.

Hollande, qui connaît ses classiques mais aussi ses dossiers, sait que Marseille est une pétaudière policière, judiciaire, sociale, éducative, écologique, économique et financière. Il n'était pas prévu que son gouvernement s'empare aussi vite du dossier, mais les événements vont l'y obliger. Les plans sociaux, les

pertes de CMA-CGM et de la SNCM, les deux fleurons du port de Marseille, les règlements de comptes dans les cités... Il y en a pour tout le gouvernement mais tant que Guérini est là, impossible d'envisager de remettre en marche la courroie reliant l'Etat à sa seconde ville.

Paris sous Sarkozy avait intérêt à laisser pourrir l'affaire Guérini. Paris sous Hollande a intérêt à éliminer Guérini. Il en va de l'autorité du nouveau président et la crédibilité du PS. Dans ce dossier, le PS a fait preuve depuis le début de lâcheté et d'hypocrisie mais ces jours-ci, les circonstances lui ouvrent une fenêtre de tir : malgré le redécoupage, l'UMP recule dans les Bouches-du-Rhône, à Marseille mais aussi dans l'arrière-pays, Aix inclus, pourtant réputés imprenables. En ligne de mire : la Mairie de Marseille devient même gagnable par un socialiste en 2014. La seule pièce du puzzle qui manque.

Hollande, Aubry, Ayrault, Valls, Montebourg, tous très au fait du dossier Guérini, aimeraient que la justice, seule, l'évacue de la scène, mais vite. Quand ils descendent, il veillent à ne pas le croiser, ce qui, outre les scènes ridicules auxquelles ça donne lieu, empêche l'Etat de travailler réellement avec la principale institution des Bouches-du-Rhône.

Mais l'épilogue politique est entre les mains du juge Duchaine. Le bureau du Sénat n'attend qu'une demande de sa part, qui aura transité par la chancellerie pour lever totalement l'immunité parlementaire de Jean-Noël Guérini. Il essaie toutefois d'atteindre son unique but : relier concrètement les Guérini aux truands du clan Barresi et Campanella et leur en coller un maximum.

Le temps judiciaire est décidément trop lent pour le temps politique. C'est pourtant assurément le troisième acte de l'affaire Guérini qui se joue en ce moment. La fin du troisième acte, même. Le dénouement est proche, l'hallali s'annonce : Jean-Noël s'accroche à la présidence du CG mais personne ne lui demande fermement de démissionner, son frère Alexandre a été libéré après des mois de préventive. Ses comptes ont été siphonnés par le juge Duchaine mais il est dehors et ils ruminent leur vengeance. Plus personne ne les soutient. Les deux frères n'ont plus qu'un pouvoir de nuisance, ils ne sont plus que l'ombre politique et sociale d'eux-mêmes ; le Tout-Marseille attend qu'ils quittent la scène mais personne ne moufte vraiment. Pendant la campagne, ils n'ont décoché que quelques peaux de banane, toutes réservées à Patrick Mennucci. Lundi, ce dernier sera enfin député. Trente ans qu'il attend ça. Tout le monde avait eu son jouet, sauf lui.

Une dynastie politico-mafieuse agonise et son agonie est un calvaire pour le personnel politique socialiste marseillais, privé de leader et surtout de perspective. Même quand on fait de la politique pour de l'argent et des avantages en nature, on aime bien avoir des perspectives. Beaucoup de grandes gueules, mais pas de leader.

L'enquête traîne en longueur. Elle est tentaculaire, labyrinthique et les juges de la Jirs sont noyés sous la paperasse. Cette enquête, c'est 10 % d'interrogatoires, d'écoutes et de filatures et 90 % de procédures. Le dossier se révèle aussi tentaculaire que prévu, il en remonte de quoi nourrir des greffiers pour des années : clientélisme, HLM, déchets, emplois bidons, pots-de-vins sur les maisons de retraite, appels d'offres truqués et maintenant, les magouilles foncières du plateau de l'Arbois.

A une extrémité, Marignane et la gare TGV, de l'autre, Aix-en-Provence, et au milieu, un eldorado d'entreprises, de sièges sociaux et de zones pavillonnaires qui s'étend sur quinze kilomètres. Une bombe judiciaire à retardement si un juge s'y intéresse. Or, le juge Duchaine vient peut-être de trouver là de quoi boucler le dossier Guérini-Barresi. De nouvelles perquisitions et interrogatoires viennent d'avoir lieu dans ce sens et la machine à rumeur est relancée : Guérini retournera bientôt chez le juge, immunité parlementaire levée, et à sa sortie – s'il sort -, son fauteuil sera peut-être enfin libre.

Comme toujours, tous les acteurs sont donc sur scène pour la mise à mort du troisième acte. Et à Marseille, au troisième acte, il y a forcément une campagne électorale. Moment toujours très dense. Les candidats se battent avec les dents afin de conserver un peu de pouvoir et d'argent. Pour peu, on oserait dire que c'est le seul moment où les vainqueurs mouillent leur chemise.

On se souviendra des législatives cuvée 2012. Mennucci député peut enfin jouer dans la cour des grands et Muselier, son homologue grande gueule à droite, qui devait rafler la mise de l'affaire Guérini, se retrouve limite hors-jeu. Le sol se dérobe sous ses pieds. Chevalier blanc de l'antiguérinisme, il est lui-même éclaboussé et sur le blanc, les éclaboussures, ça saute aux yeux.

En face de lui, il devait mener une campagne tranquille contre Marie-Arlette Carlotti, personnage politique local de deuxième rang qui n'avait jamais envisagé, en se présentant, être élue. Carlotti a fait une carrière d'apparatchik. Conseiller général, conseiller régional, un temps députée européenne, elle doit son envol à

Michel Pezet, sa durée à Jean-Noël Guérini et son rebond à François Hollande. Jusqu'à l'an dernier, elle n'a rien trouvé à redire à Guérini mais, hollandaise quand tout le monde était encore strauss-kahnien, elle a été nommée mandataire départementale de Hollande pendant la campagne et il l'a récompensée de son bon score marseillais en la nommant ministre déléguée aux Handicapés.

A Marseille, où rien n'est aux normes sur ce sujet, on ne l'a pourtant pas entendue pendant la campagne, mais peu importe, une étoile politique est née sur le tard. Lundi, soit elle bat Muselier et reste ministre, soit elle perd son ministère ; parions alors qu'elle demandera plus fermement la démission de Jean-Noël Guérini et visera sa succession à la présidence du conseil général ou pourquoi pas, un jour la Mairie, mais n'anticipons pas.

Pour l'anecdote, dans les Quartiers nord, deux députés PS qui se présentent avec des juges aux fesses, l'impayable Henri Jibrayel et la belle Sylvie Andrieux. Ils se sont présentés et vont vraisemblablement gagner.

Par Pierre-Louis Rozynès

Publié le [13/06/2012](#)

Episode 3

Bons baisers de Marseille (3)

Nul n'est plus censé ignorer que Marseille a été élue capitale européenne de la culture en 2013, ce qui ne manque déjà pas de nous faire rire, mais cet été, en guise de préfiguration, elle a également été élue malgré elle capitale de l'humour.



La sénatrice socialiste Samia Ghali.

Il y a quelques jours, le préfet de police de Marseille, proche et nommé par Sarkozy et Guéant il y a un an à peine, déclarait dans la presse locale que Marseille était "une ville paisible". Il avait été parachuté là parce que justement, elle est tout sauf paisible, excepté pour tous ceux qui contreviennent à la loi. Il a déclaré ça en guise de réponse à la sénatrice-maire PS des quartiers Nord Samia Ghali, qui avait suggéré d'envoyer l'armée pour y rétablir la paix, sinon la loi.

Evidemment, tout le monde est monté au créneau pour fustiger cette proposition provocatrice. Tous les membres du gouvernement qui, par hasard, se trouvaient devant un micro, ont dénoncé son idée, parmi lesquels Manuel Valls, conscient qu'il s'agit là d'un sujet explosif : "Il est hors de question que l'armée puisse répondre à ces drames et à ces crimes. Il n'y a pas d'ennemi intérieur à Marseille." Il prône "une réponse globale, en profondeur et particulièrement forte". Le ministre de la Défense en a rajouté une couche au cas où le message ne serait pas passé : le recours à l'armée "n'est en aucun cas envisagé". Dommage, ça aurait fait de super images, le lent cheminement des troupes dans les banlieues marseillaises en un Badgad en décor naturel.

L'armée est pourtant déjà présente à Marseille mais la dernière fois qu'elle a fait parler d'elle, c'était pour se ridiculiser : en plein été 2009, un jour de mistral, des entraînements de tirs à balles traçantes avaient enflammé un quartier de la ville. Vingt-quatre heures durant, sept Canadiens avaient écopé dans la rade pour éteindre cet incendie. Poursuivie par la justice, la grande muette a habilement noyé le poisson : c'est un sergent qui a pris pour cette calamiteuse institution.

Heureusement, l'Etat a trouvé deux solutions. La première, c'est de lui consacrer un comité interministériel à Matignon, avec les ministres les plus concernés : Manuel Valls (Intérieur), Christiane Taubira (Justice), Vincent Peillon (Education), François Lamy (Ville), Marylise Lebranchu (Réforme de l'Etat), Arnaud Montebourg (Redressement productif) et Pierre Moscovici (Economie et Finances). En attendant, une première solution a été trouvée : un énarque, dans une réunion, a proposé qu'on réponde au problème marseillais en décrétant la ville "cause nationale" entre Alzheimer et le tabac, puis en faisant classer certains de ses quartiers en "zones de sécurité prioritaire".

Résultat, le soir même, dans les JT, on voyait une carte de France avec une quinzaine d'étoiles dont deux toutes nouvelles. Ouf, la crise était bouclée et personne ne s'est étonné que les quartiers Nord n'y figurent pas déjà. Concrètement, ça signifie que les quartiers concernés seront plus surveillés et aidés, mais l'Etat

étant dans l'état qu'on sait, on peut juste envisager que dans deux ans, les quartiers en questions seront reclassifiés en "zones de sécurité ultra prioritaires", un échelon qu'un autre énarque proposera de créer en guise de résolution d'un futur bain de sang. Déjà que Marseille recèle plusieurs zones classées Séveso, ça lui fait deux étoiles de plus au Michelin du chaos.

Mais Samia Ghali, en proposant de faire donner l'armée, a joué un bon coup. Politiquement, le bon peuple ne pouvait qu'acquiescer, surtout celui qui vote sur son territoire politique. Dans les épisodes précédents, on n'avait pas eu l'opportunité de s'attarder sur son cas. Epouse à la ville de l'ancien dircab de Vauzelle au conseil régional, puis de Guérini, elle mène une carrière d'apparatchik rose modèle : salariée d'institutions puis conseillère municipale, maire de secteur et sénatrice depuis 2008, c'est le plus abouti des bébés Guérini. Elle est des quartiers Nord, sa famille y prospère et elle y applique à la perfection ce que la science politique marseillaise enseigne et que la morale parisienne réprouve : le clientélisme. Le corbeau par lequel l'affaire Guérini a débuté en 2009 lui consacre d'ailleurs de croustillants passages dans sa longue lettre qu'on relit régulièrement avec plaisir.

Les deux autres parlementaires voisins, la députée blonde PS Sylvie Andrieux et le député gominé PS Henri Jibrayel, ont également des dossiers à leur nom au palais de justice, ce qui n'a pas empêché Jean-Marc Ayrault de parader récemment avec le second. A croire que quelqu'un chez Valls ne lui fait pas passer les dossiers... Valls, justement, a vite compris que Marseille était un bâton merdeux. Il a veillé à ne pas virer le préfet de police sarkozyste qui trouve la ville "paisible". Alain Gardère n'est plus qu'un fusible qui attend le prochain orage et prie pour qu'on ne lui décerne pas le prix de l'humour politique avant sa nomination à Mende ou à Cayenne.

Comme pour lui répondre, le même jour, le 31 août, le procureur de la République à Marseille Jacques Dalles a tenu un discours comme il aime les tenir lors de l'audience d'installation des nouveaux magistrats : "Ville de grande violence, sous tension permanente (...), un poste avancé du crime organisé (...), ville rebelle, sans repères et incomprise (...), met à rude épreuve ceux qui la servent (...)."

Mais le vrai problème de cette affaire, c'est qu'elle a remis Marseille sur le devant de la scène politique, et ça, Gaudin n'aime pas, mais alors pas du tout. Ça fait fuir les touristes, étrangers si possible, monsieur claque-tongs, madame claque-thune et surtout les investisseurs, et ça donne des idées aux médias parisiens. Pour lui, il n'y a jamais pire nouvelle que d'apprendre qu'Yves Calvi consacre à Marseille son émission du jour, entre une spéciale sur l'Iran et l'autre sur Fukushima.

Gaudin, qui séjourne de plus en plus à Sainte-Zacharie dans le Var et de moins en moins à Marseille, a érucé qu'il était scandaleux que seules les zones correspondant à des circonscriptions de gauche soient ainsi classées en "zones de sécurité prioritaires", ajoutant que c'était toute la ville qui devait l'être. Sous Sarkozy, c'était lui qui assurait qu'elle soit paisible.

L'été, pourtant, avait été calme. L'armée n'avait pas mis le feu aux calanques par incompetence, les kalachnikovs s'étaient tues (à peine un mort ou deux), le Vieux-Port était en travaux, la Canebière était toujours aussi sale et triste, les Roms tenaient les feux rouges mais la ville s'était faite discrète. A croire que les truands et les élus s'étaient enfin calés sur les vacances judiciaires.

Patrick Mennucci, jeune papa, arpentait sa nouvelle circonscription et Eugène Caselli, futur candidat à la Mairie et ancien bras droit de Guérini, était retourné vers son ancien patron, celui qui l'avait fait roi (de la fédération puis de la communauté urbaine), pour fumer discrètement le calumet de la paix et préparer les municipales. Car Guérini, pendant l'affaire Guérini, est toujours aux manettes. Depuis le conseil général, tel l'Iran, il envoie des scuds sur ses ennemis et continue de régner sur la fédération du PS. Il aidera Caselli à prendre la Mairie et Jean-David Ciot à conserver la fédé. Ensemble, ils tenteront d'écarter Mennucci (que Guérini hait) et Carlotti, la ministre des handicapés que personne n'a encore entendue sur le sujet à Marseille, capitale mondiale en matière d'absence d'accès handicapés.

Sur le front purement politique, les municipales s'annoncent juteuses, sinon sanglantes, et elles ont déjà fait un mort. A droite, Muselier est éliminé, il a même brutalement démissionné en juin de ses mandats après son échec aux législatives.

Tout le monde a trouvé cette décision un peu hâtive. Pas les enquêteurs de la brigade financière, qui affirment sous le sceau de la confiance (répétée deux fois, ce qui nous fait deux sources, à l'américaine) qu'ils accumulent de quoi le faire tomber, et même au-delà. Au-delà, c'est-à-dire à droite, c'est-à-dire à la mairie où seules les statues ancestrales qui ornent les escaliers n'ont rien à se reprocher. Et encore...

Muselier éliminé, la droite se cherche un candidat. Gaudin veut rempiler et quitte à annoncer un ticket avec un jeunot et à jurer qu'il s'effacera à mi-mandat, il ira et déjà, les dauphins putatifs remuent la queue : Dominique Tian, député de l'aile droite de l'UMP. Elu des quartiers riches, bronzé, quinquagénaire, il s'y verrait déjà si, fin voileux, il ne savait pas que le vent tourne toujours et qu'il n'est peut-être pas taillé pour cette régata. Yves Moraine aussi, et même Roland Blum, le premier adjoint. Ils ont tous en commun de n'être pas taillés pour le rôle. Non, c'est à gauche que se joueront les municipales.

Marseille est opportuniste et sait qu'elle a tout intérêt à voter pour le candidat du pouvoir en place, comme si c'était ainsi s'offrir la garantie d'être entendue à Paris, c'est-à-dire d'y soutirer des aides qui, malheureusement, finiront dans de mauvaises poches.

Cet été, début août, Marseille était calme ; les seuls militaires qu'on y croisait étaient les légionnaires qui se refaisaient une santé à Malmousque, le quartier le plus avancé dans la mer, celui qui se rapproche le plus du Château d'If, où l'armée possède un patrimoine immobilier magique, à deux pas du bar d'un pirate qui sert le rhum le plus frelaté de la planète.

Pierre-Louis Rozynès

Publié le [06/09/2012](#)

Episode 4

Le chef du gouvernement est venu à Marseille et a hurlé : « mais qui commande, ici ? » rassurez-vous, c'était Daladier en 1938, pas Ayrault en 2012



Flashback : 28 octobre 1938. Il est 14 heures et un fort mistral s'enfile sur la Canebière et dans ses ruelles. Un incendie se déclare dans un étage des Nouvelles Galeries. Officiellement, un mégot mal éteint. Le feu se propage vite, les pompiers arrivent mais les pompes de la ville ne fonctionnent pas et leur matériel est vétuste.

Pour son malheur, ce jour-là, c'est à Marseille que le Parti Radical, qui vient de succéder au Front Populaire à Paris, a décidé de tenir son congrès. La suite est célèbre : c'est "l'affaire" de l'incendie des Nouvelles Galeries, sur la Canebière, sous les yeux du gouvernement radical dans son ensemble, regardant s'envoler en fumée valises et dossiers dans l'hôtel adjacent, en flammes lui aussi. Gros incendie, 73 morts, un pan de la Canebière en feu et les pompiers qui n'avaient pas d'eau... D'où la phrase célèbre de Daladier : "Mais qui commande ici ? C'est lamentable !"

Dans la foulée, le gouvernement décida de mettre la ville sous tutelle, de dissoudre son conseil municipal et d'envoyer un administrateur de Paris. Mais la véritable raison de cette mise sous tutelle de Marseille en 1938 tient moins à la volonté de l'Etat (qui accidentellement passait par là) de l'aider qu'au désir du nouveau gouvernement de faire la peau du Front Populaire, dont Marseille était une place forte. Daladier n'avait fait ce jour-là qu'énoncer un tabou toujours d'actualité et saisir une opportunité politique.

Evidemment, Jean-Claude Gaudin, qui connaît l'histoire de sa ville sur le bout des doigts, sait qu'à Marseille, l'Histoire repasse les plats, qu'elle bégaye et que lorsqu'elle tourne une page, c'est toujours violent. 1919, 1938, 1947, 1986, 2013...

Il connaît aussi les raisons officielles et officieuses des événements de 1938 et sait enfin que la mise sous tutelle de Marseille peut se reproduire dans les mois qui viennent mais que, contrairement à ce qu'on a écrit ces dernières semaines, elle n'a pas encore eu lieu. Les ministres qui se succèdent et les préfets qui valsent relèvent du spectacle politique, pas encore du désaveu administratif. Mais on y vient.

Officiellement, en 1938, le conseil municipal a été démis de ses fonctions parce que l'incurie régnait à Marseille. Depuis vingt ans, les Corses s'étaient emparés de la ville par ses deux flancs : l'administration par clientélisme et les rues par les mafieux.

En 1938, Marseille était tenue par trois types : Sabiani, Carbone et Spirito. Simon Sabiani, un brillant politicien corse qui a débuté à l'extrême gauche pour finir à l'extrême droite, a inventé le clientélisme à la marseillaise et donné la ville aux Corses, leur distribuant des centaines de postes fictifs à la mairie (des postes, cette fois pas fictifs, devenus des milliers avec le temps) et s'alliant avec les truands pour tenir le port, les rues, les cafés et les meetings. Les truands du moment étaient les célèbres Carbone et Spirito, inventeurs pour leur part de la French Connection, et prédécesseurs des frères Guérini (Mémé et Antoine).

Sabiani, Carbone et Spirito étaient au mieux mais là n'est pas la raison de la mise sous tutelle de la ville. Le quatrième homme était le maire de l'époque, Henri Tasso, socialiste et ennemi juré de Sabiani qui venait de le déloger de la mairie. C'est lui qu'a délogé Daladier à son tour.

Conscient que le gouvernement qui défile à Marseille depuis cet été a compris que les points de blocage sont du même ordre que ceux de 1938, Gaudin ne veut pas être le nouvel Henri Tasso. Il sait que tous les ministres lui prennent le pouls en lui serrant la main, se posant moins la question de savoir "qui commande ici" que celle de savoir qui le remplacera en 2014. Les ministres socialistes savent que ce sont eux qui gouvernent la ville, ce dont d'ailleurs ils se passeraient bien. Le drapeau PS flotte sur le conseil régional, le conseil général et la communauté urbaine. Il ne leur manque plus que le conseil municipal.

Lundi dernier, justement, se tenait le premier conseil municipal de la rentrée à Marseille. Le dernier remontait à juin, après le raz de marée socialiste et l'échec de Renaud Muselier ; depuis, les élus de la ville ne s'étaient pas réunis, comme si aucun événement n'avait eu lieu durant l'été. Habituellement, le conseil municipal est retransmis sur le site de la mairie mais ce jour-là, étrangement, une panne inopportune de retransmission et même de wifi pour les journalistes a transformé l'amphithéâtre en huis clos. La dernière fois, c'était les micros qui ne fonctionnaient pas et Gaudin avait pesté quelque chose comme "j'ai 17 000 fonctionnaires municipaux et ça ne marche pas !". Pourtant, la salle est toute neuve, située sous le parvis latéral de la mairie, sur la place Bargemon (un ancien maire), repaire nocturne de dealers. Elle a coûté 50 millions mais pas de retransmission de la pièce lundi dernier. A Marseille comme à Naples, le linge sèche aux fenêtres mais il se lave en famille. Pas question de diffuser un tel spectacle.

Pour les novices, un conseil municipal est aussi ennuyeux qu'un cours de maths, surtout un lundi matin. Cinq heures et trois cents textes adoptés au seul énoncé de leur intitulé, à l'exception d'une dizaine d'entre eux qui font l'objet d'une déclaration de l'adjoint qui l'a déposé ou du membre de l'opposition qui souhaite exprimer son désaccord. Plus que l'élu du FN (Maranda) ou le duo du PC (Dutoit et Copolla), c'est Mennucci que craint Gaudin du haut de son siège. Généralement, ils s'envoient des allusions aux affaires en cours et Gaudin lui rappelle qu'il n'est pas encore assis à sa place et va devoir apprendre la patience. Car Gaudin sait que son seul adversaire est Mennucci, maire des quartiers du centre-ville, grenouilleur politique depuis l'adolescence mais tout nouveau député. Mennucci, c'est Gaudin il y a trente ans, même accent, même gueule, même corpulence, même ambition.

Le fauteuil de maire est un Graal local mais le gouvernement a également compris que la principale institution n'était pas le conseil municipal mais le conseil général, fermé de l'intérieur. Jean-Noël Guérini s'est barricadé. Depuis que le juge Duchaine a déclaré que l'instruction de son affaire prendrait encore un an, il dispose d'un répit. Il s'accroche à son immunité parlementaire mais sait qu'il ne sera pas candidat en 2014. Alors il se venge. Il veut la peau de Mennucci. Il veut l'empêcher d'être maire, mû par une détestation aveugle. Il lui cherche des poux, un emploi fictif, une invalidation...

Pendant les vacances, il a aussi discrètement adoubi Eugène Caselli qui, avant l'été, avait le vent en poupe. Mais son profil du futur maire est soudain compromis par deux appuis trop voyants : ceux de Gaudin et Guérini, alliés dans un "Tout sauf Mennucci" qui n'a pas fini de nous amuser. Et aussi, Caselli montre ses limites. L'affaire de la métropole l'a cruellement prouvé. Le gouvernement veut imposer une métropole à la région marseillaise, préalable à toute réorganisation, mais les élus du reste du département sont contre et Caselli est incapable de s'imposer. Seul Guérini pourrait faire basculer les élus réticents mais il est aux abonnés absents sur ce dossier. Pire encore, il continue à nommer ses hommes aux postes clés. Bref, le conseil général joue contre son camp et la communauté urbaine n'en est pas une.

La semaine dernière Gaudin a parlé au Figaro, seul média qui ne lui donne pas des boutons, pour annoncer sa candidature aux prochaines municipales. Il veut mourir sur scène, comme Gaston Defferre, son idole, et pas défiler sous les sifflets, comme Henri Tasso lors de l'enterrement des victimes de l'incendie des Nouvelles Galeries.

Par Pierre-Louis Rozynès

Publié le [11/10/2012](#) |

Episode 5

A Marseille, 2013 a déjà commencé mais le spectacle est dans la salle



Dans deux mois, M. la Maudite sera sous les feux des projecteurs des médias qui débiteront pour certains d'insondables banalités et pour d'autres, de cruelles vérités qui rendront Jean-Claude Gaudin furieux. Et le spectacle de Jean-Claude Gaudin furieux vaut toujours le coup. Il devrait donner plusieurs représentations au cours de l'année 2013 qui verra le nom de Marseille adossé à un mot qui lui est étranger depuis qu'il y règne : la culture.

Son bilan en la matière est infâme : le syndicat FO dirige à sa guise des bibliothèques et des musées entrouverts et sans aucune ambition, l'opéra est resté coincé à l'époque de l'opérette et c'est une planque réputée pour les fonctionnaires municipaux méritants de Force Ouvrière. Le pic de sa politique culturelle a été atteint lorsque Luc Besson a annoncé qu'il voulait construire un multiplex. Il faut dire que son adjoint à la culture ne jure que par l'OM et que son adjoint au patrimoine a largement dépassé l'âge où les oeuvres tombent dans le domaine public. La semaine dernière encore, Gaudin, devant un parterre comme il les aime – des voyagistes réunis en congrès – éructait contre cette presse parisienne et cette “surmédiation détestable” qui nuit tant au commerce. A deux mois du bouquet final de son troisième mandat, à deux mois d'une année de festivités culturelles et surtout de gavage touristique, le navire prend l'eau de toute part. Un fait divers de trop et Marseille devient un scandale d'Etat, il le sait.

En 1990, Antenne 2 avait consacré une soirée sévère mais juste à Marseille en pleine “affaire des cliniques”. Cela avait provoqué un scandale qui s'était étalé dans les colonnes du Monde des jours entiers. L'élite locale, de la poissonnière du Vieux-Port au maire de l'époque, le silencieux docteur Vigouroux, avaient hurlé contre la chaîne et la fautive, Christine Ockrent. L'élite locale de l'époque qui avait pétitionné respire toujours mais elle n'est plus aux affaires. Edmonde Charles-Roux a cessé de nuire, Paul Lombard de pérorer et Jeanne Laffitte, libraire et éditrice, élue sur la liste Vigouroux, est en passe de céder Les Arcenaulx à une enseigne quelconque. Plus qu'un symbole, un signal. Cela fera une librairie de moins à Marseille qui en compte moins qu'Aix-en-Provence, pourtant six fois moins peuplée. Après moi, le déluge, se dit-elle et qui lui donnerait tort ? Mieux que personne, elle sait, en historienne sérieuse de sa ville, que la situation ne peut qu'y empirer.

Nous sommes en novembre, et dans deux mois, c'est le lever de rideau mais le spectacle est dans la salle. La semaine dernière, la ministre de la Culture est venue présenter le programme officiel de “MP2013”, la pièce à l'issue de laquelle la ville changera de maire, peut-être de majorité, peut-être même de cap, mais alors d'un degré à peine. C'est tout ce que la barre, qui ne répond plus, pourra donner.

En guise de programme, les organisateurs, emmenés par la chambre de commerce, ont diffusé un long Powerpoint de remerciements d'institutions entre elles avec le logo des sponsors. La ministre n'avait d'ailleurs rien à annoncer, elle était là pour faire officiel. Tout juste a-t-elle évoqué “une surprise” dans la

semaine qui précédera le lancement officiel le 12 janvier de cette année incontestablement charnière dans l'histoire de la ville. 1938, 1947, 1962, 1986, 2013... Une surprise ? Mais il peut y en avoir tant d'ici là...

Comme Sarkozy, Fillon, Mitterrand (Fred) et tant d'autres, Aurélie Filipetti a commencé sa journée marseillaise par la visite du chantier du Mucem, ce musée posé à l'entrée du port. Il n'y a guère de budget pour le nourrir, mais il est surtout là pour relancer l'immobilier dans le quartier d'Euroméditerranée qui a du mal à trouver preneur. La vue y est imprenable mais le coin, invivable.

Récemment, pour donner un coup de pouce à un projet de gratte-ciel qui peine à se remplir, la communauté urbaine (MPM) a décidé de s'y installer pour soutenir le promoteur local Pietri (Constructa). Déjà, il y a deux ans, le conseil général avait acheté l'ancien siège de la CMA-CGM au pied de son nouveau gratte-ciel sans autre but que d'être agréable à Jacques Saadé, l'armateur qui cache la pauvreté du tissu économique marseillais.

La dernière pierre d'Euromed s'appelle "Les Terrasses du port". Ca sonne comme le "Domaine des dieux". Un centre commercial à ciel ouvert le long d'une avenue piétonne qui surplombera le port autonome. Le million de touristes qui débarque annuellement par paquebot géant devra y laisser une part des 100 millions d'euros qu'il dépense en babioles et bouillabaisse.

Ce jour-là, Jean-Claude Gaudin qui recevait la ministre sur son terrain était enrhumé et, n'aimant ni les femmes ni la gauche, il ne lui avait pas montré du doigt ses grands chantiers. Il faut dire qu'au milieu de son décor trône depuis un mois un ferry penché, le Napoléon Bonaparte, fleuron de la SNCM, la compagnie maritime que Veolia se mord chaque matin les doigts d'avoir rachetée à l'Etat. Le ferry a failli couler à quai une nuit de tempête à cause d'une erreur humaine mais nulle enquête n'aboutira jamais. Vous n'entendrez jamais parler de scandales sur le port. Le port autonome et ses millions de containers qui arrivent et repartent chaque année restent le poumon des trafics marseillais. Ce sont les dockers et les sociétés de sécurité qui ont les clés et quand la police débarque, c'est pour toucher sa part. Gaudin a tué le port mais le commerce demeure. Ce jour-là, Aurélie Filipetti est repartie atterrée.

Les dollars de Vinci

Ministre délégué en charge du transport, Frédéric Cuvillier, qui était venu la semaine précédente, convié à visiter le chantier de la L2, est reparti, lui, effaré. La L2, c'est un demi-périphérique qui contourne la ville pour la désengorger. Qui devrait la contourner, pour être précis. Annoncé depuis cinquante ans, voté depuis trente ans et depuis, comme dans un reportage de M6 sur Naples ou Palerme, le chantier traîne. S'il traîne, c'est qu'il gêne. Il gêne qui ? Vinci et Eiffage, concessionnaires du tunnel à péage que la L2 rendra inutile. A Marseille, les dollars de Vinci, c'est sacré, même si, chez les initiés, on appelle la ville "Veoland", tant Veolia y est chez elle.

Depuis vingt ans, le chantier est freiné par des recours abusifs et jamais aucun élu ni préfet n'a tapé du poing sur la table. Dans le quartier traversé par la future L2, règne depuis quatre générations la famille Masse, socialiste et clientéliste de père en fils depuis la Libération, defferriste sous Defferre, guériniste sous Guérini. Christophe Masse est d'ailleurs l'un des jokers que Guérini a prévu de placer à la présidence du Conseil Général si jamais par malheur le juge Duchaine parvenait à l'épingler.

Le ministre des Transports, donc, la semaine dernière, au milieu du chantier avec le préfet, qui enquille les visites ministérielles et vient de lui résumer le dossier :

"Alors ça, j'avais encore jamais vu, c'est hallucinant. Heureusement que les Marseillais ne le voient pas, c'est pour cela d'ailleurs qu'ils le tolèrent. Et au fait Monsieur le Préfet, ça a coûté combien tout ça jusqu'à présent ?

- 400 millions d'euros, Monsieur le Ministre.

- Bon ben, on peut dire que c'est une sorte de scandale d'Etat."

Guérini omniprésent

Le seul élu marseillais qui ne voit pas les ministres est le plus puissant d'entre eux, Jean-Noël Guérini. Autant dire que la mise en oeuvre d'une éventuelle action de l'Etat est vouée à l'échec. Mais Guérini sera-t-il encore des nôtres pour les festivités de janvier ? Les ministres le fuient mais il pérore en ville. Il peut. Le juge Duchaine n'a rien de direct contre lui, pas un compte en banque, pas un euro, pas un jeton de casino, juste quatorze armoires d'évidences. Et trois ans d'écoutes et de filatures édifiantes.

Le premier volet de l'affaire Guérini (celui des trafics d'ordures) a été jugé il y a un mois, tandis qu'il n'a pas encore été mis en examen. Lenteur de la justice ? Manque de moyens de la JIRS aussi, qui instruit également les affaires corses. Discrètement, sous Sarkozy, un greffier par ci, un juge par là, la chancellerie était parvenue à réduire l'efficacité de ces juges qui traquent en meute le grand banditisme, mais Christiane Taubira est également venue rassurer ses fonctionnaires le mois dernier, tandis que son compagnon de voyage, Manuel Valls, venait désamorcer une vilaine affaire de ripoux et ramasser deux cadavres.

Très croyant, Guérini est devenu un gros consommateur d'eau bénite depuis trois ans qu'a débuté l'affaire lui ayant permis de se faire un prénom au sommet de la longue liste des corses célèbres pour de mauvaises raisons. Mais il ne doit son sursis politique qu'à saint Solférino.

De mois en mois, il ridiculise le PS en continuant à tenir par la peur la fédération des Bouches-du-Rhône alors qu'il en a été exclu par Solférino où l'on regarde ses pieds quand son nom est prononcé. La semaine dernière, on a même vu Guérini voter au siège du PS, rue Mongrand, pour l'élection du premier fédéral qui, évidemment, était son candidat, l'un de ses principaux porte-flingue politiques et futur candidat guérino-socialiste à Aix-en-Provence.

Guérini sait que le juge Duchaine a demandé au procureur Dallest la levée de son immunité parlementaire. Un jour ou l'autre, avant ou après les vacances judiciaires de Noël, la Chancellerie, c'est-à-dire le cabinet de Christiane Taubira, transmettra avec joie cette demande au bureau du Sénat qui l'adoptera plus assurément que sous Sarkozy, où l'ordre était de faire durer le spectacle.

Jean-Claude Gaudin ne pourra pas l'empêcher. Il aimerait pourtant l'aider. Guérini est son rempart contre Patrick Mennucci et Renaud Muselier. Lorsqu'ils ne prient pas ensemble, ils complotent contre eux et veillent à assouvir leurs ultimes vengeances.

Muselier a été abattu en vol en juin. Sa retraite anticipée a étonné mais il ne s'agit peut-être que d'un retrait temporaire. Reste Mennucci. Sa cote monte. Il est populaire, mais en cas de primaires, même s'il a appris à bourrer les urnes adolescent, il est sûr de perdre si la fédération reste au mains de gens qui prennent leurs ordres de Guérini. Qu'il soit en liberté ou aux Baumettes, il continuera d'en donner.

Guérini qu'on annonce mort depuis trois ans, Guérini qui ridiculise le PS, Guérini qui bloque l'Etat dans sa tentative de métropolisation de la ville en tant que président de la principale institution départementale, Guérini veut maintenant racheter La Provence, un quotidien sous perfusion publicitaire des collectivités locales dirigées par... Gaudin, Caselli et Guérini. Il raconte depuis un mois qu'il réunit des investisseurs, qu'il a toujours aimé la presse. L'autre soir, à un photographe de La Provence, il a même lancé : "Toi, on te garde." Clientélisme, quand tu nous tiens...

Hersant, étranglé par sa dette, est contraint de vendre ses quotidiens méditerranéens. Nice-Matin, Corse-Matin, Var-Matin et La Provence sont à vendre, ensemble ou par appartement. Pour 100 millions, les banques vous les cèdent. Pour 50 millions, vous avez La Provence (140 000 ex) ou Nice-Matin (110 000 ex), pour 20 millions, vous réglez sur la Corse (30 000 ex). Pour peu que vous dégraissez et fassiez prendre en charge le montant des clauses de cession par les banques créancières, vous faites une bonne affaire et vous tenez Marseille, si vous savez y faire.

La perspective de voir ce mauvais journal en de mauvaises mains n'a de réjouissant que le plaisir qu'on aura à le lire pour de mauvaises raisons si jamais on apprend, un matin, qu'Hersant a laissé la place à Guérini. Avec quelques patrons locaux, il s'agite, effectivement, mais il y a malheureusement des candidats plus sérieux. Dommage. C'était raccord avec l'année de luxure esthétique et mafieuse qui se lève.

D'ailleurs, à propos de théâtre, on évoque même un retour de Tapie. Devenu acteur, il brillerait. Mais avec Tapie, même les rumeurs infondées sont des informations tant elles sont distrayantes.

Souvent interrogé, il dément cette rumeur estivale mais, riche comme jamais, il vient d'acheter un mega-yacht et une maison à Saint-Tropez. Guérini lui a proposé de mettre ses troupes à sa disposition et de le faire élire. Tapie l'a écouté et le laisse se répandre. Il sait qu'à l'époque, s'il avait eu l'appareil du PS avec lui, il aurait fait main basse sur Marseille et c'est lui qui aujourd'hui aurait le juge Duchaine aux fesses.

Par Pierre Louis Rozynès

Publié le [20/11/2012](#)

Episode 6

« Lyon Part-Dieu, cinq minutes d'arrêt »

En attendant sa convocation, Guérini pèse ses chances de passer entre les mailles du filet tandis que Michel Mercier, son homologue lyonnais, passe un discret mauvais quart d'heure



A Lyon aussi, le président du conseil général passe un mauvais quart d'heure. Michel Mercier présidait l'autre jour le lancement du beaujolais nouveau, cette mixture qui a valu il y a quelques années à un journal local d'être condamné à un million de francs pour avoir dit qu'il s'agissait d'un "vin de merde". C'était à la préfecture, sous des lustres Napoléon III. L'élite locale était là pour fêter cet événement mondial ridicule. Pendant que Michel Mercier discoursait, la salle papote et les initiés commentent son milliard.

Comme Guérini, Mercier est un pur produit de la vie politique française. Maire d'un village du Beaujolais, il est conseiller général depuis 35 ans et président du conseil général depuis 1990. Centriste, franc-maçon, arrondissementier d'angles, il a fait sa carrière à l'ombre de Raymond Barre. Au fil des ans, il a creusé un milliard de pertes, si l'on additionne ses erreurs. Un musée des Confluences qui coûtera 200 millions de plus que prévu, des actifs immobiliers bradés qui auraient dû rapporter 100 millions de plus dans les caisses publiques, entre 200 et 400 de produits négatifs d'emprunts toxiques, etc. Quand il était jeune, il a enseigné le droit et les finances publiques à l'université Lyon 3 mais personne, à l'exception d'un mensuel local, ne lui cherche de noises.

Jean-Noël Guérini n'a pas commis de telles erreurs mais il a plus de médias aux trousses. Il connaît évidemment son homologue lyonnais. C'est lui qui, lorsqu'il était ministre de la Justice, a fait traîner sa première demande de levée d'immunité parlementaire.

A Marseille, la semaine dernière il faisait encore 20 degrés sous le soleil. On y déjeunait toujours en terrasse – mal, mais en terrasse – tandis qu'à Paris, on se les gelait déjà. Guérini voyait tout ça depuis les vitres de son bureau, le plus somptueux de Marseille, un de ces palais princiers que se sont construits les collectivités territoriales lorsque l'Etat, avec la loi Defferre sur la décentralisation, leur a transféré une part de ses compétences.

Perché en haut d'une des soixante collines de la ville, à l'entrée des quartiers Nord, on appelle son palais le "CG" ou alors "le bateau bleu", parce qu'il est bleu ; il ne ressemble pas à un bateau mais plutôt à un vaisseau spatial aux lignes agressives qui se serait posé sur un terrain vague. Normal, on est à Marseille où seul l'horizon est bleu.

Depuis trois ans pile que l'affaire a éclaté au grand jour dans les médias, Guérini passe et repasse par tous les stades : abatement, hystérie, paranoïa, violence, haine ou offensive. Sa seule défense, c'est l'attaque. Alors il attaque en justice – avec l'argent du contribuable – les médias et les rares élus qui l'accusent, criant à la violation, manifeste il est vrai, du secret judiciaire. Quand il n'attaque pas, il accuse, menace, dit qu'il a des écoutes, des dossiers. La terreur règne et ça traîne sous un régime autoritaire, crépusculaire et encerclé.

Il sort d'une réunion avec ses avocats et réfléchit à tout ça. Machinalement, il prend une petite bouteille en plastique d'eau minérale, d'une marque inconnue mais qui équipe tous les services de son palais : Zilia, une eau minérale exploitée à Calenzana qui est devenue un gros fournisseur du CG. Calenzana, un village corse dont il est originaire, comme Mémé et Antoine Guérini, les mafieux qui prospérèrent sous Defferre et dont la presse aime à raconter qu'il sont, avec son frère Alexandre, les successeurs. Depuis des années, le conseil général est l'un des gros clients de la source Zilia. A Calenzana, les Barresi et les Campanella, parrains corso-marseillais discrets, ont aussi des maisons. Mais en Corse personne ne se connaît, c'est bien connu.

Dans l'affaire Guérini, instruite par le lent juge Duchaine, il y a un volet qui relie les Guérini aux Barresi et aux Campanella, qui détiennent, outre les traditionnelles participations de leur branche, des boîtes de BTP, des sociétés de surveillance qui gèrent de gros clients comme le conseil général ou des ports du département. Tout ça sur fond d'appels d'offres truqués ou, au mieux, éventés, raconte la presse par bribes.

Mais sur les appels d'offres ou sur les Barresi, un épisode ne suffirait pas. Disons pour faire court que le juge Duchaine veut relier depuis le début de son instruction les deux dossiers pour faire tomber un système mafieux dans son ensemble. Il ne veut pas que Guérini fasse six mois avec sursis.

L'un des hommes clés pour le juge, c'est le blanchisseur, Patrick Boudemaghe, au centre de tous les réseaux. Quand on fait comptable commun, dans certains milieux, ce n'est pas seulement pour mutualiser le back-office. Commissions et rétrocommissions ne sont pas l'apanage de l'industrie de l'armement et la vie politico-économique marseillaise est régie par cette loi mafieuse qui sévit de Naples à Moscou à des échelles là-bas dix fois plus importantes, ou à Lyon et à Lille, dans des proportions dix fois moindres. Passé certains montants, avec les miettes on peut bâtir des fortunes et c'est Alexandre qui a géré les affaires familiales. Il a par exemple fait la culbute en vendant des dizaines de millions à Veolia sa petite boîte de déchets.

Le problème de ce dossier, c'est qu'il mêle affairisme et clientélisme. En voulant embrasser les deux maux, le juge Duchaine est peut-être tombé dans le piège marseillais : si on tire le fil, c'est toute la ville qui finit en pelote.

Du clientélisme, l'affaire Guérini en est truffée, mais il n'y a pas de loi contre cela. Et on ne trouvera aucun compte au nom de Jean-Noël Guérini, ni au Luxembourg, ni à Miami où il aime se frotter aux jeux de hasard.

Il reste au juge quelques cartouches, comme le volet des attributions de maisons de retraite monnayées chèrement, mais il sait désormais que la lettre du "corbeau", ces neuf pages d'une précision policière qui ont guidé son enquête depuis février 2009, l'a amené non dans une impasse, mais dans un labyrinthe. Pour atteindre le haut d'autres pyramides par l'intérieur, les archéologues ont mis des générations.

N'empêche, après le 12 décembre, date de la levée probable de son immunité parlementaire, Jean-Noël Guérini sera convoqué et il n'aura plus son immunité de sénateur qui le rendait intouchable. Il devra s'en remettre à l'habileté de son armada d'avocats féroces sur ce terrain où seuls comptent le talent et la technique. On a vu plus d'un méchant sortir les mains libres d'un tribunal parce qu'un avocat avait été meilleur qu'un autre, qu'il y avait eu erreur de procédure ou encore violation du secret de l'instruction, ce que frôle régulièrement le dossier.

De plus, en jugeant Guérini, c'est la moitié gauche de Marseille qui défilerait à la barre, plus quelques grands patrons et grands flics ; ce spectacle, qui n'interviendrait pas avant 2014, ferait désordre en pleine campagne municipale. D'autant que d'autres affaires impliquant d'autres parlementaires PS feront immanquablement surface d'ici là. La gauche doit se préparer à cette future séquence.

Tout ça, Guérini le sait et le ressasse. Il n'est pas fini et rien n'est perdu. Il y a une chance sur deux pour que le juge le laisse ressortir lorsqu'il le convoquera, juste après le 12 décembre. Mis en examen, rien ne l'obligera à démissionner de sa présidence du CG. Seule la décence, valeur peu répandue dans sa profession, ou la pression publique de Hollande ou Ayrault pourraient le pousser à quitter la timonerie du bateau bleu, et encore. Bref, son bureau, il ne l'a pas encore quitté et il y a une chance sur deux pour qu'il assiste au début des festivités culturelles de 2013 au premier rang des puissances invitantes. Une chance sur deux, ça se tente et l'espoir fait vivre.

Sur le front politique, par contre, il n'est pas plus fort que jamais, mais presque. Il n'a guère qu'un quarteron d'opposants de la vieille garde dans son groupe socialiste au conseil général et derrière lui, la majorité des conseillers généraux, terrorisés et vassalisés par les subventions, vice-présidences, voitures de fonction et autres prébendes. Pour être mis en minorité, il faudrait au moins qu'il soit en détention provisoire pour

donner le courage nécessaire aux résistants de la vingt-cinquième heure de se rallier au candidat qu'on leur désignera.

Quel candidat ? Qui, pour relancer la machine étatique et imposer de faire enfin de Marseille et de sa région une métropole, principale erreur de Defferre dans les années 60. Le candidat de Guérini sera vraisemblablement Christophe Masse. De la dynastie des Masse (voir épisodes précédents), il vient de le bombarder à la tête de son office des HLM, poste financièrement confortable et clientélistiquement stratégique. Si Paris n'impose pas son autorité à ce moment-là, un Masse, quatrième du nom, peut être élu, et avec lui perdurerait le système clientéliste et bas de plafond. Si, dans le cas contraire, Harlem Désir, Jean-Marc Ayrault et François Hollande se décident conjointement à faire de la politique et à agir de manière coordonnée, ils imposeront un candidat.

Lequel ? La nouvelle ministre Marie-Arlette Carlotti, même si elle est critique envers Guérini devant les caméras, n'a rien pesé lorsque les guérinistes ont raflé la victoire lors des élections internes d'il y a quelques semaines.

Plus vraisemblablement Michel Pezet qui, à soixante-neuf ans, attend patiemment son heure comme d'autres la retraite. C'est d'ailleurs lui qui, apprenant que Bernard Tapie rôdait dans les parages, s'est rendu à l'Élysée au début du mois de novembre pour faire comprendre à François Hollande l'urgence à prendre le dossier marseillais à bras-le-corps autrement que par des visites de ministres. Il a dressé de la situation un portrait qui a glacé ses interlocuteurs, expliquant que si Tapie, poussé par Guérini, revenait effectivement dans le paysage, la gauche allait perdre et la ville sombrer dans le chaos. Quelques jours plus tard, François Hollande suggérait à Pinault de s'intéresser au rachat de La Provence et Bernard Tapie renchérisait en se portant candidat au rachat de la presque totalité du groupe Hersant en déclarant : "Marseille et moi, on a une histoire qui a été interrompue."

Pezet pense la même chose et les voilà à nouveau réunis sur scène par les événements. Ils s'étaient fait la guerre et l'avaient perdue tous les deux dans les années 90 au profit de Gaudin. Ils ont tous les trois le même âge, même vingt ans après.

Par Pierre-Louis Rozynès

Publié le [28/11/2012](#) |

Episode 7

Le retour du retour de Tapie

Marseille est un roman et Tapie, en Monte Cristo de passage en ville, est une bonne nouvelle pour la qualité du spectacle



Il est en mer, son portable sonne. Il décroche. C'est un journaliste qui veut vérifier une rumeur selon laquelle il aurait acheté un nouveau yacht.

- C'est vrai, lui répond Tapie.
- Quelle est sa taille ?
- 14 mètres.
- Ah..., répond le journaliste, un peu déçu quand même.
- ...De large !, lui balance violemment Tapie avant de raccrocher.

Le yacht s'appelle Reborn, renaissance en anglais. Le précédent se nommait Phocéa, Marseille en phocéén. On ne s'intéresse jamais assez aux détails.

Marseille est comme la presse ; elle bruisse du son des rumeurs fondées et infondées qu'elle se raconte pour avoir l'air informée et pour se faire peur. Elle grince du retour de Tapie, donné avec la même assurance pour sûr par les uns et impossible pour les autres. Personne ne sait mais tout le monde parle. C'est tellement gros que nul n'ose y croire mais à Marseille, l'histoire bégaie toujours deux fois.

Tapie annoncé à Marseille, c'est comme une météorite qui ferait cap sur la Terre. C'est Armageddon et dans le rôle de la Nasa, ni Hollande, ni Montebourg n'inspirent confiance pour le détourner de son cap. Partout ailleurs, la fin du monde est annoncée pour le 21 décembre mais à Marseille, on l'attendait le samedi 8 décembre à 00:00 pile.

Tout avait été prévu de longue date pour qu'à cette heure-là, l'administrateur chargé depuis des mois par le Tribunal de commerce de Paris de trouver un acquéreur au groupe Hersant choisisse l'offre imbattable de Bernard Tapie. C'était d'ailleurs la seule.

Il y avait bien quelques candidats, l'impayable Guérini pour la Provence, Etienne Mougeotte pour Nice-Matin, Gérard de Roquemaurel pour Corse-Matin et des colons pour les quotidiens des colonies. Cette vente par appartement aurait même pu rapporter plus sur le papier que ce que proposait Tapie, mais elle signifiait l'émiettement final de l'empire Hersant et obligeait surtout à détricoter un groupe aux flux financiers complexes. Il y a encore deux ans, c'est le groupe de presse qui supportait les 20 millions d'euros d'entretien annuels du golf de feu Robert Hersant.

Malin, Tapie a proposé de racheter le tout, promettant aux héritiers de sauver le groupe et de financer l'opération en cash en revendant certains titres. L'affaire allait se faire, et puis elle s'est ébruitée et a capoté dans la dernière ligne droite. Capoté, ou plutôt, à ce stade, failli capoter.

Le retour de Tapie à Marseille, c'est non seulement la garantie du retour de sa marionnette aux Guignols, c'est aussi le retour du meurtrier sur le lieu du crime. Tapie aime la mer et l'argent, Marseille a l'odeur des deux. Il aime la frime et la lumière, elle n'est que ça. Et vraisemblablement est-il encore secrètement amoureux d'elle. Sa femme le sait, de l'aveu du fautif lui-même : "Si je me présente à Marseille, ma femme me quitte."

Il l'avait à sa pogne en 93 – ministre, l'OM, la Coupe d'Europe -, et puis il a dégringolé. Les régionales perdues, la prison, Adidas, le match truqué, Bernès, le Crédit Lyonnais. Vingt ans de procès, vingt ans d'histoire de France. Tapie symbolise le malaise de la France avec l'argent en général et avec les entrepreneurs en particulier. Et maintenant, il est riche des fameux 300 millions qu'il a arrachés à l'Etat grâce à son talent (qu'est-ce d'autre, à ce stade ?) après que le Crédit Lyonnais l'a objectivement grugé de plusieurs centaines de millions d'euros dans la revente d'Adidas à Robert-Louis Dreyfus.

Au bout de treize ans de procès, Tapie qui avait un bon avocat a même décroché 45 millions de préjudice moral. Sa fortune est médiatiquement sale mais peu importe ; il a 70 ans, il pète la forme, a acheté une maison à Saint-Tropez (60 millions selon la presse) ainsi qu'un yacht (40 millions) plus gros que celui de Bernard Arnault, et comme tout le capitalisme français, ils se demande comment faire des affaires sous la gauche.

Rester ? Partir ? Il ne rêve que de remonter sur un ring. N'importe lequel, pourvu qu'il y ait de l'argent à faire et surtout, surtout, de la lumière. Il ne supporte pas de rester loin des projecteurs. Il est riche et a envie d'emmerder le monde en montrant qu'il reste le meilleur. Sa fortune, ça fait trente ans que la France la regarde se faire, se défaire et se refaire. In extremis, depuis trois ans, il est de nouveau largement à flots. Sa famille est à l'abri, une nouvelle vie commence. Et que cherche un joueur quand il vient de se refaire ? Il veut retourner jouer. Reste à choisir la table. La politique ? Les affaires ? Le sport ? Il n'en sait rien lui-même.

Voilà l'état d'esprit de Bernard Tapie cet été, lorsqu'il a commencé à s'intéresser au journaux du groupe Hersant dans la baie de Saint-Tropez. Un dossier explosif. 4 000 salariés. 200 millions de dettes auprès de 17 banques. Un secteur en crise, des dinosaures, des rotatives qui bavent, des syndicats qui bloquent... D'autres se seraient enfuis. Tapie y a vu un coup à jouer. Il a fait chanteur, raider, patron, président de l'OM, ministre de Mitterrand, bagnard, acteur mais pas encore patron de presse. Il se dit qu'avec Nice-Matin, il règnera sur la Côte d'Azur, premier marché du luxe et du tourisme, et qu'avec la Provence, il sera le parrain de Marseille sur laquelle il a une revanche à prendre. En plus, il pourra développer ses marques dans le sport business avec les stades de foot flambant neufs de Nice et de Marseille, avec le circuit du Castellet, le Grand Prix de Monaco, et même mettre un pied au festival de Cannes ou d'Avignon. De la presse, de la politique, du sport, du cinéma, du théâtre, que rêver de mieux...

Chez Tapie, on avance un investissement de "50 à 70 millions d'euros" qui, lui, est loin d'être financé ; pour parer aux critiques, on évoque la création d'un comité déontologique chargé de veiller à l'indépendance des titres. Pour des journaux qui ne l'ont jamais particulièrement été, ça prête à sourire. Et qu'on attende Tapie au tournant de la déontologie sur un territoire qui en est totalement dénué sera instructif. Les élus, la police et les journalistes institutionnels y pratiquent une endogamie qui ferait rougir à Paris.

Durant l'automne, il s'est pris au jeu jusqu'à faire une offre ferme qui venait à échéance vendredi à minuit. 17 banques réclament qu'on leur rembourse les 215 millions de dettes du groupe avant Noël. Tapie, soudain à nouveau dans son élément, leur a proposé 50 millions (30 millions amenés par lui et 20 par Hersant) pour racheter la dette, à prendre ou à laisser. Un coup de bluff très bien amené. Les banques savent que le groupe ne peut être cédé qu'en bloc, et vite car l'autre option est la faillite.

L'affaire était faite mais il y a trois semaines, lorsqu'il a dû confirmer les rumeurs qui couraient sur son intérêt soudain pour la presse, personne n'a réellement cru à sa victoire tant c'était gros. Il a toutefois affolé du monde, en particulier les politiciens marseillais de gauche et de droite. François Hollande s'est inquiété en voyant soudain revenir le pire ennemi des socialistes, leur mauvaise conscience, cette créature mitterrandienne diabolique, l'assassin de Michel Rocard. Le scénario catastrophe lui a été exposé ainsi : s'il prend la Provence, il ne pourra s'empêcher d'être candidat à la Mairie ; or c'est le chaînon manquant des socialistes pour tenir ce département et, éventuellement, y remédier aux défaillances de l'Etat. Tapie se

présenterait sous l'étiquette UDI. Borloo est plus que son ami, son double. Il est évidemment très pour. La droite n'a pas de candidat à la hauteur, la gauche a quatre prétendants (Mennucci, Caselli, Ghali et Carlotti), dont deux qui, bien que sérieux (Caselli et Mennucci), ne font pourtant pas le poids face à cet enjeu. Ce sont de purs produits du système marseillais, des bébés Guérini, quoi qu'ils en disent.

Tout était donc verrouillé jusqu'à ce que l'Elysée comprenne, début novembre, que Tapie était peut-être en train de préparer un hold-up sur Marseille. Que des journaux corses, varois et niçois, terres de droite et de mafieux, tombent en les mains sales d'un Russe, d'un Libanais, d'un retraité de TF1, d'un ciottiste ou d'un estrosiste ne gêne personne, mais Marseille est promise à la gauche aux municipales de 2014 et La Provence ne doit pas lui échoir. Comme de Gaulle, Mitterrand, Chirac et Sarkozy en leur temps, Hollande a compris qu'il fallait s'en tenir à l'écart mais, contrairement à ses prédécesseurs, il n'a pas le choix : l'Etat doit cesser de contourner Marseille et Marseille de tenir l'Etat à distance. Dans cette reconquête dont Hollande se passerait bien, Tapie serait un obstacle.

Or pour Tapie, l'heure n'était pas ces derniers jours à la politique, mais aux affaires – domaine où il a l'avantage du terrain et où la gauche n'a pas le bras assez long pour actionner les mêmes manettes que lui. Pour d'obscures raisons de réseaux, l'administrateur nommé par le Tribunal de commerce pourrait lui être acquis depuis des mois et son avocat, Maurice Lantourne (qui employa en d'autres temps l'administrateur), est le même que celui d'Hersant. Ca aide.

Soumis aux critiques et aux pressions, l'administrateur a néanmoins dû concéder du temps à d'autres candidats pour se déclarer. Les conseillers présidentiels ont ouvert leurs carnets d'adresses pour contrer son offre : un seul P à la page P comme "patrons". Poliment sollicité par Hollande lui-même, François Pinault a effectivement étudié le dossier puis il est parti en courant, insensible à l'enthousiasme de Franz-Olivier Giesbert qui se voyait déjà finissant sa carrière à la Provence, un oeil sur ses oliviers, l'autre sur son édito et le troisième sur son rosé. Insensible aussi à l'avis favorable de Cyril Duval, l'ancien patron des régions d'Hersant du temps de sa splendeur, et qui dirige le Point avec FOG ; lequel FOG, depuis, se tait et attend de voir de quel chapeau sortira le vainqueur.

Chez Montebourg, au ministère des plans sociaux, la candidature Tapie était connue et traitée avec sérieux et discrétion, d'autant que c'était la seule sur un dossier à 4 000 emplois. La semaine dernière, lorsqu'il a fallu, sur ordre de l'Elysée, chercher absolument d'autres repreneurs, à la page P, eux non plus n'ont guère trouvé de patrons. Dans leurs filets, ils ont d'abord remonté Fiducial, une société d'expertise comptable lyonnaise richissime avec un patron très à droite et connu pour ses ambitions non assouvies dans les médias. Déjà candidat malheureux au rachat de l'Expansion et au lancement d'une chaîne sur la TNT, les investissements seraient d'un montant largement supérieur à ce qu'ils envisagent d'investir dans une danseuse.

Sous Sarkozy, ils se seraient battus pour rendre service, mais sous la gauche, à la lettre P comme patron, il n'y a hélas personne. Heureusement, l'honneur est sauf : Pierre Bergé s'est fendu d'un tweet : "Tapie veut acheter la Provence uniquement pour accéder à la Mairie de Marseille. Tapie dans le fauteuil de Defferre, il faut empêcher ça." Le même Pierre Bergé qui soutenait Tapie via son magazine ultra-mitterrandien Globe.

Vendredi après-midi, quelques heures avant la date limite, l'affaire était presque bouclée mais le groupe de presse belge Rossel, qui avait failli s'associer avec Hersant au printemps et s'était finalement retiré après avoir étudié le groupe de près, a soudain fait une offre concurrente légèrement supérieure à celle de Tapie, un quart d'heure avant la fin d'une réunion avec les banques. L'offre n'était pas ferme et elle était "soutenue" (traduisez : financée) par la BNP sur ordre de Bercy et de l'Elysée. Tapie n'a pas supporté. Il a communiqué à l'AFP qu'il se retirait ; une fois de plus, tout le monde l'a cru. Et ce week-end, la partie de bluff a continué. L'offre du groupe Rossel pourrait ne pas aboutir, Tapie le sait, sauf à être ce que la BNP outrepassa son rôle de créancier. Rossel est brouillé avec Hersant et connaît l'état du groupe. Son PDG, Bernard Marchant, est habitué aux quotidiens du Nord et de Belgique et n'ira qu'en échange de garanties financières. Si c'est le cas, Tapie hurlera au scandale, à l'interventionnisme politique et au délit de sale gueule.

Mais depuis vendredi, il boude. Il a claqué la porte et juré à l'AFP que c'était définitif ; à gauche tout le monde a fait ouf. En affaires, ces moments de bluff sont très jouissifs. Dimanche soir, le directeur général du groupe Hersant donnait une interview au Figaro dans laquelle il flinguait la candidature de Rossel, accusait la BNP de double jeu et suppliait Tapie de revenir à la table des négociations. Il concluait en annonçant que sinon c'était le dépôt le bilan avant la fin de l'année. Interrogé une nouvelle fois par l'AFP, Tapie a reconfirmé son retrait et comparé la France à la Corée du Nord. On en était là lundi soir. Désormais, tout est possible mais ce qui est sûr, c'est que Tapie reste le mieux placé pour reprendre Hersant et que les hurlements qu'il poussera s'il se faisait niquer une deuxième fois par une banque retentiront jusqu'à Doha.

Il y a quelque temps, l'un des acteurs fiables de ce raid inattendu sur la presse m'assurait que "s'il a la Provence, il ne sera pas candidat, et s'il rate la Provence, il se présentera tellement il sera furieux".

Marseille tiendra bientôt en deux colonnes. Avec Tapie ou contre Tapie.

Par Pierre Louis Rozynès

Publié le [12/12/2012](#)

Episode 8

Tapie attend son heure, Guérini attend celle de sa convocation

Bernard Tapie attend, assis sur ses démentis à l'AFP que tout le monde a gobés. Il n'est pas encore là qu'on rigole déjà



La fin du monde, programmée pour le 8 décembre à Marseille, n'a donc pas eu lieu. Pas encore... Tapie n'est pas entré en scène à la date prévue, il n'a pas racheté le groupe Hersant comme prévu, il s'est définitivement retiré du dossier, il l'a dit et redit à l'AFP. Alors tout le monde l'a cru. Comme prévu.

Croire l'AFP, soit, mais croire Tapie, quelle erreur de débutants. La nouvelle échéance du tribunal de commerce, programmée le 24 décembre, révélera quel Père Noël se cache sous quelle barbe et à quelle sauce sera mangée la Provence. Naïfs, les journalistes locaux soufflent, les politiciens locaux soufflent, ils ont eu chaud, se disent-ils. Le PS souffle, il a eu chaud. Gaudin et Mennucci soufflent. C'est leur seul point commun : Tapie leur faisait peur. C'était donc un mauvais rêve, ils peuvent tous retourner aux affaires courantes, finir de préparer la mariée pour les festivités de 2013 et aiguiser les couteaux de la bataille politique pour la mairie.

Les seuls qui ne soufflent pas, ce sont Hollande et Montebourg, Bercy et l'Elysée. Car ils savent. Ils savent quoi ? Que la vente est bloquée. Que l'acheteur qu'ils ont trouvé pour contrer Tapie est tiède et que les banques craignent la faillite et d'être appelées en comblement de passif ou soutien abusif. Par ailleurs, les vendeurs ne veulent vendre qu'à Tapie et après cette date, l'administrateur menace de déposer le bilan. 3 000 emplois sans filet, dans la presse en plus, en pleine affaire Presstalis, Montebourg n'y survivrait pas et d'autres non plus. Donc, Bernard Tapie attend, assis sur ses démentis à l'AFP que tout le monde a gobés. Il n'est pas encore là qu'on rigole déjà.

A Marseille, la folie Tapie à peine éteinte, une vieille rumeur trimestrielle s'est ébruitée : "C'est pour lundi, mardi, mercredi ou jeudi." Depuis l'automne 2009, trois ans déjà, régulièrement monte cette rumeur dans les jours qui précèdent les convocations chez le juge Duchaine de Jean-Noël Guérini. Il en ressort à chaque fois les mains dans les poches parce que le juge n'a pas encore réussi à prouver son rôle au sein d'une mafia corso-marseillaise qui fait dans le marché public autant que dans les machines à sous, les bars et les boîtes de nuit.

Mise en ligne sur Internet par le correspondant de Libération, la lettre de neuf pages justifiant la levée de son immunité parlementaire la semaine dernière met en lumière les flux financiers et les trafics d'influence de la famille Guérini, reliés à des truands corso-marseillais notoires, par un même blanchisseur et des investissements communs. Mais elle révèle aussi que s'il tient Alexandre, il ne tient pas encore Jean-Noël.

Une simple citation extraite d'un interrogatoire du directeur de cabinet de Guérini résume la situation du juge : tout remonte aux Guérini, mais aucun enrichissement personnel à reprocher à Jean-Noël, pas une signature, pas même une écoute accablante, juste un faisceau d'évidences :

“Alexandre Guérini avait un rôle politique. C'était un pilier de la fédération des Bouches-du-Rhône, c'est lui qui a mis en place Caselli Eugène à la CUM (Communauté urbaine de Marseille, ndlr)... Alexandre Guérini m'appelait tous les jours mais je ne faisais pas systématiquement ce qu'il me demandait. Au bout de deux ou trois reprises, j'étais bien obligé de m'en occuper et d'essayer de répondre à ses demandes. En réalité on avait un personnage qui intervenait très fréquemment mais on ne devait pas en parler au président qui ne souhaitait pas qu'on évoque le nom de son frère. C'était tabou.”

“Lundi, mardi, mercredi ou jeudi”, l'homme politique le plus puissant du département numéro 13 ira donc une nouvelle fois répondre aux questions du juge sur ces étranges attributions de marchés moyennant pots-de- vin et autres crimes et délits. En trois ans d'interrogatoires, tous ses collaborateurs ont parlé, raconté le clientélisme, les appels d'offres truqués, les menaces physiques mais son effacement de la scène n'est en rien écrit.

Depuis trois ans qu'on le dit agonisant politiquement, Guérini, pestiféré à Paris, n'a rien lâché de son pouvoir politique local. Il l'a transformé en pouvoir de nuisance et a accru la pression sur les élus et les services. Président de la principale institution étatique (le conseil général), il est parvenu à réduire son opposition à un tiède quarteron et s'appuie sur les élus des communes hors Marseille pour bouter l'ennemi hors des frontières. A Marseille, l'ennemi, c'est l'Etat, autrement appelé Paris. L'Etat veut imposer la métropole, c'est-à-dire doter ce département d'intérêts locaux d'un projet collectif.

Avec l'hystérique maire d'Aix-en- Provence, Maryse Joissains, Guérini remonte les élus locaux contre les projets gouvernementaux.

En réalité, de quoi s'agit-il ? De détricoter un département de petites intercommunalités juteuses qui font leur tambouille dans leur coin au profit d'une réalité qui impose Marseille comme une métropole et non plus comme une ville honteuse, pauvre et abritée derrière ses collines.

Il y a quelques jours, à l'inauguration d'une nouvelle mairie d'une banlieue à mi-chemin de Marseille et d'Aix, Guérini fustigeait “les petits jeunes de Paris qui sont bardés de diplômes et n'ont pas le bons sens de chez nous”, tandis qu'à ses côtés Maryse Joissains hystérisait la salle sur la perte d'identité provençale que Paris veut imposer.

Les deux sont à enfermer, mais pas dans le même genre d'institutions.

“Lundi, mardi, mercredi ou jeudi”, il sera entendu, un jour, deux jours, puis ressortira. Jean-Noël Guérini a de très bons avocats et le juge un dossier un peu faible, sauf s'il abat une carte, une écoute, une pièce, un numéro de compte, quelque chose, quoi...

Pendant ce temps-là, à Lyon, le maire Gérard Collomb, boudé à Paris lui aussi mais pour d'autres raisons, en profite également pour verrouiller son pouvoir. Il vient de dissoudre le conseil général dans la communauté urbaine de Lyon (le Grand Lyon). La décentralisation, Guérini l'empêche, Collomb la précède. Le président du conseil général du Rhône, le centriste Michel Mercier, bientôt célèbre pour son milliard de pertes (voir épisodes précédents), présidera prochainement une institution qui couvre le Beaujolais, d'où il vient et où il revient.

Mais Guérini n'est pas le fade Mercier et il ne retournera pas à Calenzana.

Et Gaudin n'est pas Collomb. A Lyon, Collomb accumule discrètement, à la lyonnaise, tous les pouvoirs (ville, parti, communauté urbaine et maintenant, département) et se succèdera à lui-même en vue d'un troisième mandat crépusculaire, tandis qu'à Marseille, Gaudin, qui a un mandat d'avance sur Collomb, achève son règne comme un roi dépouillé qui peine à se lever de son trône quand vient le dernier acte.

Marseille 2013, on finira bien par le comprendre, c'est avant tout une pièce de théâtre retransmise partout. La ville met en scène. De la politique, de la violence, une fin de règne, une mise à mort qui n'en finit pas, une police en panne, des institutions bloquées, des affaires judiciaires qui sortent de tous les côtés, et une guerre pour le pouvoir suprême, le fauteuil du maire, au premier étage de la petite maison sur le Vieux-Port.

En 2013, Gaudin assistera au combat que se livreront les socialistes aux primaires pour désigner leur candidat. Contre qui d'abord ? Le Front national a désigné le sien, un quadra bien implanté (Stéphane

Ravier) qui fera des dégâts. A l'UMP, personne ne se dégage mais on brandit des sondages. Guy Teissier mieux placé que Valérie Boyer, mais Mennucci mieux placé que Caselli.

Chez Tapie, on en rit. On parle d'un sondage selon lequel il balayerait tout le monde. Tapie... Mais pourtant, il a démenti à l'AFP.

2013, c'est le spectacle un an durant de qui sera le prochain maire, avec des haines, des alliances improbables, des personnages plus vrais que nature, des rebondissements, des morts, avec un juge qui tire sur une ficelle depuis trois ans et se demande si, après avoir échoué à Monaco et en Corse parce qu'il avait visé trop haut, il n'est pas en train d'échouer aussi à Marseille. A la pieuvre locale, le juge Duchaine a mis les menottes aux tentacules mais la tête court toujours.

Par Pierre Louis Rozynès

Episode 9

Les conseils de Jules César à François Hollande

Le président de la République n'a jamais dévoilé ce que lui avait dit Jules César pendant une heure ce fameux samedi à Marseille



L'autre jour, à Marseille, un homme s'approche d'une cabine téléphonique. Il est bien habillé, il regarde à droite, à gauche, sort sa carte prépayée, l'enfile dans la fente et compose un numéro. Vous vous demandez pourquoi un député socialiste téléphone d'une cabine publique. Plus personne ne téléphone des cabines publiques. Il n'a plus de forfait ? Regarde trop la télévision ? A peur d'être écouté ? Il avait raison. Une semaine plus tard, en une du Canard enchaîné : "Marseille : un troisième parlementaire PS en délicatesse avec un juge".

A l'Elysée, on s'est soudain inquiété. Hollande descend à Marseille ce week-end et ne veut pas de Guérini sur la photo officielle, ni d'aucun autre socialiste mis en examen, c'est-à-dire à peu près tous. Si le juge pouvait le garder éloigné quelques heures, la chancellerie lui en saurait gré et ce serait bon pour son avancement.

Le timing présidentiel sera très serré. Le Président visitera pour la troisième fois le chantier du Mucem toujours pas fini, il en profitera pour prononcer ses vœux au monde de la Culture . Puis il ira s'enfermer un instant aux archives départementales avec le buste de Jules César, remonté des vases du Rhône à Arles il y a quelques années.

Hollande n'a jamais une minute à lui de solitude. Il voulait voir ce buste. Le voir seul à seul, sans Valérie, sans personne. Il ne savait pas pourquoi, mais il le fallait. Il devait y passer dix minutes, il y passera une heure, ce qui ne fera qu'aggraver le fameux embouteillage monstre et la paralysie de la ville le week-end du 11-12-13 janvier, dans trois jours. A Marseille, tout peut arriver désormais.

Cette mystérieuse heure de retard s'est déroulée comme ça. Arrivé devant le buste de Jules César (voir ci-dessus), si pur qu'il semble venu du ciel alors qu'il est tout juste sorti des eaux du Rhône, il se surprend à l'interroger tout haut : "Que dois-je faire, César ?"

Le visage en marbre s'anime et lui dit dans un demi-sourire : "Méfie-toi de Twitter et des femmes, et aussi de Marseille."

Hollande sursaute. Il ne s'attendait pas à ce que Jules César lui réponde mais comprend immédiatement que c'est lui qu'il l'a convoqué.

- Heu... Je sais, je sais, mais c'est trop tard.

- Pour Twitter, je ne peux rien pour toi, d'ailleurs j'ai moi-même un compte. Mais pour Marseille, nomme un consul en qui tu as confiance. Et fais-le vite.
- Je n'en ai aucun. Mais pourquoi une telle urgence ?
- Aucun ? Sans généraux, pas de victoires. Alors fais comme moi, bats-les sur mer. As-tu lu les pages que j'ai écrites sur la bataille de Marseille dans mon livre La Guerre civile ? Non, évidemment. Tu les trouveras sur Internet.
- Euh... non, j'en suis désolé. J'avais prévu de vous voir, mais pas de vous... heu... de vous parler. Mais... vous avez Internet ?
- Evidemment. Donc, tu envoies la marine, tu les bats sur mer, dans la rade, comme moi. Et ensuite, tu prends la ville.
- Mais je n'ai plus de marine. Et puis ça ne se fait plus. La politique a changé, vous savez. Le problème n'est pas militaire.
- Pourtant, tu as une sénatrice qui a réclamé l'armée dans les camps retranchés, et elle est populaire, maintenant.
- Ah, vous êtes au courant de ça ?
- Ben oui. Je l'ai vu sur Internet.
- Ah ? Vous avez donc Internet...
- Evidemment, quelle question. Avant, qu'est-ce qu'on s'emmerdait. Maintenant, on surfe tous. Ma fiche sur Wikipédia, qui l'a écrite et qui la tient à jour, à ton avis ?
- Euh...
- Ben moi. C'est le général de Gaulle qui m'a appris. On fait tous ça, maintenant. Surtout depuis qu'on a les nouvelles tablettes.
- Ah, vous avez des iPad, aussi ?
- Non, on a mieux que ça. On a des iSteve.
- Des iSteve ?
- Oui, dès que Steve Jobs est arrivé, il a monté une usine avec Mao. Steve a fourni les plans et Mao, la main-d'oeuvre.
- Ah.
- Oui je sais, vous, vous n'en êtes qu'à l'iPad, on vous plaint. Mais surtout, Steve travaille sur un produit encore plus révolutionnaire, paraît-il. Mais je vous ennuie avec ma vie de retraité.
- Oh non, pas du tout. Racontez- moi.
- Nous n'avons pas le temps. L'urgence, c'est vous. Valérie risque d'arriver d'un instant à l'autre.
- Vous connaissez Valérie...
- Oui, de là-haut, on la suit tous sur Twitter, Valérie. A ce propos, j'ai un message à vous transmettre.
- De qui ?
- De François Mitterrand. Il vous surveille, vous savez. Enfin, de vous à moi, c'est surtout Valérie qu'il mate. Il en est fou. Mais il vous aime bien quand même.
- Ah oui. Il m'aime bien... Vous le connaissez donc... Et que vous a-t-il dit ?

- D'abord, il vous félicite pour votre campagne, mais pour la suite, il ne vous félicite pas. Il prétend que vous vous êtes dégonflé le jour de votre investiture. Il m'a dit qu'il vous enverrait Pilhan pour vous aider. Mais j'ai peu de temps ; parlons de Marseille, pas de Lutèce. Il faut sauver Marseille. Depuis deux ans que je suis ici derrière cette vitre, j'ai eu le temps d'observer la situation. Et puis j'y suis attaché ; de mon temps j'aurais conquis le monde depuis Marseille si j'y étais né. J'aurais construit Rome sur mer si j'avais eu le temps. Mais, de vous à moi, je n'aurais jamais supporté de naître Gaulois.

- Pourquoi ?

- Parce que vous êtes un peuple d'individualistes, tricheurs, menteurs et moralisateurs par-dessus le marché. Vous mentez aux autres et surtout à vous-même.

- Vous exagérez.

- Non, je résume. Marseille est votre mauvaise conscience et c'est là que vous devez porter le fer.

- Vous exagérez encore. Vous voyez ça en militaire avec le prisme de votre temps.

- Non je t'assure. De mon temps, j'aurais envoyé tous les élus à Rome comme esclaves, changé tous les fonctionnaires et tous les policiers et je les aurais remplacés par mille cadets de l'Ecole romaine d'administration. J'ai tracé des rues, bâti des temples et ils ont tout détruit pour reconstruire dessus. J'ai fait plus pour la voirie que Veolia. J'aurais fait pendre les Guérini.

- Les temps changent, les règles aussi. Vous connaissez les règles de la démocratie.

- Oui, j'en suis mort.

- Vous êtes mort parce que vous avez été trahi.

- Non, ça c'est ce qu'a retenu l'Histoire parce que c'était ma dernière phrase, paraît-il. Je ne m'en souviens pas. Mais je préfère ne pas remuer le couteau dans la plaie. Je suis mort parce que j'ai vu grand. Le seul qui voyait comme moi, c'était Marc-Antoine. Trouve ton Marc-Antoine et envoie-le remettre de l'ordre à Marseille avant de lui donner plus. C'est indigne. Cette ville n'est plus tenue.

- Oui mais comment faire ?

- Fais monter tes généraux les plus fougueux au front. Envoie un consul à Marseille qui la tiendra serrée et remettra la machine en marche, représentera l'autorité ou je te promets que tu devras envoyer l'armée. Elle a raison ta petite sénatrice des quartiers Nord. Mitterrand a flashé sur elle aussi, d'ailleurs.

- Il n'a pas changé, dites donc. Mais quel plan proposez-vous ?

- Tu nommes un préfet, un vice- consul. J'ai étudié tes généraux. Je n'en vois que deux :Valls ou Montebourg. Choisis-en un.

- Ils refuseront. Valls a déjà dit non, il veut rester à Paris. Et Montebourg ne me parle plus. Ils veulent ma place, pas celle de Gaston Defferre.

- Je sais, je lis le Canard enchaîné sur mon iSteve. Mais tu dois faire preuve d'autorité.

- Valérie me dit ça tout le temps.

- Le plus courageux des deux fera un pas en avant, tu verras, ou alors ce ne sont que des coqs ambitieux. La France aime bien les coqs, remarque... Ou alors nomme un préfet et donne-lui tous les pouvoirs.

- Je l'ai fait. Tous les élus sont contre lui. Non, vraiment, je ne sais pas comment m'y prendre avec Marseille.

- Ben mon jeune ami, c'est ton baptême du feu. Le pouvoir est un échiquier. Si tu ne bouges pas tes pions, on risque de s'endormir avant la fin de ta partie et on se réveillera sous Sarkozy.

Hollande recula d'un pas, propulsé en arrière par ce que Jules César venait de lui asséner.

- Vous croyez ? Déjà ! Alors que dois-je faire ? Vite, dites-le moi.
- Remets de l'ordre à Marseille et la France se sentira en sécurité. Envoie un candidat aux municipales.
- Mais je ne peux pas, il y a déjà trop de candidats. On a des primaires.
- Oui, j'avais remarqué. Que des primaires... Caselli, Mennucci, Carlotti... Soyons sérieux. Décidément, je ne comprendrai jamais les Gaulois. Vous êtes des capitulards.
- En tout cas vous connaissez bien la carte politique marseillaise.
- J'aime bien me tenir à jour, et puis j'avais préparé cet entretien. De toute façon, on parle, mais Tapie va mettre tout le monde d'accord. Il prendra Marseille et Sarkozy la France.
- Comment ça ! Vous êtes sûr ?
- C'est écrit. Vu de haut, vous êtes faciles à anticiper, vous les Gaulois. De toute façon, Mitterrand en est persuadé, Defferre est pour. Même Napoléon est pour.
- Quoi, Napoléon aussi !

Hollande s'affaissa. Il était anéanti.

- C'est le plus sarkozyste de tous. La Corse, la taille, la famille...
- Et vous, vous êtes pour Tapie et Sarkozy ?
- Non, moi, je suis gaulliste. Mais revenons à Marseille. Vous saurez vous y prendre ? Vous m'écoutez ? Sinon, alliez-vous avec Tapie. Il a bien été socialiste, non ?
- Ah non.
- Il a pourtant été ministre de Mitterrand ?
- Oui, mais pas socialiste.
- Je n'y comprends rien.
- C'est normal. Heu... Je vais y réfléchir.

A ce moment-là, Hollande frissonna. Et aussi, il frémit, mais c'était son portable. Valérie s'impatientait, ainsi que le préfet. Dehors, la ville commençait à être paralysée par un immense embouteillage ; dedans, Hollande était lui aussi paralysé par un immense embouteillage mental.

Il quitta la pièce lentement, courbé sous le poids de la leçon, assommé par ce dialogue qu'il ne raconterait à personne parce qu'il finirait dans les livres d'Histoire, comme le président qui entendait des voix.

Lorsqu'il ressortit à l'air libre, la lumière du soleil avait laissé la place à celle des flashes. La presse et les télévisions qui le suivaient depuis le matin étaient là. Ils attendaient tous le bon mot qui ne vint pas.

Par Pierre-Louis Rozynès

Publié le [09/01/2013](#) |

Episode 10

Les trois Marseille

Il y avait trois Marseille, l'autre soir. Le peuple, qui arpentait le Vieux-Port tout neuf, les bourgeois qui étaient au ski comme chaque week-end et les VIP qui se pressaient dans les étages



Il y avait donc trois Marseille samedi soir. Celui qui était au niveau de la mer, pressé comme des sardines sur le Vieux-Port et la Canebière et qui regardait entre deux têtes les monuments merveilleusement illuminés et un maigre feu d'artifice. Entre 300 000 et 400 000 personnes serrées et mélangées. Des touristes, des étrangers, des Marseillais qui se demandaient où était le spectacle. Le spectacle ? C'était eux le spectacle, massés, pressés comme lors des événements historiques, la Libération en septembre 44 et la Coupe d'Europe de football en 93. A l'époque, ils savaient ce qu'ils fêtaient. Samedi soir, c'était plus flou...

On leur avait promis une grande clameur, émise en divers points et qui ferait "disjoncter" la ville à 19 heures pile. Mais à 19 heures pile, rien ni personne n'a disjoncté. Quelques cornes de navire ont donné le top départ d'un marathon de 18 mois et des jets d'eau lumineux se sont élancés devant le nouveau quai du Vieux-Port. Mais ça n'a aucune importance. A défaut d'avoir le son, on avait l'image.

Pour la première fois dans cette ville millénaire, on avait songé à illuminer les monuments. Vingt ans après toutes les villes du monde, dont le patrimoine est en permanence mis en valeur, Marseille s'est autorisé à éclairer le sien.

C'était beau mais ça n'a pas duré. C'était tellement beau que ça ne pouvait pas durer. Dès le lendemain soir, on a éteint les forts, le Vieux-Port et la "Bonne-Mère", cette église qui, dit-on, veille sur la ville. Une légende... Une de plus. En rouge, en bleu, en violet, en vert, on la regardait comme un ovni posé sur une colline et plus comme une insupportable bondieuserie.

Passé ce week-end de lancement, on a tout éteint comme on éteint une salle des fêtes après une soirée de mariage, et Marseille a pu redevenir ce qu'elle est, dans la réalité : "Barcelone le jour et Barcelonette le soir."

Cette phrase, comme une balle entre les deux yeux, sort de la bouche du président de la CCI de Marseille, pivot de l'opération MP2013, Jacques Pfister. Depuis qu'il l'a prononcée, il la regrette. Parce qu'elle est cruellement vraie, et qu'elle résume implacablement une vérité que rien ne vient corriger. On dit qu'elle lui a été soufflée par Akhénaton. Exclue des festivités, les rappeurs restent dans l'ombre de dangereux agitateurs. Ouf.

Samedi, exceptionnellement, la ville avait donc sorti tous ses moyens, tous ses fonctionnaires étaient dans la rue, tous ses policiers, toute la flotte de la voirie attendait dans les ruelles, prête à intervenir comme des

Mirage sur le Mali, même le métro roulait de nuit. Dimanche, retour à la normale : dernier bus à neuf heures et tout le monde au lit à dix. Ce Marseille-là, les 2 000 journalistes de passage ne l'ont pas vu.

Par contre, ils ont tous vu – mais aucun ne l'a noté – que l'unique escalator de la gare Saint-Charles était en panne depuis des années.

Il y avait donc trois Marseille, l'autre soir. Le peuple, qui arpente le Vieux-Port tout neuf, les bourgeois qui étaient au ski, comme chaque week-end, et les VIP qui se pressaient dans les étages.

Le cocktail le plus couru a été celui de Marsactu, le site Internet qui cartonne autant qu'il agace. Vue plongeante sur le Vieux-Port et sur la Canebière. Là, ce n'était pas la grande clameur, plutôt la grande rumeur. Tous les candidats aux municipales, déclarés ou pas, s'y pressaient. Eugène Caselli, Patrick Mennucci, Marie-Arlette Carlotti, pour le PS, Guy Teissier pour la droite, et même l'intrigant Karim Zerebi qui se verrait bien, lui aussi, calife... Evidemment, le sujet principal des apartés portait sur Tapie, ses intentions, ses projets, son yacht... Moins on savait, plus on parlait : c'est à ça qu'on reconnaît une soirée réussie.

Pour Marseille, c'est l'année la plus longue qui a donc commencé. Une année de 18 mois en plus, qui s'achèvera en juin 2014, le soir des municipales.

Après cinquante ans de clientélisme, la ville est mûre pour le populisme et pour le candidat que choisiront Tapie et Sarkozy. La vengeance d'Edmond Dantès, revenu en Monte Cristo, relève indéniablement le niveau de la représentation culturelle, une tragédie déguisée en farce.

Mais d'ici peu, la France n'en pourra plus de n'entendre parler que de Marseille, comme si elle hébergeait chez elle une cousine non désirée à l'heure du 20 heures.

Elle n'en pourra bientôt plus du retour de Tapie et de l'agonie de Gaudin, de Guérini qui sévit toujours et qui nargue la justice, des sujets attrape-bobos sur la movida marseillaise dans une presse parisienne standardisée, invitée tous frais payés à débiter des dossiers de presse et des banalités.

De leur côté, les élus seront bientôt débordés par les critiques pincées des journalistes parisiens qui attendent de la culture dans une ville qui n'a rien à montrer d'autre qu'elle. C'est elle l'oeuvre d'art. C'est elle, belle et toxique comme Juliet Berto dans Cap Canaille (1983). A la fin, elle meurt, assassinée.

Par Pierre-Louis Rozynès

Publié le [16/01/2013](#)

Episode 12

La ville qui n'existait pas

Il ya deux Marseille, celle qui existe et celle qui n'existe pas. Jean-Claude Gaudin est le maire de celle qui n'existe pas



Sur cette image, vous voyez une ville qui n'existe pas. C'était la carte de vœux du maire de Marseille au début de son troisième mandat. Des cinq gratte-ciel, un seul a été construit et le ferry, à gauche, a coulé à cet endroit même il y a quelques semaines. Il a été discrètement évacué. Il était dans le champ des appareils photo, caméras et téléphones pendant les inaugurations. Penché, il donnait un air penché à la ville. Le naufrage de ce navire est à lui seul une histoire, on s'en doute.

En résumé : le Napoléon Bonaparte est venu s'échouer dans le port de Marseille. Un jour de mistral, quelqu'un l'avait amarré le flanc au vent. Les amarres ont lâché, il s'est mis à dériver dans l'avant-port, il a tapé, une brèche s'est ouverte, l'eau s'est engouffrée, les moteurs ont été noyés. Il est bon pour la casse, mais on fait semblant d'envisager de le réparer.

On a d'abord noyé le poisson, évoqué sa restauration, on l'a traîné dans une darse éloignée des regards. C'est désormais une histoire d'argent. Il était en vente, son propriétaire est pris à la gorge. Il vaut plus cher remboursé au prix du neuf par les assurances que réparé. D'ailleurs, il est irréparable. L'histoire, puisqu'à Marseille, derrière toute chose il y a une histoire, c'est que le Napoléon Bonaparte était le vaisseau amiral de la SNCM. Une autre raison de ne pas faire trop de vagues. A Marseille, on aime le soleil, la mer, mais pas les vagues.

La SNCM. Une histoire française. C'est la principale compagnie de ferry entre le continent et la Corse. Un bastion cégétiste. Dénationalisée sous Villepin, c'est Veolia qui l'a reprise contre son gré mais avec de grosses aides de l'Etat, si souvent dispendieux lorsqu'il est pressé de se débarrasser d'un problème intime. Depuis, la SNCM est comme ses navires, elle dérive. Elle est elle-même en vente, comme le Napoléon Bonaparte. Elle ne vaut pas non plus le coup qu'on la répare, elle n'est pas réparable mais ça ne se dira pas.

C'est d'ailleurs l'un des prochains dossiers bouillants du gouvernement. Montebourg s'en emparera sans gants et se brûlera, il s'y engluera comme Valls dans les cités, même si la campagne officielle raconte le contraire. La SNCM concerne à la fois Marseille, l'Etat et la Corse. A Marseille, sa disparition réduirait le port de la moitié de son activité de passagers méditerranéens. Marseille, terre de transit ? Marseille, terre de touristes de passage une demi-journée, plutôt. C'est moins littéraire mais tellement plus exact.

L'affaire tombe mal. L'Etat doit renouveler sa délégation de service public à la SNCM et à son concurrent corse pour assurer la desserte de cette île. Pour la SNCM, ça tombe encore plus mal. Son propriétaire, Veolia, doit s'en débarrasser. Il doit mettre sa branche transports en commun avec celle de la Caisse des dépôts. Mais la Caisse, filiale de l'Etat, ne veut pas de la SNCM.

D'ici un mois, le Président aura téléphoné au Premier ministre qui aura téléphoné au président de la Caisse qui aura téléphoné au président de Veolia, qui aura téléphoné au ministre de l'Industrie et quelque part dans cette tête d'épingle, quelqu'un aura trouvé une solution qui sera ensuite étudiée tous muscles dehors par un quarteron de gros bras de la CGT maison. La SNCM, ses ferries qui coulent, ses actionnaires qui n'en veulent pas, dernier fleuron de la marine locale. Il y a aussi le "ferry boate", le vrai, celui qui relie le Vieux-Port à lui-même, qui lui aussi, connaîtra un funèbre destin car à Marseille on finit toujours par payer par là où l'on a péché, tant on a péché plus qu'ailleurs.

Donc, sur cette photo, il y a un paquebot qui a coulé depuis, et quatre gratte-ciel qui ne sont jamais sortis de terre. La crise de 2008 a figé les projets à l'état d'images de synthèse mais Jean-Claude Gaudin, qui aime les images pieuses, adule cette photo qui montre Marseille comme il la rêve. La skyline de ses rêves se résume en une seule tour, belle et seule comme un phare à l'entrée d'un port. Elle cache évidemment quelques secrets. C'est la tour de la CMA-CGM, troisième armateur mondial. Plusieurs fois, on l'a crue maudite.

Son architecture a été commentée comme partout ailleurs et le verdict du café du commerce est favorable. Pas question de raconter qu'elle a failli symboliquement sombrer plusieurs fois.

La CMA-CGM, encore une histoire française. Rachetée pour rien par les frères Saadé il y a une vingtaine d'années sous Chirac, qui doit tant au Liban. Les frères se sont brouillés puis étripés, l'un accusant l'autre d'avoir fait une bonne affaire dans son dos. Pendant ce temps, Jacques Saadé, libanais en affaires mais phénicien en mer, a fait de la CMA l'un des leaders mondiaux d'un des business les plus porteurs, celui des containers. Il a senti l'Asie avant les autres, a ouvert des lignes, commandé des porte-containers toujours plus gros, toujours plus nombreux. Des années de croissance à deux chiffres peuvent enivrer et ne poussent pas à ralentir.

La crise de 2008 a failli lui coûter la CMA-CGM. Le container est un marché volatil. C'est devenu un indicateur de bonne et de mauvaise santé des régions du monde. L'effondrement du fret a fait chuter son chiffre d'affaires et l'a placé entre les mains de ses créanciers. En 2010, la CMA était comptablement morte, plombée par des milliards de pertes et d'endettement, par des bateaux commandés qu'il fallait payer, par des banques qui se faisaient pressantes. Le Ciri, bras armé de l'Etat dans les entreprises sensibles, a tenté de négocier avec Saadé, mais en trois ans, il n'a rien lâché. Au début, il a accepté la nomination d'un directeur général proposé par l'Etat qui n'est resté que le temps de comprendre où il était tombé.

La presse a découvert, sans trop s'y attarder à ce moment-là, que son siège social était doté d'un étage secret, dédié aux marchés financiers et pétroliers, puis qu'il avait joué sur le cours du carburant comme en Bourse et qu'il y avait laissé sa chemise, comme un joueur lorsque la chance tourne. Un autre aurait sauté. Il a tenu, disant à ses interlocuteurs ce qu'ils avaient envie d'entendre, faisant traîner en priant pour que le marché reprenne. Il a eu tout le monde à l'usure, l'Etat, ses 70 banques créancières. Il a finalement accepté d'ouvrir un peu son capital et de céder des actifs non stratégiques (sa compagnie de croisières de luxe, des activités portuaires étrangères).

Pour la construction de sa tour, il a mis tout le monde à genoux, élus, fonctionnaires, fournisseurs. Elle allait devenir l'emblème de cette ville qui n'existe pas, au coeur d'Euroméditerranée, un quartier d'affaires jamais fini pris entre le port marchand et les premières cités des quartiers nord, l'un des plus gros chantiers européens de la décennie écoulée. On a redessiné le cadastre pour Saadé, on a même racheté cash son ancien siège social. C'est Jean-Noël Guérini qui lui a fait ce cadeau quand la CMA était au bord du gouffre. Il y a installé un service du conseil général.

Mais les autres gratte-ciel ne sont jamais sortis de terre, comme tant de projets tués net par un retournement de conjoncture. Un seul semble péniblement vouloir naître. Heureusement, ce gratte-ciel de luxe qui ne trouvait pas d'acheteurs a soudain trouvé un client pour occuper de nombreux étages. Et un client qui n'a pas négocié.

Il y a deux mois est tombée la décision de la communauté urbaine de Marseille d'y installer ses services. Un jeune avocat ambitieux, du genre de ceux qui savent flairer les sujets porteurs, commence à se faire un nom (Me Benoit Candon) en attaquant régulièrement au nom des contribuables les décisions les plus douteuses des palais marseillais ; le dossier qu'il a présenté à la justice est effectivement accablant et distrayant.

Dans son dossier, on voit ce qu'on ne voit pas sur cette photo où l'on voit une ville qui n'existe pas. On ne voit pas le soutien souterrain des élus mais on discerne bien leur intention. En l'occurrence, l'élu en question est le président de la communauté urbaine riquiqui de Marseille (MPM) et l'un des candidats socialistes à la mairie de Marseille (Eugène Caselli) pratiquant un centrisme qui en fait l'allié de tout le monde à la fois.

Ce panneau “à vendre” qu’on voit partout accroché aux façades résume la politique du maire sortant avec l’appui des socialistes locaux. On ne peut pas lui reprocher d’avoir fait une politique de droite, pure à 95 %. D’ailleurs, l’immobilier est une drogue dure, comme l’héroïne.

A Marseille, sous Gaudin, on a produit une politique immobilière rêvée, sans une trace de politique d’urbanisme, sans additifs administratifs, une politique concentrée là où il y a de l’argent, dans le Sud chez les riches ou dans l’immobilier de bureau. On a bradé le foncier et pour un peu, on oserait conclure d’une observation attentive qu’à Marseille, c’est le lobby immobilier qui a dicté la politique de Jean-Claude Gaudin.

Or, une ville sans urbanisme existe-t-elle ?

Dans la tour de la CMA CGM, il y a un grand aquarium de requins dont Jacques Saadé est très fier. Il aime pétrifier ses interlocuteurs avant de les recevoir. Si Marseille tenait dans un aquarium, ses requins auraient tous un petit nom : Vinci, Bouygues, Veolia, Eiffage... Ces requins-là se nourrissent du plancton de leur écosystème de péages, de parkings, de tunnels, de roclades, de PPP (partenariats publics privés), de DSP (délégations de service publics), mais ce plancton se fait rare et Marseille a donné tout ce qu’elle pouvait. Ils sont nerveux, ils ont faim. Heureusement, ils sont cannibales.

Par Pierre-Louis Rozynès

A Simon Sabiani, ses enfants reconnaissants



Si Marseille traitait ses déchets comme elle traite son Histoire, ce serait une ville propre. Qui connaît Simon Sabiani ? Il est comme les rats qui prospèrent : on n'en parle pas, on évite le sujet ou pire, on ne sait pas. Simon Sabiani est l'inventeur du clientélisme mais aussi celui qui a donné Marseille aux Corses et qui a marié politique et mafia dans cette même ville. Il est tellement d'actualité qu'un flashback s'impose. L'histoire de Marseille est aussi riche que son archéologie est pauvre. Les fouilles, c'est mauvais de les remuer.

Jean-Claude Gaudin connaît très bien Simon Sabiani et c'est pour ça qu'il s'en tient éloigné. Qu'il ne cite jamais son nom ou l'évacue d'un "c'était une période difficile". C'est ainsi qu'il résume les deux décennies les plus riches et les plus intéressantes de Marseille, les années 30 et 40.

Gaudin connaît l'histoire de Marseille par coeur. Il s'est toujours drapé de son passé d'ancien prof d'histoire-géo chez les curés et, en politicien de premier ordre, il a toujours su mettre l'Histoire de son côté, s'en faire le conteur unique, la résumant à trois banalités touristiques qu'il égrène machinalement à tout bout de champ. Gaudin sait qu'évoquer l'Histoire évite d'aborder l'actualité et, mieux encore, elle permet de l'enrober d'une fatalité millénaire. Comme excuse, lorsqu'il est poussé dans ses retranchements ou qu'on l'interroge sur les années 30, il ne l'évoque plus, il l'invoque, il parle d' "années noires" et passe à autre chose.

Et c'est ainsi que l'histoire de Marseille, assurément la plus riche de toute la Méditerranée, se résume à sa fondation par les Grecs en 2600 avant JC, à un buste de Jules César remonté à Arles, à une poignée d'églises dont il connaît le moindre recoin et à trois anecdotes sur Louis XIV qui a construit des forts, moins pour protéger la ville que pour la menacer de ses canons, et qui dominent l'entrée du Vieux-Port. Ensuite, vue sur le Château d'If, Edmond Dantès, etc., et visite de la Bonne-Mère.

L'histoire de Marseille, il faut aller la chercher ailleurs qu'à Marseille, pour la connaître. Dans les livres, dans les bibliothèques, car sur place, le musée historique de Marseille est en travaux pendant MP2013 sous de fallacieux prétextes techniques, grossiereté supplémentaire à ajouter à une longue liste d'actes d'incompétence habituels et d'actes manqués merveilleux. Fermé aussi le site archéologique du centre Bourse. Fermé aussi le musée de la Marseillaise, perdu dans une rue rénovée "à la marseillaise". Menacée de couler, l'Ecole des beaux-arts. Prise en otage par Force ouvrière, la bibliothèque municipale, etc.

En vingt ans, le maire de Marseille a veillé à en étouffer le passé. Gaudin l'étouffeur. Il en aura étouffé combien, des adversaires et des scandales ? Issu de la petite bourgeoisie catholique, il déteste ça, le scandale. Il les sent venir. Il déteste les juges et les journalistes. Surtout les journalistes. En ce moment, il est servi mais qu'il se rassure, personne ne s'intéresse plus à lui. Pour qu'on braque un instant les projecteurs sur son personnage plus symbolique que central, il faut qu'il annonce qu'il sera candidat pour un quatrième mandat.

Le prochain épisode de l'histoire de Marseille est quelque part dans un de ces tickets : Gaudin-Tapie, Tapie-Gaudin, Gaudin-Caselli, Caselli-Carlotti, Carlotti-Caselli, Carlotti-Mennucci, Mennucci-Carlotti, Caselli-Masse, Caselli-Ghali. Le ticket gagnant sera celui qui aura le soutien de Jean-Noël Guérini. D'où qu'il soit, il fera pencher l'élection dans l'ombre.

Pourquoi cette digression ? Par accident mais peu importe puisqu'ils ont tous en commun d'être des enfants de Simon Sabiani. Sans lui, rien de tout ça ne serait arrivé.

Simon Sabiani, 1888-1956. Enfant pauvre d'une famille nombreuse d'un village corse. En 1914, il est bon pour les tranchées. Il y perd un oeil mais y gagne une médaille pour comportement héroïque. Ses quatre frères sont tués au champ d'honneur. Il revient en héros en 1918. Pas question de retourner en Corse, il s'installe à Marseille. Il sort de la moulinette de la guerre vivant, ambitieux, chaleureux et antimilitariste. Il s'installe comme transitaire et se lance en politique à l'extrême gauche.

C'est un bon tribun et son charisme attire. Politiquement, il passera les années 30 à gauche, au PCF, à la SFIO, puis il créera son propre parti et son antimilitarisme de 1918 se transformera en pacifisme pro-fasciste dans les années 30. Ensuite, il fusionne avec le PPF de Jacques Doriot et son sort est celui des dignitaires de la collaboration. A Sigmaringen, tout le monde errait, sauf lui, à peine abattu par la tournure des événements, en costume blanc et berline rutilante. Il s'était fait élire conseiller général en 1925 et député en 1928. En quelques années à peine, il a bâti le réseau politique le plus puissant de Marseille, des docks aux cafés et surtout, il tenait le Panier.

Le Panier, cinq minutes d'arrêt. C'est le quartier historique de Marseille, autour de la mairie. Quartier pauvre et insalubre jusqu'il y a vingt ans. Moins pauvre et moins insalubre aujourd'hui. C'est là que les pauvres qui débarquaient posaient leurs valises depuis la nuit des temps jusqu'à ce que les Allemands rasant ce quartier en janvier 43, avec la complicité des élus de l'époque, d'ailleurs, mais c'est une autre histoire.

De ce quartier d'immigrés italiens, Sabiani a fait un quartier d'immigrés corses. Dans les années 20, fuyant la pauvreté de l'île, ils ont débarqué par milliers à Marseille, accueillis par "Simon", dont le sens de la fraternité et de la solidarité n'avait d'égal que son sens de l'organisation. A peine élu au conseil municipal, il a créé des milliers de postes fictifs et logera autant de familles dans l'ombre.

Un jour, se réveillant d'un long sommeil, le vieux maire Siméon Flaissières s'en plaignit mais c'était trop tard, le ver était dans le fruit. Sabiani fit élire ensuite un maire d'opérette et comme premier adjoint, il tirait manettes et ficelles. 80 ans plus tard, Marseille est toujours tenue par les Corses et le Panier est toujours une circonscription sabianiste animée par une passionaria de Jean-Noël Guérini.

Dans les années 30, tandis qu'il virait à droite, Sabiani a également fait la guerre d'Espagne, côté Franco, depuis le port de Marseille, d'où transitait à l'époque autre chose que des touristes en tongs de passage pour une heure. Le port, agrandi depuis la révolution industrielle, avait fait passer Marseille de la rapine à la French Connection.

Les premiers parrains français ont fait leur carrière avec Simon Sabiani. Leurs succès sont liés. Sabiani faisait de la politique, ils l'aidaient. Carbone et Spirito trafiquaient en tout genre, il les aidait. Son fait le plus spectaculaire est la lettre de soutien aux deux truands lorsqu'ils se sont fait prendre dans les dédales de l'affaire Stavisky. Il l'avait fait afficher dans toute la ville.

Sous Vichy, Sabiani a été un collaborateur zélé de premier plan et un abonné régulier au train de nuit Paris-Marseille. Paul Carbone, qui avait lui aussi prospéré sous Vichy, est mort dans un accident sur la même ligne et Spirito est passé après la guerre entre les mailles des filets. D'ailleurs, il n'y avait pas de filets.

C'est ainsi que l'histoire résume Sabiani, à un troisième personnage sur la photo, un élu ripou (l'argent n'était pourtant pas son moteur) qui pose à côté des parrains de l'époque. Le rôle tenu par Michel Bouquet dans Borsalino aux côtés de Belmondo et Delon.

Il est tellement plus que ça. Sans lui, Marseille ne serait jamais devenue corse, ni les Hauts-de-Seine. Sans lui, le clientélisme marseillais n'aurait jamais été porté jusqu'à son paroxysme actuel. Consolidé par Defferre (par volonté) et par Gaudin (par faiblesse). Les Guérini, pour leur part, l'ont étendu à tout le département pour l'unique intérêt politique de Jean-Noël (et économique pour son frère et tant d'autres).

Jean-Noël Guérini a grimpé les échelons d'un édifice dont l'architecte est Simon Sabiani, qu'il s'agisse du clientélisme immobilier, du clientélisme d'emplois, du clientélisme associatif que des liens (présumés pour l'heure) avec l'affairisme corso-mafieux.

Le corps de Simon Sabiani s'est éteint en exil, à Barcelone en 1956, mais son esprit demeure.

Affaire Guetta, affaire d'Etat

L'affaire Guetta ne serait que la millième gifle d'une municipalité croulante si elle ne révélait pas une fois de plus son indigence culturelle et son incompetence administrative



Quand on sort le mot culture, Jean-Claude Gaudin a l'habitude de dégainer Luc Besson et Plus belle la vie. Il n'aime pas la culture, il n'aime que les églises, on l'aura dit, répété, et ce sera son épitaphe. Sur Plus belle la vie, il n'a pas forcément tort, mais il ne sait évidemment pas pourquoi. Des gens très sérieux vous expliqueront que c'est un modèle de mixité sociale et d'enracinement dans la réalité. On s'y marie dans tous les sens. Marseille passe tous les soirs au 20 heures, mais c'est sur la trois.

L'affaire Guetta, les personnages de PBLV en parleront certainement, puisque c'est "le" sujet de conversation. L'affaire a frappé d'abord parce qu'il y est question d'argent tandis qu'il n'y en a plus. Les caisses de l'Etat sont vides et celles des collectivités territoriales aussi. Bientôt, il n'y aura plus rien à détourner. Cette affaire détourne un instant l'attention du PS local, sorte de Corée du Nord tenue par un tyran qui joue avec un bouton.

Pour Guérini, puisque que c'est aussi celle de sa chute que nous tenons, lente, si lente, l'affaire est tombée à pic. Elle a détourné l'attention de sa personne. D'ailleurs, il ne risque rien, il ne capte pas la lumière.

Revenons à l'affaire Guetta. Les faits d'abord. En décembre, le conseil municipal a voté sans sourciller l'une de ces 300 décisions étudiées tous les deux mois. Par chance, le conseil municipal est retransmis en streaming pour la joie de quelques aficionados. Il est voté ce jour à la hâte sous leurs yeux une subvention de 400 000 euros pour financer un concert de David Guetta dans un parc public en guise de contribution culturelle affichée de la ville à MP2013. A gauche comme à droite, personne ne s'émeut, il est tard, Gaudin a faim et le PS a quitté l'hémicycle après un esclandre. Gaudin en profite pour accélérer les votes et les 400 000 euros passent comme une lettre à la poste.

Dans l'heure précédente, l'un de ses adjoints avait provoqué un opposant socialiste en lui lançant : "On ne vous voit pas beaucoup, sur les stades." On peut tout dire à un élu, le traiter de tous les noms, mais pas ça. L'autre a bondi, toute la gauche a bondi et ils sont partis.

Mais l'affaire Guetta a débuté plus tard, début février, lorsqu'une jeune journaliste stagiaire du site Marsactu a levé le lièvre, découvrant que la mairie avait cédé la totalité du chiffre d'affaires du concert – jusqu'aux buvettes – à l'organisateur, allant même par contrat au-delà de ce qu'un pigeon supporterait. Très vite, sur Facebook, la rumeur a enflé et abouti à une pétition qui atteindra les 100 000 signataires avant le prochain conseil municipal.

On se prend alors à rêver ce jour- là d'une révolution par les réseaux sociaux, de 100 000 manifestants descendant la Canebière pour prendre la mairie et les pendre haut et court ou, soyons cléments, les envoyer

au château d'If pour dix ou quinze ans. Le prochain conseil a lieu lundi prochain. Une sécurité renforcée a été demandée.

Entretiens, les élus ont compris, jusqu'aux plus sombres d'entre eux, que l'affaire n'était pas qu'un micro-scandale à étouffer. Ils ont dû laver leur linge sale en public. La gauche a été accusée de ne pas lire les dossiers avant le conseil municipal, la droite, de ne pas les envoyer assez tôt à l'opposition, chacun a acquiescé dans la Provence, jamais en retard pour faire la synthèse d'une actualité qui lui échappe totalement. Oui c'est vrai nous faisons traîner, nous ne vous envoyons pas tout parce que nous sommes débordés a dit la droite. Oui c'est vrai, nous ne nous penchons pas assez sur les dossiers a admis la gauche, parce que nous sommes débordés.

Et l'un des chouchous de Gaudin a décidé de trancher à la marseillaise : il a annoncé que la subvention ne serait pas de 400 000 euros mais juste de 200 000. Les autres 200 000, il a annoncé qu'il les avait pris à la dotation d'art contemporain. Nouveau scandale, le dossier est sur le bureau du proviseur, en l'occurrence le préfet qui a découvert depuis qu'il était entaché d'irrégularités diverses. Comme tous ceux sur lesquels le hasard fait qu'on s'y penche. Les hurlements ne font que monter, le sujet a remplacé le yacht de Tapie dans le Vieux-Port, qui ne viendra jamais mais que certains assurent avoir vu.

Le concert n'aura vraisemblablement pas lieu, la mairie en sera pour sa poche d'une grosse dédite qui fera scandale cinq minutes sur Twitter et Facebook. La conservatrice du musée des Faïences pourra souffler. Ses collections étaient gravement menacées. Elles sont à quelques décibels du lieu que Gaudin avait prêté pour la soirée Ibiza qu'il allait concéder au peuple, en plus du feu d'artifice du 14 juillet.

Le monde est penché sur Marseille et découvre une ville sans âge et sans visage. La capitale culturelle est administrée par des gens qui la détestent, la culture, une droite classique, petite bourgeoise, raciste et âpre au gain.

Ses musées sont fermés, son histoire est bridée, ses librairies sont à Aix, ses cinémas aussi, son école des Beaux-Arts est en ruines... L'affaire Guetta, c'est le procès des années Gaudin par une population qu'il n'a pas vu venir. Mais il ne voit rien venir. Il ne voit plus rien, hormis des sondages qui lui disent va-t-en mais qu'il lit à l'envers.

Sa gauche est dans le même état. Elle est biberonnée sans exception au guérinisme. Marie-Arlette Carlotti, Eugène Caselli, Patrick Mennucci, Samia Ghali, Henri Jibrayel, Christophe Masse, tous plus ou moins candidats socialistes à la mairie. Ces petits acteurs qui s'agitent sur une scène bien trop grande pour eux. A peine candidats, ils sont déjà otages. Ils se détestent et se méprisent, se font la guerre tous les matins mais pas trop. Ils ont tous des dossiers les uns sur les autres, comme les membres d'un gang qui aurait éclaté.

Mais celui qui a vraiment des dossiers sur tout le monde, c'est lui, Guérini, le parrain. Des dossiers à jour, classés par subventions, emplois, voitures de fonctions, travaux... Voilà ce qu'écrivait de lui un envoyé de Solférino la semaine dernière : «Il reste l'homme fort à gauche à Marseille, il fait encore ce qu'il veut dans la fédé. Il lui suffit de lever le petit doigt et il peut abattre qui il veut.» Effectivement, il a des dossiers sur tout le monde et ceux qu'ils ne tient pas par les couilles, il les tient par le robinet.

S'il parlait, le PS tremblerait ; du coup, personne ne bouge. Et il le fait terriblement savoir, c'est d'ailleurs son seul discours politique audible. La semaine dernière, il menaçait des ministres de les faire tomber. Et cette semaine, en sortant de chez le juge Duchaine, il s'est livré devant les caméras à un cirque paranoïaque, rappelant à tel journaliste qu'il a une femme payée par le conseil général, et accusant les autres d'avoir été vus avec tel de ses opposants.

Lorsqu'il est rentré dans son bureau penthouse d'un hectare au sommet du «bateau bleu» quelques minutes plus tard, content de sa sortie, il s'est aperçu de sa gaffe. Ses conseillers étaient atterrés. Son pouvoir est effectivement celui d'un parrain mais son discours est celui d'un nain et tous les spin doctors du monde n'y changeraient rien.

Episode 16

Citizen Canebière

La presse et Marseille, vaste fantôme, piètre réalité ; heureusement, Tapie est arrivé



Depuis que Bernard Tapie a plus ou moins mis la main sur le groupe Hersant, Marseille est vue sous un angle nouveau, celui de sa presse locale ; et ce qu'on découvre, c'est qu'aussi sûr que tout corps plongé dans un liquide ressort mouillé, tout journaliste plongé dans Marseille aussi.

Marseille a toujours donné des ailes aux journalistes venus d'ailleurs mais ils ne sont jamais restés longtemps. L'affaire Guérini, les festivités de 2013 et les municipales attirent les médias du monde entier ; ils ont fait de Marseille une rotative à imprimer de l'information partout, sauf dans la Provence. Ce n'est pas dans son ADN. Tout journal plongé dans Marseille en ressort mouillé. C'est une institution locale, au sens administratif, pas au sens admiratif.

Personne n'a souvenir d'un scoop dans la Provence, ni même dans le Provençal. En cinquante ans, sur une telle zone sismique en matière d'information, c'est du grand art. Dans l'affaire Guérini, aussi riche que les gisements gaziers du Qatar, la Provence a fait le service minimum. L'affaire a été découverte et couverte par d'autres. Le principal journal local n'en est que la chambre d'enregistrement, et peut-être n'est-ce pas plus mal.

Je dis que Tapie a "plus ou moins" mis la main sur Hersant, car son attelage à 50/50 avec les héritiers Hersant est flou et ne peut durer plus de quelques mois. Il a déjà engluyé 30 millions (60 % de son préjudice moral...) dans un groupe de presse qui ne dégage pas les bénéfices annoncés, dont le chiffre d'affaires plonge autant que les ventes, qui a même des problèmes de trésorerie et qui risque des millions de condamnation si d'anciens salariés virés en masse sans indemnités il y a deux ans décidaient d'attaquer. Tapie n'est pas arrivé depuis deux mois que déjà, il est au milieu du gué. Il vient de racheter une boîte qui coule, un tanker rempli de pétrole avec des moteurs en panne et un équipage qui compte et recompte les indemnités de départ qu'il va lui réclamer.

Il y a deux mois, la messe était dite lorsqu'il a fait fuiter dans la presse qu'il était furibard et stupéfait d'avoir dû signer un chèque de 4 millions d'euros en urgence parce que les caisses étaient vides et qu'il fallait payer les journalistes de ses journaux. Le problème, avec Tapie, c'est que la suite est souvent écrite. Comme il va toujours plus vite que la musique, il finit par trébucher. Si c'était un footballeur, il serait avant-centre – au centre de l'attaque, comme autrefois JPP. Il dribblerait toujours les défenses comme un dieu mais finirait toujours hors jeu au moment de conclure face au but.

Ce n'est plus du sport, c'est de l'art. Car ce qu'il aime par-dessus tout, son moteur, c'est la lumière. Les caméras, les flashes, le soleil, il prend tout. Cette année, alors que le Nouvel Obs nous apprend qu'il a fait un

petit malaise, il sort deux livres, fait du théâtre à Paris et du cinéma à Hollywood. Tapie patron de presse, sa dernière folie, lui a déjà coûté trente patates et ce n'est même pas un mi-temps.

C'est ce spectacle-là auquel nous avons commencé à assister, celui d'un homme conseillé par Messier et Alain Minc et traqué par Edwy Plenel. Il pète la forme mais son aiguille marque 1993. Pour redresser la boutique, il voulait Patrick Le Lay qui, méfiant, s'est contenté de lui faire un audit aux résultats désastreux et de lui dire : "Tire-toi de là, et vite." Il a proposé à Mougeotte, à Namias, ils ont tous décliné mais pour une chronique, Claire Chazal n'a pas dit non. PPDA non plus.

Il y a avait un coup de fusil à faire sur le groupe Hersant, c'est vrai. Le prix d'entrée était attractif. Sur le papier, une fois délesté des quotidiens d'outre-mer, il peut revendre par appartements ou choisir de régner sur la Méditerranée. Il suffit de s'allier avec les vieux amis. Car il ne connaît que ça, les vieux amis. Avec Jean-Michel Baylet, propriétaire des radicaux de gauche et de la Dépêche du Midi à Toulouse, il n'a pas encore pris les commandes à Marseille, à Nice ou à Toulon qu'il veut déjà veut conquérir Montpellier et mettre la main sur Midi libre et Sud Radio.

Il pense télévision alors que les lecteurs veulent de l'hyper-local. Il s'endort le soir en rêvant à un empire de papier qu'il aimerait transformer en une cash-machine multimédia à l'américaine sans rien changer, ni les hommes, ni les méthodes, ni la culture. Trop tard, trop cher, trop de soleil, trop de mauvaises habitudes...

Tapie sait qu'on peut gouverner par le verbe mais il est en train de saisir qu'on gouverne moins une entreprise par les mots qu'avec un chéquier, surtout une entreprise de presse qu'on vient de racheter. Sa première erreur est d'avoir cru qu'il pourrait contourner la clause de cession. Cette clause, c'est devenu l'assurance retraite des journalistes. Un mois par année d'ancienneté d'indemnité leur est offerte lorsqu'elle est ouverte. Tous en rêvent. Au bout de vingt ans au même endroit, un journaliste est devenu un robot, mais paradoxalement, c'est là qu'il vaut le plus cher.

En faisant le coup de la parité Hersant/Tapie, il s'agissait d'éviter de monter des signes impliquant un changement d'opérateur et donc d'éviter de payer une dizaine de millions à des journalistes et d'alourdir l'addition d'autant. Bien tenté mais il devra en passer par là, ça va lui faire mal et il est en train de se faire à l'idée. Dégraisser lui coûtera plus cher que les embauches de sang neuf. Bienvenue dans la presse française, Bernard. Même avec de l'argent belge, la France reste la France.

On paye toujours par où on a péché. Depuis son arrivée, il règne par le froid et le glacé devant un micro à travers ses tirades transformées en petites phrases pour le Web. On avait pourtant commencé par lui rappeler ce qu'il disait du temps de l'OM : "Pourquoi acheter des journaux, quand on peut acheter les journalistes ?" Il aurait dû se dire à cet instant qu'il avait peut-être eu tort de ne pas s'être écouté lui-même. Confronté aux rédactions qu'il venait d'acquérir, il a commencé soft, en expliquant à ses journalistes qu'ils devraient traiter les affaires judiciaires par des brèves et qu'ils allaient concurrencer Canal Plus au festival de Cannes. Puis il a monté le ton jusqu'à sa dernière sortie où il déclare qu'il ne va pas augmenter des journalistes pour qu'ils se payent des putes. A ce stade, la suite est très ouverte, vous en conviendrez, et prometteuse.

Alors on comprend que l'autre jour, il a pété un câble quand il a reçu un appel sur son portable de la présidente de la société des rédacteurs de la Provence. Il lui avait donné son numéro quand il était passé, avec un tape sur l'épaule. Pressée par ses collègues, elle avait décidé de l'appeler devant eux pour lui dire ce qu'ils pensaient collectivement de ses propos publics. Elle a mis le haut-parleur et il lui a hurlé dessus des tas de choses pas sympas qui ont immédiatement fait le tour de Marseille. Pour une fois, la Provence a fait circuler l'information mais elle n'a ému personne.

Depuis deux mois qu'il est officiellement copropriétaire du groupe Hersant, il ne voit plus que des échéances et c'est en ça que l'attelage Hersant-Tapie ne tiendra pas. Ses nerfs craqueront avant. On saura vite, d'ici quelques semaines, qui aura grugé l'autre. On saura bientôt si Philippe Hersant aura fait à Bernard Tapie ce que Robert Hersant a fait il y a vingt ans à Lagardère en lui fourguant la Cinq. Ce jour-là, Hersant a sauvé sa peau et Lagardère a failli couler. Tapie peut éventuellement trouver un acheteur pour ses parts, ou peut-être un co-actionnaire pour financer la suite s'il décide de continuer à jouer, mais il doit d'abord divorcer d'Hersant. C'est juridiquement complexe. Robert Hersant avait conçu son groupe comme inviolable.

D'où sa nervosité et ses provocations permanentes à l'égard de ses journalistes. La plus judicieuse a été son apologie de la Marseillaise, le quotidien communiste moribond qui survit grâce aux aides diverses. Une insulte pour la Provence. Jamais un patron n'avait traité de telle sorte ses salariés mais personne n'est venu à leur rescousse. Ils auraient dû s'interroger. La Marseillaise a toujours eu une bonne cote et elle refuse de mourir. Le journal est moins bon qu'on le dit mais il est de bon ton de dire qu'on le lit.

Au fond, le quotidien historique de Marseille, c'est celui-là, c'est la Marseillaise, du haut de ses quelques milliers d'exemplaires, avec sa rédaction crépusculaire, son directeur pharaonique, sa façade décrépie et son enseigne qui éclaire un angle du Vieux-Port. Avec une marque pareille, un ambitieux rayonnerait jusqu'au bout du monde et pour le prix d'un journaliste de la Provence, il en nourrirait dix. Rien qu'en revendant la marque à un Chinois, Tapie se serait fait un milliard cash.

Bref, Tapie a fait un hold-up à Marseille, mais il s'est gouré d'adresse.

Par Pierre-Louis Rozynès

Quatre primaires et un enterrement

Le plus triste, dans le spectacle des municipales de Marseille, c'est que ce sera un spectacle comique



Vue de Paris, Marseille amuse encore mais bientôt, elle lassera. Dernier épisode : les primaires. Mais rassurez-vous, elles n'auront vraisemblablement pas lieu. Les municipales n'intéressent pas l'opinion publique marseillaise, atteinte d'un "tous pourris" largement fondé, et elle se fiche des sondages brandis par les candidats à la candidature qui les mettent tous dans un mouchoir de poche. C'est pour ce mouchoir de poche qu'on a inventé les primaires. Comme si l'un d'entre eux pouvait en sortir vainqueur sans trucages et qu'ensuite, les autres se rallient à lui pour la victoire finale. Une idée d'énarque, certainement.

La grande différence entre les municipales de 2014 et les précédentes, c'est qu'on ne connaît pas les candidats à l'avance, même parmi ceux qui se présentent. Il sont si nombreux et médiocres à gauche, et si gaudinisés à droite, si compromis les uns et les autres, les uns avec les autres, qu'on ne parvient pas à imaginer que le prochain maire sortira de ce marigot. Vingt ans de guérinisme à gauche et vingt ans de gaudinisme à droite, ces mots sonnent comme des maladies mentales dont Marseille est atteinte. Un jour, les historiens placeront la période entre le sabianisme des années 1930 et la peste de 1720.

Les candidats socialistes ont tous biberonné plus que de raison au guérinisme. Ils lui doivent tous les postes et les revenus qui les ont amenés là. Son ancien bras droit, le président de la communauté urbaine Eugène Caselli, son ancien directeur de campagne, le député Patrick Mennucci, son ancienne porte-parole, la ministre Marie-Arlette Carlotti, son ancienne colistière la sénatrice Samia Ghali et le député Henri Jibrayel, ennemi juré de Samia Ghali qui veut aussi être candidat, juste parce qu'elle l'est. Il a bien raison, on aurait tort de lui refuser l'entrée du cirque, il vaut le détour.

En imposant les primaires il y a quelques jours, le PS a décidé de repousser le problème, pas de le résoudre. Par souci de ne pas trancher entre plusieurs candidats déclarés et de peur d'être éclaboussés, Solférino et l'Elysée n'ont fait que repousser les emmerdes de quelques semaines. Organiser des primaires à Marseille, terre d'invention du bourrage d'urnes, avec Guérini en embuscade, c'est une idée dont ne peut sortir qu'un résultat frelaté faisant l'objet de multiples scandales qui tourneront en boucle sur BFMTV.

Mais l'annonce de ces primaires ne signifie pas qu'elles doivent avoir lieu. Elle permet juste de mesurer les ambitions. Tout le monde a un prix. Eugène Caselli pourrait retirer sa candidature en échange d'un mandat de sénateur, et on verra bien qui de Patrick Mennucci ou de Marie-Arlette Carlotti renoncera ensuite le premier. Pour eux, le choix est clair : soit elle devient candidate et cesse d'être ministre, qu'elle soit élue ou battue, soit il cesse d'être candidat et devient ministre en échange de son renoncement. Pour mesurer les ambitions, c'est efficace. Laissons les mariner. On comprend que le hollando-ségoléniste historique Jean-Pierre Mignard, censé présider la commission de contrôle des primaires, se taise. Il observe et transmet.

A ce stade, on se dit qu'au fond, le meilleur candidat serait Guérini. Il a géré le CG d'une poigne de fer. Mais à l'heure où vous écrivez, il vient malheureusement d'arriver chez le juge. Depuis des mois, pour raisons médicales, il faisait traîner. Mais sa santé mentale semble aussi atteinte. Dans la Provence soudain libérée, le jour de l'arrivée d'Olivier Mazerolle, on parle même de "déli irraisonné" et de "détresse" tandis que les vidéos de ses interviews paranoïaques font un tabac sur le site marsactu. C'est le parrain acculé mais le personnage n'est pas si comique et l'affaire Guérini est loin d'être finie. Mis en examen sous toutes les coutures, son procès aura lieu après les municipales, fin 2014 au plus tôt. Il n'a plus qu'un objectif : s'accrocher à ses mandats jusqu'à sa condamnation dont il fera appel. Bref, enfermé dans son bureau-appartement de 900 m2 au sommet du conseil général, il est plus probable qu'il quittera la scène entre deux infirmiers qu'entre deux gendarmes un jour, quelque part entre la semaine prochaine et l'an prochain ou l'année d'après.

C'est d'ailleurs son grand point commun avec Jean-Claude Gaudin. Lui aussi tombera sur scène. Il ne décrochera pas. Il en mourrait. Pour le faire renoncer à un quatrième mandat crépusculaire, il faudrait qu'on lui propose le poste d'ambassadeur au Vatican. Il en rêve secrètement, et il a tant à confesser. Entretemps, Guérini, d'où qu'il soit, pèsera de tout son poids de nuisance dans les élections municipales. Il a failli les gagner en 2008 et c'est aujourd'hui toute son écurie d'alors qui court à sa place, mais sans jockey. Il enrage et on le comprend.

Surtout que le bruit médiatique annonce (à tort) que la ville tombera à gauche l'année prochaine. Elle a tous les fauteuils, il ne lui manque plus que celui de maire. Le plus glorieux. Beaucoup d'appelés, peu d'élus. On peine à croire que ce sera l'un d'eux. Le député-maire du centre-ville Patrick Mennucci est le plus préparé mais c'est aussi celui qui a le plus d'ennemis, y compris lui-même. Gaudin en fait des cauchemars parce qu'il a su déceler très tôt que c'était son fils caché. Gaudin et Guérini cultivent la même haine de Mennucci. Guérini vient même de le débarquer de la présidence du groupe d'opposition au Conseil municipal et l'a remplacé par son pantin du moment, Christophe Masse, issu de la famille Masse, célèbre pour sa longévité politique. Les Masse sont un pur produit du defferisme, maladie infantile du guérinisme, et on verra sous peu Jean-Noël Guérini le brandir aussi comme successeur à la présidence du conseil général si par malheur il devait s'effacer.

La bataille pour le fauteuil du maire cache une redistribution des cartes, des territoires, des institutions comme chez les mafieux lorsque le parrain organise sa succession en urgence avant de s'échapper par la porte de derrière. Dans ces cas-là, on donne aussi des instructions pour éliminer ses ennemis. Mennucci est une cible politique mouvante et d'ailleurs il frime en se déplaçant avec un agent de sécurité. Bernard Tapie, lui aussi, déteste Mennucci qui s'est dangereusement positionné en candidat anti-Tapie. Dès qu'il peut, il le traite publiquement "d'âne bête du Sud" et vient d'apporter son soutien à Samia Ghali, la sénatrice de Canal + qu'il venait d'inviter chez lui et le faisait savoir. Elle lui a répondu qu'elle le prendrait volontiers sur sa liste.

Samia Ghali, elle, ne le déteste pas plus que les autres, elle le connaît bien, elle les connaît tous bien ; elle aussi est candidate aux primaires et se vendra cher. Elle s'est servie des Guérini comme d'un marchepied puis est partie si vite qu'il n'ont jamais pu la rattraper. Elle leur doit autant qu'à Guy Hermier. Si elle n'est pas rattrapée par une affaire d'associations comme Sylvie Andrieux, elle sera en finale, en colistière. Mais de qui ?

De Marie-Arlette Carlotti ? Compliqué. Seule une femme a ses chances sur l'affiche et Samia Ghali est devenue une star le jour où elle a proposé d'envoyer l'armée dans les cités. Depuis, sa cote monte avec les audiences de C dans l'air et de Canal+. Heureusement, la télévision pratique un format court qui lui évite de montrer ses failles.

Le bruit médiatique donne Samia Ghali comme outsider qui monte et Marie-Arlette Carlotti comme favorite de la semaine côté socialiste. On la donne gagnante parce qu'elle est ministre, parce qu'elle a battu le favori de droite Renaud Muselier aux dernières législatives, parce qu'elle est dans une posture anti-guériniste sous prétexte qu'elle boude au moment de voter au conseil général, parce qu'elle vient d'embaucher comme spin doctor l'ancien dircab viré par son concurrent Eugène Caselli, parce qu'elle a annoncé dans une interview à la Provence que si elle était élue, elle superviserait directement la police. Or Carlotti veut bien être tête de liste, mais pas candidate aux primaires. Elle connaît ses limites. Ce sont les circonstances qui l'ont faite ministre, pas son talent. Ni son courage : ministre des handicapés, on ne l'a pas entendue taper du poing sur la table sur l'un des retards les plus cruels de Marseille, celui des accès handicapés où elle serait élue capitale européenne. Communiquer sur les effectifs et le budget de la police municipale droitise la campagne alors

que les priorités sont ailleurs : les transports, l'emploi et l'éducation, à moins qu'il ne s'agisse que de gadgets pour occuper l'espace. Aujourd'hui la police, demain les cantines.

Marie-Arlette Carlotti croit en ses chances parce qu'elle pense être la candidate naturelle, parce qu'elle est ministre et qu'à l'Elysée, on le lui a fait comprendre. Elle a confondu "tente ta chance" avec "ce sera toi". Elle y croit donc encore mais ne veut pas des primaires car elle les perdrait. Son rêve est d'être désignée par Solférino et que l'Elysée propose à Patrick Mennucci de se retirer en échange d'un ministère.

Mais Mennucci sera le favori de la semaine prochaine et Samia Ghali, celle de la semaine suivante. Le seul qui n'aura pas sa semaine de favori, c'est Eugène Caselli. Il s'est vu maire un instant. Il a embauché un staff de communicants, se paye des affiches publicitaires, fait connaître sa bobine sympa et rassurante, mais il est lui aussi un prince de circonstance. Comme Marie-Arlette Carlotti, il est arrivé là par accident et guérinisme. Il a été élu président de la communauté urbaine de Marseille par surprise et par les Guérini. Il a su se tenir à distance et passe entre les gouttes parce que c'est le type sympa. Il est l'allié de Gaudin et continue à prendre ses ordres chez Guérini ; ennemi de personne, il est le candidat de synthèse parfait mais, plus encore que les autres, il souffre d'un déficit : il n'a pas de colonne vertébrale. Depuis qu'il a découvert le pouvoir de dire oui, il dit oui à tout et à tout le monde, même à lui-même, il s'est vu maire. Depuis des semaines, il désorganise ses services et les mobilise pour sa campagne, commandant des notes et des réunions alors qu'on lui demande des bus et des poubelles. Son dernier budget a failli être déficitaire et en quatre ans, son bilan personnel est d'avoir laissé les lobbies prospérer, Force ouvrière en tête.

Selon toute vraisemblance, il monnayera son retrait des candidatures en échange d'un poste de sénateur. Lui qui n'a jamais été élu le sera alors dans un fauteuil par le Parti socialiste en 2015 et il reste un maire possible. En cas d'élection serrée, le conseil municipal pourrait tomber dans une alliance droite-gauche et il ferait un maire de compromis gaudino-guériniste parfait. Mais cette horrible perspective est moins probable qu'une autre. Il est en effet surtout possible que la majorité sera issue d'une alliance droite-extrême droite.

Tout ça pour dire que cette histoire de primaires est donc assez secondaire.

Par Pierre-Louis Rozynès

Episode 19

Que tout bouge pour que rien ne bouge

A Marseille, on a touché au Vieux Port et tout semble avoir changé



A Marseille, quelque chose a changé. La moitié des musées, gérés par la Ville, sont fermés “pour travaux”, le ferry-boat, également géré par la Ville, est en panne “pour raisons administratives” ; les chantiers du Vieux-Port ne sont pas terminés, les élus les inaugurent régulièrement dans l’indifférence.

A Marseille, rien n’est jamais fini mais on l’inaugure toujours cinq fois. Quelque chose a pourtant changé, aucune révolte ne gronde vraiment. A chaque rayon de soleil, les électeurs se pressent et semblent éblouis par le nouveau Vieux-Port. On a touché au symbole de la ville, et bien plus profondément qu’on croit.

Faire que tout bouge pour que rien ne bouge. On a touché au Vieux-Port et tout semble avoir changé. Il était étriqué comme un trottoir marseillais, il est devenu large comme une place royale. Jules César ou Louis XIV n’auraient pas fait mieux. Mais ce qu’ils auraient dessiné d’un geste et ordonné d’une phrase, il a fallu cinquante ans pour que ça se fasse.

Marseille n’a jamais bougé d’elle-même. Ses grands chantiers ont toujours été imposés par l’extérieur. “Urbanisme” est ici un gros mot et l’architecture, la bête noire du BTP. Sans remonter loin, il a fallu que Bruxelles et l’Etat lancent Euromed sous Vigouroux, qu’il le financent sous Gaudin pour que cette partie de la ville sorte mollement d’un demi-siècle d’insalubrité. Et il a fallu que l’Europe décrète Marseille capitale culturelle pour que les élus locaux, issus de bords différents, s’entendent pour faire quelques travaux. Il s’en seraient bien passé, mais parfois la pression extérieure est plus forte que l’inertie locale.

Seul le pouvoir autoritaire sait la faire plier. Pourtant, ses dirigeants actuels, ceux qui en partagent le trousseau de clés, sont autoritaires eux-mêmes et ils ont du pouvoir. Gaudin, Guérini, Vauzelle, Caselli, les quatre qui ont les clés et qui n’ont pas l’intention de les rendre. Leur action politique est balisée par une seule question : quel est mon intérêt à prendre telle ou telle décision ? L’intérêt public est ici plus qu’ailleurs une épaisse façade et une grosse rigolade. Du genre de celle qu’a provoquée la semaine dernière la publication du patrimoine d’une partie des parlementaires des Bouches-du-Rhône.

Le Vieux-Port est un drôle d’endroit. Un concentré d’Histoire, un théâtre politique réputé dans le monde entier avec sa mairie minuscule au centre. Les Marseillais découvrent leur nouveau Vieux-Port et aussi, cachés derrière un fort, les deux nouvelles réalisations architecturales, là où toute l’histoire de Marseille est concentrée. Le Marseille du XIXe, avec les docks, celui rasé par les Allemands et reconstruit par les enfants du Bauhaus, celui d’avant 1789, et celui du XXIe siècle. On aurait aimé que ce soient les hommes mais ce sont les grues qui l’ont réveillée...

Deux bâtiments de même surface, le Mucem, un futur musée des Arts méditerranéens, financé principalement par l’Etat, une arabesque en béton, et puis derrière, sur la même surface, ce qu’on appelait au

XIXe siècle “un caprice”, un bâtiment en forme d’agraffeuse, ni laid ni beau, voulu par le président du conseil régional, baptisé Villa Méditerranée, payé cash 70 millions par la région PACA sans que son but n’ait été clairement défini. Mais au moins, il est fini, mal, mais fini et ouvert, et Michel Vauzelle dépense pour y recevoir. Il n’y a pas matière à scandale, mais à critique, car cette dépense tombe mal et les autres tenants des clés n’aiment pas Michel Vauzelle, son service de communication pléthorique, son service du protocole néo-miterrandien. On n’a pas fini d’entendre parler de la Villa Vauzelle et de son ennemi le Mucem.

Le Vieux-Port est devenu minéral. Il respire, son sol est très blanc, ce qui le rend brillant au moindre rayon de soleil. On a oublié les bancs, mais “Eugène” a prévu de les poser “plus tard” pour des raisons “techniques” ou “administratives”, on ne sait plus. “Eugène”, c’est Eugène Caselli, monsieur Consensus, le guériniste qui cogère avec Gaudin. “Eugène” a un fan secret, qui tague de son prénom tout le centre-ville depuis des mois. “Eugène” veut être maire. Avec lui, soyez sûr que rien ne changera, mais avec le sourire.

Il y a aussi l’ombrière. Cet immense miroir signé Norman Foster, grande comme une halle de plein air, ouverte un jour, fermée le suivant, au bout du quai, vers la Canebière. Trois fois déjà, elle a été inaugurée et des journalistes s’intéressent, dit-on, à son vrai prix. Mais l’affaire de l’ombrière n’a pas encore éclaté, n’allons pas plus vite que les travaux.

Autre caprice, des minibus électriques, violacés, qui font le tour du Vieux-Port. Ils sont aussi laids que silencieux et vides. Mais c’était une volonté d’Eugène, régulièrement épinglé par ailleurs pour sa politique antivélo. Marseille est arrivée grâce à lui première au classement des villes les moins cyclables mais il a rétorqué que c’était pour des raisons techniques et administratives. D’ailleurs, à droite, on est sur la même ligne. L’un des candidats aux municipales, Dominique Tian, explique que le vélo est un “truc de bobos”. Avec lui aussi, soyez sûr que rien ne changera, mais avec le sourire aussi.

Sur le nouveau Vieux-Port, la Mairie n’a pas eu son mot à dire, les travaux et les transports relevant d’Eugène, la Mairie ne gardant que la gestion du ferry-boat, en panne pour d’obscures raisons techniques ou administratives. Mais Jean-Claude Gaudin a un grand projet : un téléphérique pour monter jusqu’à Notre-Dame-de-la-Garde, communément appelée “la Bonne Mère”, ce chou à la crème religieux censé protéger Marseille et qui ne lui a jamais porté chance, tout bien réfléchi.

La Sicile a Crocetta, Marseille a les primaires

Le fatalisme et la lucidité coulés dans le béton le plus solide peuvent être ébranlés par l'observation de ce qui se passe en Sicile depuis l'élection de Rosario Crocetta



On me dit souvent que j'ai une vision très noire de Marseille. Non. Ce qui est noir c'est le linceul qui la recouvre, et ceux qui l'aiment savent que sous les affaires, elle est là, prête à s'offrir. Mais à qui ?

Il règne à Marseille une ambiance crépusculaire dès que le soleil est remplacé par le linceul gris, nuageux et parfois pluvieux. Ça ne dure jamais mais le temps devient alors l'unique sujet de plainte et de conversation. Marseille est météopathe. Elle déteste la pluie et même l'idée de la pluie, comme un enfant qui ne veut pas se laver. Pourtant, elle ne peut guère compter que sur l'eau du ciel pour laver ses rues. Lorsqu'il fait beau, les Marseillais s'inquiètent de la météo qui annonce du mauvais temps pour le samedi suivant.

Dès qu'il tombe trois gouttes, ils plongent dans la noirceur et chaque année, ils trouvent que l'hiver est plus long que l'an dernier. Le seul sujet qui rassemble tout le monde, toutes les classes, c'est le soleil, mais il n'est pas candidat. Marseille est à prendre, mais par qui ? Le plus vraisemblable, c'est que le candidat de la continuité l'emportera l'an prochain.

Il habillera son mensonge avec un programme intenable et rapiécé, sera entouré de communicants et promettra tout à tout le monde. Il sourira. Avec lui, rien ne changera. Il y a aujourd'hui une dizaine de candidats à la mairie de Marseille. Tous ont en commun d'être des enfants du système, des apparatchiks du 13. Le 13, chiffre magique en politique, comme le 92. La politique est leur métier. Mieux encore, la politique est leur business. Ils cumulent et ils accumulent.

Le vainqueur sera selon toute vraisemblance un bébé Gaudin ou un bébé Guérini, raison pour laquelle les municipales n'intéressent à Marseille que ceux qu'elles impliquent. Leur intérêt pour la politique est, à quelques discrètes exceptions près, purement intéressé. C'est pour ça que la politique locale n'est pas un sujet de comptoir. C'est l'intérêt qui soude la classe politique marseillaise. Elle est puissante parce qu'à 100 % clientéliste, et c'est ainsi que ses ramifications dans la population sont aussi étendues que les services rendus.

Et comme tout le monde sait tout sur tout le monde et que chacun est coupable de quelque chose, règne une forme d'ordre social en un sens reposant. Parfois, la perspective de voir émerger de cette liste de seconds rôles et même de troisièmes couteaux le futur maire de Marseille provoque tout de même de puissantes envies d'imaginer autre chose et d'y croire, mais c'est une réaction adolescente qui ne dure pas.

Le fatalisme et la lucidité peuvent être ébranlés un instant par l'observation de ce qui se passe en Sicile. Le nouveau président de la région Sicile (5 millions d'habitants) s'appelle Rosario Crocetta.

Il s'était fait connaître en prenant la mairie de Gela (70 000 habitants) en 2008 à un élu de droite mafieux et invalidé. Il se déplace en gilet pare-balles avec des gardes du corps, fume trois paquets par jour, est entouré de fidèles aussi menacés que lui et c'est dans cet équipage qu'il s'est attaqué au problème. Il a remis en cause tous les appels d'offres, publié des listes noires de sociétés mafieuses désormais écartées des marchés publics, il supprime les emplois fictifs et provoque des grèves de la part de ceux qui les tenaient. Et dans un autre genre de brutalité, il se bat contre Bruxelles pour conserver ses 6 milliards d'aides.

La semaine dernière, un journaliste marseillais publiait dans un journal lyonnais une série d'articles sur lui *. Crocetta est célèbre en Italie pour ce qu'il est autant que pour ce qu'il fait. Il est à la fois un éclaireur de la lutte anti-corruption et un militant politique moderne, homosexuel revendiqué, issu de la société civile (c'est un ancien ingénieur de l'ENI) et détenteur de son propre parti.

Il se présente comme « chrétien, communiste, homosexuel et anti-mafia » et il ajoute : « Je suis vraiment révolutionnaire », ce qui laisse poindre quelques accès de mégalomanie. Le récit de son action, lu avec une arrière-pensée marseillaise omniprésente, est malheureusement décourageant. Les dernières scènes de la vie politique marseillaise ont, mises bout à bout, ce côté crépusculaire propice aux révolutions mais aucun Rosario Crocetta à l'horizon, ni de liste transpartis, transcourants, transgenres.

La décomposition politique italienne a produit autant de partis que de journaux. Il y a en Italie des petits partis et des petits quotidiens. Elle a produit des martyrs, aussi. Anti-corruption, anti-mafia, anti-berlusconisme, l'Italie des anti a gagné mais elle est incapable de gouverner, sauf localement, et c'est la leçon à tirer du modèle Crocetta.

Il s'est attaqué à bien plus dangereux que la pieuvre marseillaise. En Sicile, la mafia assassine quand on la menace. Il a réussi à s'immiscer dans le système par l'élection et il démonte la machine infernale à détourner les fonds, rouage après rouage. Il a malheureusement le profil du martyr qui n'ira pas au bout. Mais un autre lui succèdera, qui continuera.

*

Certains font de la politique comme on monte au combat et pendant ce temps-là, à Marseille, la semaine dernière, le PS envoyait deux clowns tristes 48 heures, histoire de raconter à la presse que la fédération guériniste des Bouches- du-Rhône du parti au pouvoir en France était bien sous contrôle de Paris. Le terme officiel est « sous tutelle ». Devant les caméras de marsactu qui tentait de les interroger sur l'appartenance ou non de Guérini au PS, ils ont bafouillé des non-réponses et fui les questions gênantes à propos des primaires.

Ils s'appellent Borgel et Fontanel. Le premier ne veut aucun mal à Guérini pour des raisons inavouables qui renvoient à la nuit des primaires Aubry/Royal en 2008, et le second est chargé par Harlem Désir de surveiller le premier.

Les primaires. La Sicile a Crocetta, Marseille a les primaires. Une vaste fumisterie, un nuage de fumée. Pour départager ses candidats, Solférino a annoncé que se tiendrait à Marseille des primaires à l'automne, mais sans exactement expliquer leurs modalités. Les candidats Verts, Modem, Front de gauche et autres en sont exclus. D'ailleurs, ils n'ont pas de leaders présentables à présenter.

Aucun qui pourrait représenter l'anti-corruption, l'anti-clientélisme, l'anti-guérinisme, l'anti-gaudinisme . Le plus ambitieux d'entre eux, le Vert Karim Zéribi, est même certainement le plus opportuniste. A tel point que même Gaudin et Guérini s'en méfient mais heureusement, ils le tiennent serré. C'est un enfant du système, et les enfants du système ne sont pas libres.

Eugène Caselli, le plus consensuel des candidats, est entre les mains de Guérini : il s'en servira pour éliminer les deux autres candidats gênants : la ministre Marie-Arlette Carlotti et surtout Patrick Mennucci, dont la voix porte trop haut.

Aux primaires, Guérini, qui ne se présente pas, soutiendra par les urnes Caselli et Samia Ghali, candidats du système. Gonflée par sa notoriété télévisuelle, « Samia » fera un ticket présentable avec « Eugène » face à un Gaudin enfermé dans une parodie de lui-même ; prisonnier de son million de touristes, il s'économise pour se prolonger et se drape d'un geste antique dans l'indignation dès qu'on l'attaque.

La semaine dernière, il s'inquiétait de cette enquête que doit sortir France Football sur le Stade et l'OM. Gaudin et les affaires... Il se réjouissait récemment de n'avoir jamais été rattrapé. Mais c'est parce qu'il a eu beaucoup de fusibles qu'il n'a jamais été électrocuté.

**lire l'entretien de Jean-Michel Verne avec Rosario Corcetta dans «Lyon Capitale» sur internet*

La carotte et le béton

Au royaume de l'emploi fictif, le béton fictif coule à flot



L'imprudence ne fait pas partie des défauts de Jean-Claude Gaudin. Pourtant, il y a un mois, il a déclaré qu'il n'avait jamais été touché par une affaire, lui. Il aurait dû dire « rattrapé » par les affaires. Un autre jour, il a même déclaré « quand on m'attaque, ça m'excite », après les critiques un peu rudes sur le thème « vingt ans ça suffit » faites par Guy Teissier, le député-maire UMP droite dure du quartier de la Pointe-Rouge et des calanques, candidat lui aussi à la candidature aux municipales.

La semaine dernière, on avait laissé « le maire et son entourage », comme on dit, inquiets de la parution de France Football. A juste titre. Une terrible enquête à tiroirs sur le stade Vélodrome, qui synthétise un scandale qui couve avec un regard neuf, détails, chiffres et témoignages anonymes à l'appui. Mais ce ne sera pas un scandale de plus à ranger sur la pile des scandales, car il y est question de l'OM et cette saison, il y a un mercato politique.

France Football raconte en filigrane vingt ans de gaudinisme sous l'angle le plus cruel, celui d'un mélange scientifique d'allégeance au BTP et d'incompétence technique. Ce béton propre à Marseille, mal calculé, mal pensé, mal coulé mais facturé triple. Des flots d'argent coulé dans le béton. Mais pas n'importe lequel : au royaume de l'emploi fictif, le béton fictif est roi. Il y a deux types de béton : celui qu'on coule et celui qu'on facture. Et il y a aussi deux types de chantiers : les publics et les privés.

Les chantiers privés ont pour particularité d'être finis le plus vite possible, en grattant sur tout, au détriment de la finition et de l'architecture et en s'asseyant sur le code d'urbanisme, tandis que les travaux publics sont reconnaissables au fait qu'ils durent des années et coûtent deux fois leur budget initial. Parfois trois ou quatre fois, même... Comme toujours les chiffres intéressent plus que ceux qui les encaissent quand il s'agit de personnes morales.

Si Marseille est invivable en matière de transports et de circulation, on le doit, sur le fond, à l'absence d'autorité publique, et sur la forme, à un consortium Vinci-Eiffage qui règne depuis vingt ans sur la circulation et les parkings au détriment des usagers. C'est d'ailleurs pour continuer à toucher cette rente qu'ils ont freiné pendant trente ans la construction d'une rocade (la fameuse L2) qui aurait dû désengorger la ville dès les années 80. La L2, « un scandale d'Etat » a murmuré le ministre des Transports il y a quelques mois en découvrant le dossier et en visitant le chantier.

Lorsque Bouygues a obtenu la reconstruction du stade en 2009, c'était un juste rééquilibrage des choses, provoqué par un petit coup de pouce, lui-même provoqué par un petit coup de fil. Mais ce qui devait être un gros gavage entre amis est en train de dérapier.

Tout avait mal commencé avec la rénovation à la va-vite mais pour très cher du stade Vélodrome par Gaudin pour la Coupe du monde de 98. Il a été réorienté plein mistral, on l'appelait « l'enrhumeur ». Alors, il a fallu le reconstruire en vue de l'Euro 2016. La Mairie, qui a décidé de rester propriétaire de son vieux stade plutôt que de le privatiser, a lancé un appel à projet.

Bouygues l'a emporté en y intégrant pour accroître sa rentabilité une vaste opération immobilière de commerce, de bureaux et de logements. L'architecte local associé à Bouygues était le protégé de Gaudin – ce qui aurait dû mettre la puce à l'oreille de leurs concurrents – et comme Bouygues arrivait avec un contrat de PPP tout prêt, Gaudin a signé des deux mains et il a aisément convaincu les autres tenants des clés, Guérini, Caselli et Vauzelle, de cofinancer. Voter contre, c'était voter contre l'OM. Seuls Patrick Mennucci et les Verts, au conseil municipal, étaient opposés à ce partenariat public-privé très défavorable à la ville. Au prochain conseil municipal de juin, ils s'en donneront à cœur joie de dénoncer ce jeu de poker menteur entre Gaudin, Arema (le consortium dédié de Bouygues) et l'OM au détriment du contribuable.

En chiffres, le chantier est passé de 200 à 900 millions sans motif apparent et la ville s'est fait prendre par France Football en train de brader ses actifs fonciers au profit d'amis et d'amis d'amis. Pour amadouer l'OM, il vient de lui vendre son terrain d'entraînement à un prix bradé. Le pétrole industriel, à Marseille, c'est le foncier, le terrain constructible. On déménage des maternités pour faire du foncier, on construit mais on ne rénove pas.

Le bilan de Gaudin, c'est la carotte et le béton parce que pendant vingt ans, il aura tout concédé, surtout au BTP et sans contrepartie. Plutôt que de façonner la ville, il a préféré en concéder les problèmes. A Marseille, on ne traite pas, on concède à un autre le marché pour le faire à votre place. La concession. Encore un mot à double sens.

Le 27e enterrement de Gaston Defferre

Le candidat le mieux placé aux municipales s'appelle Eugène Guérini, un candidat de synthèse parfait, comme seuls les chimistes marseillais savent les produire



Le 7 mai, on a enterré pour le 27e fois Gaston Defferre. Chaque année, depuis 1986, on se presse devant la tombe de l'homme dont on ne sait plus trop s'il est entré dans l'Histoire pour sa durée ou pour son action, ni si cette action a été positive ou négative pour Marseille.

Les trois, en fait. Il a régné officiellement de 1953 à 1986, dates de son élection et de sa mort accidentelle, et officieusement de 1945, date de son entrée au conseil municipal, à nos jours. Son premier enterrement avait donné lieu à une cérémonie nationale ; ensuite, avec le temps, le cortège s'est clairsemé, moins par décès que par désintérêt. Ces dernières années, pourtant, parmi la vingtaine de participants dans son petit cimetière, ça chuchotait.

Il y a trois ans, Guérini avait même arraché là, en chuchotant à l'oreille de son voisin, une part du capital d'une société de dockers du port, propriété des vieux defferristes ou de leurs héritiers. Charles-Emile Loo, dit "Milou", premier porte-flingue politique de Gaston, avait ainsi lâché une part du capital de la Socoma à Jean-Noël Guérini sous les yeux furibards de Sylvie Andrieux, députée aujourd'hui mise en examen dans une des multiples affaires d'associations fictives régionales, et par ailleurs fille d'Antoine Andrieux, chauffeur de taxi et cofondateur de la Socoma, puis sénateur.

C'est d'ailleurs sur les docks qu'il avait fêté, dans les années 60, son premier milliard (en anciens francs). C'est au cimetière qu'Eugène Caselli est allé se faire adouber la semaine dernière. Il n'a jamais connu Gaston, mais qu'importe. Guérini et Vauzelle, les autres tenanciers du coffre-fort local, s'étaient fait représenter et Eugène Caselli avait pu poser pour la postérité et pour la Provence, le quotidien de Bernard Tapie dont il est le principal annonceur. Eugène Caselli, Eugène Guérini devrait-on dire tant il leur doit. Jean-Noël et Alexandre l'ont fait roi en le faisant élire à la présidence de la communauté urbaine en 2008 avec la complicité de Jean-Claude Gaudin contre son propre dauphin, Renaud Muselier, qui ne s'en est jamais remis.

Mais en politique, on ne meurt jamais de son vivant à Marseille, où Gaudin fait mentir les chiffres et le PS fait parler les morts. Jean-Noël était venu de la même façon recueillir le soutien de Defferre dans le même cimetière avant les municipales de 2008, qu'il avait d'ailleurs failli gagner, et "Eugène" a suivi l'exemple de son patron. Charles-Emile Loo était toujours là, Sylvie Andrieux aussi.

Aux municipales, elle soutient "Eugène". Elle n'a jamais aimé Guérini, et encore moins Mennucci, lui aussi candidat, avec qui elle a pourtant grandi. D'ailleurs, tout le monde est contre Mennucci et tout le monde soutient "Eugène". Gaston Defferre, donc, qui n'avait jamais entendu parler de lui, Jean-Noël Guérini qui aurait dû être à sa place, Force Ouvrière, le syndicat des fonctionnaires territoriaux, qui cogère Marseille et sa communauté urbaine depuis Defferre, les Verts, qui se taisent mais se partagent déjà les postes d'adjoints,

même le Modem et Gaudin, qui cogère l'indigence municipale avec lui selon un concept dont "Eugène" est fier : la "gouvernance partagée", mot-valise qui signifie "cohabitation", mais qui, ici, prend tout son sens.

Plutôt que de se battre pour le pouvoir, on le partage. Le pouvoir est ici un gâteau d'anniversaire dont on souffle les bougies tous les six ans, avant de s'en répartir les parts selon le poids électoral et la capacité de nuisance des forces en présence. Gaudin voit même en Caselli un successeur acceptable. Au cas, probable, où ni la gauche ni la droite n'obtiendraient une majorité, il a une tête de recours pour dégager une majorité contre la droite dure qui sera tentée de s'allier au Front national le jour de l'élection du maire. D'ailleurs, interrogé par le Figaro, il a même refusé de dire hier que Gaudin était usé.

C'est osé comme entrée en campagne. S'il était l'homme neuf qu'il dit, il plairait même aux électeurs. Et c'est là tout son pari : faire croire qu'il ne sort pas d'un premier mandat qui sent les poubelles mal ramassées et les appels d'offres truqués. Sans rentrer dans les détails, disons que durant son mandat de président d'une communauté urbaine réduite à Marseille et à sa banlieue immédiate, il a plutôt fait le contraire de ce qu'il annonçait lundi soir lors de son premier meeting de campagne. Un meeting très couru.

On avait battu le rappel des troupes. Un gros millier de personnes, arrivées tôt, reparties tôt, contre un petit millier à Mennucci, au même endroit, deux mois plus tôt (voir les épisodes précédents). Au milieu de la salle, on ne pouvait pas manquer Sylvie Andrieux, dans une robe Courrèges d'un rose vif qui n'est pas celui de son parti. Elle est élue des Quartiers Nord, comme les deux autres parlementaires socialistes de cette partie de Marseille, Henri Jibrayel et Samia Ghali, eux-mêmes candidats aux municipales qui se vendront le plus tard et le plus cher possible au vainqueur des primaires socialistes.

Si la justice ne s'en mêle pas, devrait-on ajouter, mais à Marseille, elle n'a jamais arrêté les ambitieux dans leur lancée. "Eugène" annonce qu'il ne gouvernera jamais avec des élus condamnés, qu'avec lui la ville sera propre, que les transports en commun transporteront et que l'image de la ville changera parce qu'il créera une agence de marketing territorial. La campagne de Mennucci est en neuf points, celle de Caselli tourne autour de quatre axes (Marseille apaisée, rassemblée, etc.), mais elle tourne surtout autour du pot. Comment faire du neuf avec du vieux ? Twitter, Facebook, des badges et un staff de candidats US y suffiront-ils ?

Peut-être. "Eugène" est si soutenu qu'on se demande s'il tient debout. Il a tellement de communicants qu'il pourrait monter une agence de presse et une agence de relations publiques mais son atout reste son apparence, et il ne la doit qu'à lui. Une tête de candidat idéal, du genre qui apaise, idéal pour tourner une page sans en écrire une autre. Tellement idéal qu'on se demande s'il est réel. Car au fond, c'est un candidat de synthèse, avec effets secondaires garantis. 80 % de Guérini, 20 % de Gaudin, 100 % de Force Ouvrière. Idéal pour que rien ne change, mais avec le sourire. En 2014, votez Eugène Guérini et la Méditerranée sera à 24 degrés toute l'année.

Connaissez-vous la véritable et cupide histoire de la grande peste de 1720 ?

La grande peste de 1720 s'enseigne aux petits écoliers marseillais mais pas dans sa totalité. A Marseille, on fait mentir l'actualité, mais aussi l'Histoire



Les actuels élus n'y sont pour rien. Ils sont innocents. Ils ont un alibi. Ils n'étaient pas nés. A l'époque, la ville était administrée par une sorte de conseil municipal autour de quelques échevins, généralement des marchands. Ils dirigeaient la ville en fonction de leurs intérêts personnels et collectifs.

C'était la troisième ville de France, après Paris et Lyon. Louis XIV, qui avait mis le port à genoux, bâti des forts, installé ses galères et fait percer quelques avenues, était mort cinq ans plus tôt. L'économie du pays était sens dessus dessous car les finances du Royaume étaient sous la coupe de Law, qui avait remplacé la monnaie par ses assignats. Mais cette monnaie de singe, qui allait provoquer la banqueroute qu'on sait, n'affectait pas trop la ville, que le commerce avec le reste du monde continuait à enrichir en monnaie sonnante et trébuchante. Le cash, il n'y a que ça de vrai.

Nous étions donc en 1720, au mois de mai. Marseille comptait 100 000 habitants. Le premier échevin, Jean-Baptiste Estelle, était un habile négociant. Il attendait avec impatience une cargaison de plusieurs centaines de balles de coton de Damas qui valait entre 100 000 et 300 000 livres, soit l'équivalent de plusieurs millions d'euros, et qui devait arriver de Syrie par bateau. Le navire s'appelait le Grand Saint Antoine. Il était attendu par ses affréteurs. Sa cargaison devait être vendue à la foire de Beaucaire et dans tout le Royaume.

L'histoire officielle est connue. Pendant la traversée, plusieurs membres de l'équipage meurent de la fièvre. Un passager d'abord, puis le médecin du bord et ensuite les deux matelots qui l'ont jeté à l'eau. Le capitaine Jean-Baptiste Chataud, futur fusible de l'affaire, s'enferme alors dans sa cabine de poupe du bateau, s'arrête à Livourne pour faire examiner l'équipage. Un médecin n'y voit qu'une fièvre non contagieuse et le Grand Saint Antoine reprend sa route vers Marseille. Théoriquement, il aurait dû s'arrêter sur l'une des îles à l'entrée de la rade, l'île de Jarre, pour y passer un mois de quarantaine avant d'entrer dans le port.

L'île de Jarre est un vaste rocher exposé au vent et au soleil où la marchandise aurait souffert d'être débarquée et étalée. Pourtant, le navire est entré directement dans le port et la marchandise et l'équipage ont été débarqués dans les halles de l'infirmerie, dans le quartier d'Arenc (l'actuel Euroméditerranée) par décision des intendants de santé, eux-mêmes marchands dans le civil.

Etrange et funeste décision. Au bout de quelques jours, un mort, puis deux, puis dix. Des médecins, dépêchés, les inspectent de loin et concluent à une simple infection. Les bubons qui recouvrent leurs corps ne les émeuvent ni ne les alertent.

On veille à calmer la population, rien de grave, braves gens, dormez sans crainte. Un mois plus tard, en juillet, dix morts par jour, puis cinquante, puis cent. Les riches s'enfuient, souvent atteints eux-mêmes, et l'épidémie se répand en Provence. A Paris, le Régent, alerté, sonde son médecin personnel, un certain Chirac, qui ordonne qu'on fasse jouer de la musique dans les rues pour apaiser la population.

A Marseille, les cadavres s'entassent dans les rues, des charniers sont ouverts, les échevins demandent au commandant des galères de leur prêter des forçats pour ramasser les cadavres en échange de leur liberté. Les plus costauds résisteront trois jours. Le premier héros officiel de l'histoire est monseigneur de Belsunce. La légende raconte qu'il est allé au-devant des malades, qu'il les a veillés, a prié et leur a pris la main. En fait, ordre était donné de s'écarter à son passage afin qu'il ne soit pas à son tour infesté pendant ses processions.

En août, Estelle, le premier échevin, s'en mêle, s'active. Il connaît ses torts. Il sait que sa cupidité est à l'origine des 50 000 morts marseillais et des 50 000 morts en Provence. Le Bureau de la Santé, censé protéger depuis quelques années la ville de la peste qui sévit dans tout l'Orient, a été contourné sur son ordre. Mieux encore, le capitaine du bateau, avant d'arriver à Marseille après son arrêt à Livourne, a mouillé discrètement du côté de Toulon et le capitaine Chataud a fait passer un message au maire.

Estelle l'a discrètement rejoint, s'est entretenu avec lui et lui a donné l'ordre de rejoindre le port. Il s'occuperait de lui faire sauter les inspections. Deux mois durant, tous les administrateurs de la ville, les quatre échevins en tête, n'ont eu de cesse de taire la vérité, d'éviter que le mot « peste » soit prononcé trop vite. Estelle fait débarrasser la ville des cadavres mais ne s'enfuit pas, ce qui sauvera sa réputation et celle de l'élite locale.

Plus tard, le Régent l'anoblira eu égard à cette héroïque conduite, mais surtout pour éviter un scandale. On parle encore de concours de circonstances pour expliquer le basculement dans l'enfer de la ville. On met encore sur le compte d'un orage en juillet l'extension de l'épidémie, pourtant, les archives départementales prouvent que les documents officiels du bateau ont été falsifiés après l'épidémie pour cacher le mensonge.

La fortune qu'allait générer la cargaison était un motif suffisant pour raturer quelques papiers, à Marseille comme ailleurs. Le fusible, le capitaine Chataud, finira deux mois plus tard au château d'If, accusé d'être l'initiateur unique de cette catastrophe. Il y est resté trois ans, moins qu'Edmond Dantès, avant d'être innocenté, lui. L'Histoire, si elle n'a pas de coupables à se mettre sous la dent, a besoin de héros. Chataud innocenté, Estelle anobli, Belsunce applaudi, et aussi le chevalier Roze, un élu laïc qui, sur son cheval, a fait enterrer sur place les cadavres de ceux qui tombaient chaque jour par milliers à partir de septembre et encombraient le quartier historique du Vieux-Port. Marseille est pauvre mais son histoire est riche d'événements sombres qui, tous, ont une face cachée.

L'incendie des Nouvelles Galeries sur la Canebière en 1938 n'est pas le fait de deux ouvriers qui ont laissé tomber un mégot un jour de mistral (voir un épisode précédent) et la démolition d'un pan du Vieux-Port par les Allemands en 1943 a eu lieu avec la complicité des administrateurs de la ville, comme l'attestent des documents qui dorment aux archives. La grande peste de 1720 s'enseigne aux petits écoliers marseillais mais pas dans sa totalité. A Marseille, on fait mentir l'actualité, mais aussi l'Histoire.

Par Pierre-Louis Rozynès

Métropole, toi-même !

La loi sur les métropoles est en train de sombrer, coulée par des élus locaux avides de vives-présidences et de ronds-points villageois. Si la France tourne en rond, on sait désormais pourquoi.



Marylise Lebranchu – Ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique

L'Occident européen est en train de plonger dans une révolution post-industrielle qui le renvoie lentement mais sûrement vers le XIXe siècle, le wifi en plus. Evidemment, la France est en tête de ce cortège. Ses élus, écharpe tricolore en bandoulière, guident fièrement le pays vers son avenir. Je ne parle pas du mariage pour tous, qui est un sujet de café du commerce, mais de la loi sur les métropoles, qui n'intéresse pas grand monde, à part ceux qui vivent de la crédulité de leurs électeurs. On les appelle les "élus locaux", adeptes du mieux vaut être roi de son village qu'un numéro à Paris.

On les comprend, Paris n'est plus qu'un musée dont l'exposition permanente de son passé lumineux attire une foule naïve de touristes étrangers et provinciaux dont le nombre ne faiblit pas.

Parfois, les élus locaux montent à Paris, rarement pour travailler mais toujours sur notes de frais. La semaine dernière, les parlementaires provençaux, qui fréquentent peu le Parlement qui les entretient pourtant grassement, ont fait le voyage du Sénat, fagotés comme des santons. Ils s'appellent Povinelli, Joissains, Guérini, Ghali, etc. Ils règnent sur leurs villages respectifs en distribuant des emplois fictifs, des subventions à des associations fictives, commandent des études fictives, mais eux-mêmes n'ont rien de fictif. Remontés comme des coucous suisses, ils sont venus à Paris, où certains d'entre eux ont plus qu'un compte, parce que Paris avait décidé de réunir leurs villages dans un ensemble plus vaste, qu'on appelle métropole.

Quand on règne sur un village, on ne voit jamais plus loin que le dernier rond-point qu'on vient d'inaugurer avec l'argent octroyé discrètement par le conseil général en échange d'un vote opportun. C'est ainsi que l'impayable Guérini règne, malgré ses mises en examen multiples, et achète les voix des maires et conseillers généraux, additionnées aux naturels avantages en nature qu'il leur octroie, additionnés eux-mêmes à ceux qu'ils se distribuent dans leurs petites instances locales.

Car l'idée de réunir quelques compétences entre plusieurs communes, ils sont pour. Ils sont toujours pour la création d'une instance supplémentaire au mille-feuille des collectivités territoriales existantes ; c'est ainsi qu'il y a dans ce département 150 vice-présidents, presque une dizaine d'intercommunalités jamais reliées entre elles par les transports publics et encore moins, on s'en doute, par une ambition commune.

Là est l'enjeu de cette loi sur les métropoles : doter les grandes agglomérations françaises d'une vision un peu plus vaste, on allait dire d'une ambition économique.

A Lyon, Gérard Collomb a devancé l'appel de cette loi il y a plusieurs mois. Il a quasi fusionné le conseil général du Rhône et la communauté urbaine de Lyon ("le Grand Lyon"). Dans un deal très habile, car c'est un politicien retors, il a mis le marché sur la table devant Michel Mercier, président du CG. Il lui a proposé de retourner dans ses terres du Beaujolais, au nord du département, lui bricolant un mini-conseil général campagnard riche de quelques centaines de millions et d'autant de fonctionnaires territoriaux. Il faut dire que l'ancien ministre de la Justice n'avait guère le choix : son bilan révélait un trou d'un milliard, fait pour une moitié d'emprunts toxiques et pour l'autre de surcoût d'un musée jamais fini. La politique n'est que question d'opportunités. Et il a sauté dessus pour accroître son pouvoir et élargir son champ d'action.

Dans son département, Guérini est assez bon à ce jeu mais pour de mauvaises raisons, sur lesquelles il est inutile de revenir. Chéquier en main, il est parvenu à dresser 109 maires sur 119 contre le projet de métropole ; la semaine dernière, c'est lui qui menait la danse au Sénat face à la ministre Lebranchu, essorée par une opposition d'élus de son propre camp.

Piégés par les caméras de Public-Sénat, on a pu voir Guérini très en forme alors qu'il fuit la justice pour raisons médicales, Samia Ghali au pic de sa pensée politique, Roland Povinelli (sénateur-maire d'Allauch) menaçant de mettre le feu comme un supporter aviné et Maryse Joissains, prête à tout pour ne rien partager avec Marseille. Jean-Claude Gaudin, qui est pour la métropole mais veille à ne pas le dire trop fort, n'était pas là, lui qui vit pourtant plus à Paris qu'à Marseille.

Au cours des dernières années, ils n'ont jamais pu mener le moindre projet collectif d'envergure dans leur département, sinon celui-ci, qui les a réunis dans une fusion gauche-droite inédite depuis Pétain. Car le PC (le Parti Clientéliste) a dépassé les clivages nationaux. Une grande politique de petits travaux, voilà son programme, et il est peu probable qu'un changement s'opère. Le Sénat vote en ce moment même cette loi qui pourrait bien n'être pas adoptée.

Pour résumer ce que la métropole pourrait changer, on peut évoquer les transports publics, qui ne transportent personne au-delà du bled d'à côté, ou alors prendre des exemples. Le plus parlant, hors Marseille, pour changer, est celui d'une grande salle de spectacle que voulait construire la mairesse d'Aix-en-Provence sur son sol avec l'argent de son intercommunalité. Aux dizaines de millions nécessaires à sa construction, elle a dû ajouter une autre poignée de millions pour acheter les votes des élus des communes voisines. Ces derniers sont tous arrivés avec des projets inutiles qu'elle a financés sans sourciller et plus encore sans réfléchir à leur utilité.

Et c'est ainsi que les Bouches-du-Rhône sont une succession de ronds-points où l'on tourne en rond. Sauf évidemment à Marseille, où, pour les mêmes raisons, mais à l'envers, on attend depuis trente ans une rocade jugée indispensable en... 1960.

Mais rassurons-nous, la notion délétère d'élus locaux dépasse le cadre provençal puisque les sénateurs ont rejeté en début de semaine les premiers articles du projet de loi qui concernait... Paris.

Par Pierre-Louis Rozynès

Abécédaire des municipales de A comme Andrieux à Z comme Zeribi

Marseille est enceinte. Dans neuf mois, elle aura un maire qui n'aura rien de nouveau, fruit d'une géante partouze dont voici les principaux protagonistes et qui laisse augurer quelques faiblesses génétiques.



ANDRIEUX (SYLVIE)

Condamnée à un an ferme dans une affaire de détournement de subventions il y a un mois, elle est furieuse. Il n'y a pas eu d'enrichissement personnel. L'argent était destiné à des associations relativement bidon montées par des gens très réels, eux, de sa circonscription qui, en échange, étaient appelés à faire voter pour elle leurs proches et les proches de leurs proches. Du clientélisme industriel classique. Depuis cinquante ans, ça se passe comme ça. Tous les élus locaux ou parlementaires le savent et le pratiquent. Même les connaisseurs ont été surpris de la sévérité des juges à son encontre, et les plus avisés il y ont vite lu une vengeance des petits pois sur les politiques.

Pour eux, la fête est finie, ils prendront désormais le maximum. C'est vrai, Sylvie Andrieux, députée socialiste n'a pas détourné d'argent à son profit personnel, mais à son profit professionnel. De toute façon, sa fortune était faite. Elle la tient de son père, sénateur socialiste defferriste (voir épisodes précédents) dont elle a aussi hérité de son fief électoral. A Marseille comme ailleurs, l'héritage politique n'est pas imposable.

Quelques jours avant que ne tombe le verdict du «procès Andrieux», elle s'était fait remarquer au meeting de lancement du candidat le plus guériniste aux municipales, Eugène Caselli, désormais bien ennuyé que son soutien le plus visible soit désormais obligée de raser les murs. Passée aux non inscrits et un jour ou l'autre aux radicaux de gauche, elle ne compte pas en rester là.

La circonscription de Sylvie Andrieux couvre une partie des quartiers nord et elle envisageait de s'y présenter aux municipales en haut de la liste socialiste. L'affaire aurait peu à voir avec les municipales mais ce secteur est le 13-14, qui couvre deux arrondissements des quartiers nord et qui est l'un des deux ou trois secteurs clés des municipales.

13-14

A gauche depuis la nuit des temps, le Front national y gagne des points à chaque scrutin depuis quelques années. L'UMP n'y a jamais fait de gros scores et Claude Bertrand, le cerveau de Gaudin a décidé d'y envoyer un adjoint mal implanté (Richard Miron) car il est ingagnable et quitte à perdre, autant que ça serve. Dans ce secteur historiquement socialiste, qui couvre les 13 et 14 arrondissements, le Front national peut arriver en tête au premier tour, puisque c'est là qu'il grimpe le plus vite depuis le déclenchement de l'affaire Guérini et la vague anti-socialistes. Son candidat, la tête de liste du FN aux municipales, Stéphane Ravier, quadra bon chic, cheveux ras pourrait dépasser la tête de liste socialo-guériniste.

Dans ce secteur historiquement socialiste, qui couvre les 13 et 14 arrondissements, le Front national peut arriver en tête au premier tour, puisque c'est là qu'il grimpe le plus vite depuis le déclenchement de l'affaire Guérini. Son candidat, la tête de liste du FN aux municipales, Stéphane Ravier, quadra bon chic, cheveux ras pourrait dépasser la tête de liste socialiste.

15-16

C'est l'autre secteur des quartiers nord, le sud du port autonome l'Estaque et les collines hérissées de cités des quartiers nord. Le maire est la sénatrice Samia Ghali et le député est Henri Jibrayel. Ils ont en commun d'être socialiste, de se haïr et aussi d'avoir joué eux aussi au jeu désormais dangereux des associations financées pour de mauvaises raisons. Henri Jibrayel est dans le collimateur, et Samia Ghali jure qu'elle est clean.

ASSOULY (AVI)

Jusqu'en juin 2012, c'était une figure locale comme il y en a tant, chroniqueur sportif à la radio. Rescapé de l'effondrement du stade de Furiani en Corse, il raconte en boucle qu'il ne doit d'être encore en vie qu'à Bernard Tapie qui l'a fait rapatrier en avion sur le continent pour le faire soigner. Depuis, il l'appelle «le patron». Son autre patron, c'est Israël.

C'est sa popularité auprès des supporters de l'OM et sa visibilité dans la communauté juive qui ont poussé Marie Arlette Carlotti à le prendre comme suppléant pour les législatives il y a un an. Puisqu'elle est ministre, il siège à l'Assemblée nationale où il nourrit les moqueries télévisuelles anti-marseillaises. Cependant, il a commencé à devenir vraiment drôle le mois dernier lorsqu'il a publiquement annoncé qu'il refusait de soutenir Carlotti aux municipales. Elle voulait utiliser une partie de ses moyens et personnels parlementaires. Assouly n'a pas apprécié. Ils sont brouillés et elle a un adversaire de plus dans son propre camp, du genre incontrôlable et télécommandable. Pour qui fera-t-il campagne ? Le «patron» ne lui a pas encore donné d'instructions.

BERTRAND (CLAUDE)

Jean-Claude Gaudin a deux jambes lourdes sur lesquelles il a du mal à tenir mais il a aussi deux cerveaux, le sien, et celui de Claude Bertrand, son cerbère, son conseiller, son politologue, son antichambre, son fusible judiciaire. Depuis quarante ans, Bertrand occupe le petit bureau à côté du sien et on lui doit les coups les plus tordus, comme l'échec de Renaud Muselier au profit du guérino-socialiste Eugène Caselli à la tête de la communauté urbaine en 2008. Gaudin fera campagne mais c'est Claude Bertrand qui fera la campagne. D'ailleurs il a déjà commencé. Il est tellement craint que personne n'ose le détester publiquement.

BOBOS

On se moque d'eux, mais ils votent. Et sous prétexte qu'ils votent selon leurs goûts de l'instant, on les méprise politiquement. A Marseille, ils sont concentrés sur quelques secteurs du centre ville mais ils représentent 10 à 15 000 électeurs qui voteront anti-gaudin, anti-guéryni, anti-FN. Electorat à prendre, mais par qui ? Les Verts ? Trop mous ou trop compromis. Les mélenchonistes et les néo-communistes ? Trop guérinistes. L'anti-gaudinisme qui montera dans les mois qui viennent les poussera mollement vers la tête de liste guérino-socialiste ou, s'il fait beau, à aller à la pêche.

BLUM (ROLAND)

Aucun lien de parenté avec Léon Blum. Roland Blum est Corse. C'est le premier adjoint de Gaudin et il laissera cette place pour le prochain mandat. Il est également député et avocat d'affaires, spécialisé dans l'immobilier, grosse spécialité marseillaise. Comme parlementaire, il n'a pas été très actif, sauf pour pousser une loi contre les recours de riverains qui pourrissent la vie du BTP en empêchant de construire sans permis ou avec un permis faisandé.

CARLOTTI (MARIE-ARLETTE)

C'est la surprise de 2012. Troisième rôle de la vie politique pendant trente ans, elle est soudain devenue ministre ce qui lui a permis de battre Muselier aux législatives lors de la vague rose post-présidentielle. Depuis, elle se voit maire mais sa pré-campagne patine. Sa notoriété grimpe mais l'étiquette socialiste est devenue un repoussoir. Comme ministre des handicapés, on ne l'a pas entendue sur les problèmes des handicapés à Marseille, où l'être est deux fois plus handicapant qu'ailleurs. Porte parole de Guérini en 2008, elle se drape d'un anti-guérinisme tardif, mais qui ne l'a pas été...

CASELLI (EUGENE)

C'est le moins connu mais le mieux placé de tous les prétendants à la succession de Gaudin. Il a une bonne tête, des cheveux argentés qui rassurent, un accent mais pas trop. C'est le candidat de FO, de Jean Noel Guérini et celui de Gaudin. Ne lui reste plus qu'à être candidat du PS.

Politiquement, il se tient à distance de Guérini pour qui il a « tenu » la fédération du PS, il est l'otage de FO et il a transformé la communauté urbaine en équipe de campagne. S'il ramassait les poubelles aussi vite qu'il tweete, on mangerait sur les trottoirs. La question du financement sur deniers publics de sa pré-campagne se pose autant que celle de ses adversaires. (voir son portrait dans bbdm 1 et 22).

CONSEIL MUNICIPAL

Il y en a le moins possible. La loi l'oblige à 6 conseils par an. Il s'y tient. C'est deux fois moins que Lyon et Paris. C'est dans cet hémicycle souterrain à côté de la mairie, qui porte le nom d'un ancien maire, que sera élu le prochain maire de Marseille et comme il aurait une majorité relative, il va devoir s'allier avec certains de ses adversaires.

Gaudin a d'ores et déjà annoncé, avant même que sa candidature soit officielle, d'ici la fin de l'été, qu'il accepterait de gouverner avec des socialistes, autrement dit avec Caselli, le candidat de la continuité à gauche. Ils ont le même programme : continuer à régner, dans cette médiocrité, cette incompétence et ce mensonge qui caractérisent leurs gestions respectives de la ville et de la communauté urbaine. Mais on n'en n'est pas encore là. A Marseille tout peut arriver. Surtout le pire, malheureusement.

Gaudin règne actuellement avec 53 voix UMP plus UDI sur 101. L'opposition compte un seul élu FN, quelques communistes, des écologistes, des vrais et des faux, et des socialistes qui y ont transporté leurs querelles de pouvoir.

CULTURE

Quand la municipalité Gaudin entendait le mot culture, elle sortait une bonne excuse pour ne pas s'en mêler. Gaudin a laissé les musées et les bibliothèques à FO, qui les a cogérés en veillant à les ouvrir le moins possible et à y placer du personnel dont la seule compétence était d'être syndiqué, c'est à dire payé à faire travailler à leur place ceux qui ne l'étaient pas.

A Marseille plus qu'ailleurs, la culture, c'est l'immobilier et son rythme, l'immobilisme. En 20 ans, elle l'a niée, étouffée, méprisée et c'est le grand paradoxe de cette fin de règne. Elle est revenue par la grande porte, grâce à l'opération « capitale culturelle européenne », grâce à Bruxelles, Paris et la région Paca, principaux co-financeurs des grands chantiers très réussis qui ont changé une partie de la ville, les musées et le

réaménagement du vieux port. Désormais, les cinémas et les librairies sont à Aix, mais il y a un musée national sur le plus beau site du monde, inauguré dix fois en six mois. Gaudin en chantre culturel... c'est ça le talent politique. Tout est une histoire de sens du timing et de sens de la récupération.

DAUPHIN

Durant ses trois premiers mandats, de 1995 à 2012, Gaudin n'en n'a eu qu'un, Renaud Muselier, et depuis que celui-ci a pris du champ, Gaudin est entouré d'un banc de dauphins à qui il a promis le poste de premier adjoint. Dominique Tian, Yves Moraine, Martine Vassal, Anne-Laure Caradec, Bruno Gilles... Faites vos jeux.

FO

Cogestionnaire de la ville, ce syndicat est né en 1947 en partie à Marseille pour contrer l'hégémonie de la CGT. Depuis, FO règne à la mairie et à la communauté urbaine. La lâcheté des élus à leur égard fait qu'on leur doit les dysfonctionnements majeurs et les inflations d'effectifs. Seul Patrick Mennucci a osé critiquer cette mainmise mais ce sont des milliers de voix qui voteront massivement contre lui et contribueront peut-être à l'éliminer des primaires.

GAUDIN (JEAN-CLAUDE)

Gaudinosaurus phoceus, ancien et futur maire de Marseille. Conseiller municipal depuis le milieu des années soixante, parlementaire depuis 1978, maire depuis 1995, sénateur des Bouches-du-Rhône, vice-président du Sénat, président du groupe UMP au Sénat, vice-président, depuis mai 2003 : président de la fédération UMP des Bouches-du-Rhône, ancien président de la commission nationale d'investiture de l'UMP, vice-président de l'UMP, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier des Palmes académiques, Grand officier de l'ordre du Mérite de la République italienne, Officier de l'ordre national de la République de Côte d'Ivoire, Commandeur de l'ordre de Saint-Charles (Principauté de Monaco), Grand officier de l'ordre de Wissan Al Alaoui (Royaume du Maroc), Commandeur de l'ordre de Saint-Grégoire-le-Grand (Saint-Siège), Commandeur de l'ordre de Malte, Grand-croix du Mérite de l'ordre équestre du Saint-Sépulcre de Jérusalem, Commandeur de l'ordre national du mérite du Sénégal, Président d'honneur et membre du bureau de l'Association des maires des Bouches-du-Rhône (depuis 1995), Docteur honoris causa de l'université de médecine d'Erevan (Arménie), Membre de l'Académie des Sciences, Lettres et Arts de Marseille (Classe des Beaux-Arts), ses opposants à gauche sont tellement faibles qu'il est favori, surtout si Renaud Muselier le fait gagner une quatrième fois.

GHALI (SAMIA)

C'est, avec Marie-Arlette Carlotti, la surprise de 2012, la hargne, la volonté et l'ambition en plus. Elle est candidate aux primaires et sa notoriété s'envole depuis qu'elle a réclamé l'armée dans les cités, ce qui a fait d'elle une cliente des plateaux télé. Sénatrice, grande gueule, brouillée avec personne, elle a le soutien discret des frères Guérini, Tapie l'a publiquement adoubée. Même Claude Bertrand lui voit de l'avenir. Il voit en elle une machine à perdre pour la gauche si elle gagne les primaires. Promise au poste de première adjointe par Guérini en 2008, elle se vendra chère cette fois-ci aussi.

Si elle ne gagne pas les primaires, ce qui est très possible, elle sera colistière du vainqueur, comme en 2008 quand les Guérini l'avaient choisi in extremis en pleine vague élus issus des minorités comme on dit. Elle avait dû se battre pour être en haut de l'affiche et elle avait montré qu'elle tenait son fief, et qu'il valait mieux l'avoir avec soi pour avoir une chance électorale d'être élu. Elle a fait du chemin. Elle pèse toujours aussi lourd en voix mais elle porte au delà des quartiers nord. Elle pèse également lourd médiatiquement. C'est la bonne cliente marseillaise des médias. On se l'arrache sur les plateaux télé mais elle n'a rien de concret ni de structuré à proposer.

Elle vient de publier, sous sa signature en tout cas, son autobiographie, un brun romanesque, d'enfant des quartiers nord devenue sénatrice à force de courage.

GILLES (BRUNO)

De lui, Renaud Muselier dit «c'est mon frère» . C'est le maire du 3ème secteur l'a fait sénateur et il se présentera vraisemblablement dans l'un des secteurs clé, face à Marie Arlette Carlotti. Tirailé entre Gaudin et Muselier, il contribuera peut-être à faire rentrer son «frère» dans le rang et ensemble, ils feront une nouvelle fois gagner Gaudin qui sera une fois de plus obligé de les en remercier.

GUERINI (FRERES)

Ils suivent la campagne sur le banc de touche, eux qui ont failli gagner en 2008. Ils oeuvrent pour faire perdre Carlotti et Mennucci, qu'ils détestent, et aideront Samia Ghali et Eugène Caselli. Leur rôle pendant les primaires sera aussi occulte qu'efficace. Ils actionneront leurs réseaux toujours actifs sur le terrain pour aider quelques candidats à trouver els parrainages nécessaires pour y participer, et puis ils les feront voter contre Mennucci et Carlotti en premier lieu. Ensuite, ils choisiront de faire perdre ou gagner les survivants.

JIBRAYEL (HENRI)

Député des quartiers nord (l'Estaque et les cités qui la surplombent), il déteste Samia Ghali. Il s'est présenté aux primaires mais la faiblesse de l'engouement qu'il suscite hors de son quartier, qu'il tient à coup de subventions dites «à la marseillaise», le poussera à se rallier au plus offrant si la justice ne le rattrape pas d'ici là, car c'est un élu en sursis. Récemment épinglé dans une affaire de financement d'association, il se battra pour ne pas être traité en paria.

NARDUCCI (LISETTE)

Mairesse du 2-3 (le Panier et le quartier Euroméditerranée). Placée là par Guérini, dont c'est le fief historique, hérité de son oncle, elle est passée aux Radicaux de Gauche aux dernières législatives pour tenter de faire perdre Mennucci et tentera de rester tête de liste dans son secteur. Elle ne repose que sur les réseaux corses et FO et la médiocrité de sa gestion lui coutera les voix des bobos. Sa chance, c'est que l'UMP a laissé ce secteur au PS depuis des lustres.

MASSE (CHRISTOPHE)

La famille Masse n'a qu'un métier : tenir un quartier. Defferriste sous Defferre, ils sont massistes depuis. Christophe Masse est l'héritier en date et s'il perd les élections avec efficacité, il gagne des postes avec assurance. Placé à la tête de l'organisme de logement du département (13 Habitat) social par Guérini, il lorgne sur la présidence du Conseil général et l'an dernier, il a éjecté Patrick Mennucci de la présidence du groupe socialiste au conseil municipal à son profit, prétextant qu'il était candidat et que c'était incompatible. Et c'est ainsi qu'il est candidat lui-même aux primaires. Il l'annoncera vraisemblablement la semaine prochaine.

A Marseille, à gauche, il n'y a pas de chefs, il n'y a que des chefs de clans et de quartiers.

MENSONGE

C'est la spécialité de Gaudin. Il fait mentir les chiffres, les tord pour leur faire dire que tout va bien, que le tourisme s'envole, qu'il est à l'origine de tout ça. La campagne sera une campagne de petits coups bas et de gros mensonges. Mais les dénoncer ne servira à rien, ici, l'argument n'a pas de poids, le mensonge est une première langue.

MIGNARD (JEAN-PIERRE)

Avocat parisien réputé proche de Hollande, il chapeaute la surveillance de la bonne tenue des primaires du PS sans trop se mouiller et se présentera lui-même peut-être quelque part, au milieu d'une liste, s'il décide de passer de l'observation à l'action afin d'être élu au conseil municipal. Selon la tournure que prendront les événements il sortira ou non du bois.

MORAINE (YVES)

C'est le chouchou en date de Gaudin. Avocat dans un cabinet d'affaires très introduit, membre du conseil municipal, les cheveux plaqués, il parle fort et l'agressivité qui font l'habit de l'élite locale, il se voit déjà monter d'un cran en cas de victoire de Gaudin. Premier adjoint, député, sénateur...

MENNUCCI (PATRICK)

C'était le candidat le plus redouté de Gaudin parce qu'il sait qu'il lui ressemble : la même carrure et rondeur physique, le même accent, la même facilité à la réplique verbale, à tel point qu'on croirait que c'est son propre fils caché. Non, Mennucci n'est pas le fils Gaudin mais il a grandi depuis son enfance dans le sérail, sur les genoux d'Antoine Andrieux (voir Sylvie Andrieux). Le problème de Mennucci a longtemps été le courage. Physiquement il en impose mais politiquement, moins, malgré les gardes du corps du avec lesquels il adore s'afficher. Il n'a jamais fait preuve d'une témérité politique étincelante mais depuis qu'il est le maire de l'hyper centre-ville, il a découvert les problèmes de l'électorat et structuré ses argumentaires.

On le donne perdant depuis des mois mais il y a tellement de candidats aux primaires, et tellement plus faibles que lui que désormais, sa cote remonte. Lui reste un problème de taille : les gagner face aux bourreurs de ceux qui ne lui veulent pas du bien.

MUSELIER (RENAUD)

Dauphin de Gaudin pendant deux mandats et demi, chevalier blanc de l'anti-guérinisme depuis trois ans, ancien ministre, il a tout pour plaire et donc pour déplaire. Battu l'an dernier aux législatives, il a annoncé qu'il quittait la vie politique mais il semble vouloir revenir sur de nouvelles bases. Gaudin le presse de retrouver sa place dans sa famille mais il n'a plus confiance en lui. Sarkozy lui conseille la même chose et lui, il l'écoute.

Reviendra ? Reviendra pas ? Les paris sont ouverts. Ses envies de bâtir une liste avec Michel Pezet et Laurence Vichnievski sont séduisantes mais n'ont pas suscité l'engouement espéré. Tout le monde a trop à perdre à vouloir sauver Marseille de ses diverses mafias. On a du mal à croire qu'il résistera aux sirènes de la victoire. S'il opère bien son retour sur le théâtre des opérations, il peut espérer enfin succéder à Gaudin.

PEZET (MICHEL)

Son cabinet d'avocat tourne à plein régime mais il lorgne sur le fauteuil de président du Conseil général si Guérini était contraint à la démission. Face à lui, il aurait Christophe Masse, un candidat guérino-clientéliste qui sait offrir à ses électeurs ce qu'ils veulent.

Aux municipales, Pezet, conseiller général du 13-14, le secteur de Sylvie Andrieux, n'a pas encore décidé s'il replongeait. Aujourd'hui âgé de 70 ans, il peut encore prétendre à un rôle de Gorbatchev marseillais. Il boycotte la fédération du PS mais dispose de relations solides à droite comme à gauche. Il est sollicité par Renaud Muselier pour monter une liste transversale avec la juge Laurence Vichnievsky. Ses sorties dans les médias autour du thème «sauver Marseille» sont appréciées mais le passage à l'acte est difficile.

PRIMAIRES

Le PS et ses alliés passeront par ces fourches caudines pour déterminer leur candidat. C'est une machine à perdre qui compte une bonne dizaine de prétendants qui courent tous après les parrainages : Eugene Caselli,

Marie-Arlette Carlotti, Patrick Mennucci, Samia Ghali, Hacène Boukhelifa, Pierre Alain Cardonna, Christophe Masse, Karim Zeribi... Futur scandale en perspective qui fera le jeu de la droite et de l'extrême droite.

RADICAUX DE GAUCHE

C'est l'étiquette des exclus du PS ou de ceux qui s'en vient refuser l'investiture. Tapie, Narducci, et bientôt Guérini. Le patron local s'appelle Michel Dary et il est aussi discret qu'efficace.

SOLFERINO

Bataille gagnée par un empereur corse. Adresse d'un parti politique ridiculisé par un autre corse quelques siècles plus tard.

TAPIE (BERNARD)

Il a en ce moment d'autres chats à fouetter. Il se bat pour garder son magot mais chaque jour, il est dans les médias pour dire tout et n'importe quoi, à condition qu'il y passe. Il sera le premier commentateur des municipales qu'il transformera en reality show, distribuant les bons et les mauvais points. Il ne mènera pas de liste et son seul objectif est de faire perdre Mennucci.

TEISSIER (GUY)

C'est le seul candidat qui veuille ouvertement la place de Gaudin à droite. Très à droite, même. Membre actif de la droite dure de l'UMP, il est député-maire du secteur 9-10, la pointe sud des quartiers sud, qui compte des cités, la Pointe Rouge, et des embouteillages. Il a plutôt courageusement bataillé pour que le Parc des Calanques se fasse, il a une image de dur mais jusqu'ici, à part une sortie sur les Roms (« qui vivent de vol et de rapine ») qui ne lui coûtera aucun électeur, bien au contraire, il est resté très discret. Tant que Gaudin n'a pas annoncé sa candidature, il est condamné à communiquer à fleuret moucheté pour indiquer à Gaudin qu'il faudra compter avec lui. Mais que peut lui promettre Gaudin ? Le poste de premier adjoint ? Les promesses n'engagent personne.

TIAN (DOMINIQUE)

C'est le député régatier, candidat dans le secteur 1-7, l'hyper centre ville (la Canebière, la gare, le Vieux Port, Endoume) qui est le fief que Mennucci a arraché à la droite en 2008. Confortablement élu dans les quartiers Sud bourgeois (le secteur des 6 et 8ème arrondissements), il a choisi de se battre contre Mennucci qui part avec l'avantage du sortant qui n'a pas démerité, mais Tian bénéficiera d'urnes pleines de voix des réseaux Tapie, Gaudin, Guérini, Masse, etc, dans son propre secteur.

VICHNIEVSKY (LAURENCE)

Georges Marchais, Loïck Le Floch Prigent, Robert Hue, Roland Dumas, la liste des personnalités mises en examen par la juge Vichniewsky ressemble à un extrait du Who's Who. Rien que pour cela, on lui pardonnerait presque d'avoir classé sans suite l'affaire Boulin. Parachutée à Marseille en 2010 comme tête de liste EELV aux élections régionales, elle a contribué à l'échec de Christophe Masse aux élections législatives de 2012 en refusant de lui apporter son soutien au second tour après qu'il ait lui-même refusé de prendre ses distances avec Jean-Noël Guérini.

Une pareille image d'intégrité vaut évidemment de l'or et ce n'est donc pas pour sa capacité à serrer des louches que bon nombre des candidats aux municipales rêvent en secret de l'avoir sur leur liste, mais en guise de gage de bonne conduite. Une juge anti-corruption sur une liste, ça lave et en plus, elle est juge à Paris, et à Marseille elle hésite entre y couler d'heureux week-end ou s'y investir. Elle se verrait bien députée européenne, mais elle est en quasi rupture de banc chez les Verts locaux.

ZERIBI (KARIM)

Un cas intéressant. Une carrière d'apparatchik modèle. Salarié de la SNCF, jusqu'il y a peu, cumulard (député européen, conseiller municipal, conseiller communautaire, président honorifique de la RTM, commentateur sur RMC), il a tout fait pour se faire bien voir de Jean-Noel et Alexandre Guérini sous leur règne, il s'est posé chez les Verts, il a fait le meilleur score écolo aux dernières législatives (20%) mais le problème, c'est qu'il n'est pas vert. Il voulait partir aux primaires sous l'étiquette écologiste mais la fédération locale le rejette et l'en empêche. Ici ou là, il sera candidat et se ralliera à l'un ou l'autre en échange d'un poste supplémentaire.

Par Pierre-Louis Rozynès Publié le [13/06/2013](#)

Marseille vue de Londres

Dans le dernier chapitre de « Marseille, porte du Sud », écrit en 1927, Albert Londres avait pressenti que quelque chose ne tournait pas rond.



Si j'avais été un inspecteur des travaux publics, je vous aurais montré des usines électriques puissantes comme la foudre, des châteaux d'eau géants, un escalier issu d'un contre féérique et qui fait penser que désormais les larges paquebots ne déposeront plus leurs passagers au port, mais les amèneront, grâce à une crémaillère, jusque sur la colline de la gare Saint-Charles... Si j'avais été métreur, j'eusse mesuré à votre intention le port, les bassins, les canaux, les docks et le nez de tous les brasseurs d'affaires.

Si j'avais été un homme sérieux, je me serais rendu à la chambre de commerce. Là, j'aurais prié son président de bien vouloir me faire copier par sa plus jolie dactylo les statistiques des dix dernières années et, sans pitié, je vous eusse administré ces chiffres recommandés pour la clarté des débats et les indigestions.

Si j'avais été homme de lettres, j'aurais essayé d'être... peintre ; je vous aurais décrit, pensant bien que cela n'avait encore jamais été fait, les pompes du soleil quand le soleil, pour se coucher, descend du pont transbordeur. Je vous aurais payé, parce que cela ne coûte pas cher, le funiculaire qui monte à Notre-Dame-de-la-Garde et, ensemble, nous eussions contemplé la grande ville "couchée à nos pieds".

Je vous aurais conté, les larmes aux yeux, comment l'on venait d'abattre, pour faire place à un sale tramway, quatre-vingt-dix-sept des plus vieux platanes des allées de Meillan, et j'eusse profité de l'occasion pour envoyer au conseil municipal une philippique de derrière les fagots, philippique qui, je crois, eût été d'autant plus inutile que les arbres étaient déjà par terre.

Si j'avais été un économiste distingué... alors, si j'avais été cet économiste-là, je vous aurais parlé du port de Caronte et du tunnel du Rove – sept kilomètres percés dans le roc, du tunnel du Rove qui relie la Méditerranée à l'étang de Berre et qui, faisant cela, relie Marseille au Rhône, c'est-à-dire à la Suisse, à l'Allemagne et, que sais-je ? Au Danemark, peut-être ? Si bien que, tout en restant porte du Sud, Marseille est maintenant porte du Nord.

Si j'avais été un citoyen courageux, je vous aurais parlé de Marseille marseillais. Mais, devant m'embarquer prochainement, j'ai eu peur pour mes côtes. Je l'ai bien senti le jour où je n'ai compté que dix-huit maisons sur la Canebière. Il y en a dix-neuf et demie. Qu'il est difficile de se faire entendre ! Il s'agissait bien de tout cela !

Les Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie, le Japon, voyez leur effort ! Chaque année ils lancent de nouveaux courriers sur les mers. Certains de comprendre l'époque qui vient, ces pays sortent de chez eux.

Les enfants des écoles sont conduits dans les grands ports et confrontés avec l'horizon. Et chez nous ? Chez nous on ne veut connaître la mer que pour y prendre des bains. Nos compatriotes calmés ne cherchent pas des bateaux, sur un rivage, mais des casinos. L'hiver, on part pour la Côte d'Azur. Mais qui s'arrête à Marseille ? Le plus beau port de France, cela n'intéresse personne. Parlez-nous d'aller suivre une partie de tennis sur un court de Cannes !

L'ignorance des Français sur les choses de la mer est considérable. Quand par hasard un romancier écrit sur le sujet, il doit expliquer tous les mots du vocabulaire marin. Le dernier des boys de Londres en sait davantage que nos jeunes gens diplômés.

Il est des personnes qui, depuis trente ans, ont dépassé l'âge de raison et qui me demandent encore si les bateaux marchent la nuit. J'exagère ? Si peu ! Qu'un pays soit à dix jours de nos côtes, aussitôt plus personne ne sait si le pays est en Asie, en Afrique ou en Amérique. Donnons l'ordre à cent étudiants de partir sans délai pour les Grandes Comores, et nous en verrons cinquante aller prendre le train à la gare Montparnasse ! Sommes-nous donc une nation enfermée dans ses montagnes ? La France a une vue magnifique sur tout le reste du monde. Mais nous regardons pousser nos betteraves !

L'Anglais se sent grand et marche comme s'il était l'envoyé spécial de Dieu sur la terre parce qu'il porte son regard au-delà de son île. Au-delà de nos côtes, nous possédons le deuxième empire de la terre. On ne s'en douterait pas !

De même que, chaque année, et sans que l'on sache pourquoi, une chanson populaire fait les beaux jours des trottoirs, de temps en temps une formule qui semble impérative court les villes de la France. La plus vieille est celle-ci : "Nous ne sommes pas assez nombreux pour nous disperser par le monde."

Et les Anglais, combien sont-ils ? Le peuple qui, désormais, vivra cloîtré entre ses frontières périra d'anémie. La France choisira-t-elle l'heure où chaque nation qui compte joue de l'étrave sur les océans pour ramener ses voiles et replier ses tentes ? Allez à Marseille. Marseille vous répondra.

Cette ville est une leçon. L'indifférence coupable des contemporains ne la désarme pas. Attentive, elle écoute la voix du vaste monde et, forte de son expérience, elle engage, en notre nom, la conversation avec la terre entière. Un oriflamme claquant au vent sur l'infini de l'horizon, voilà Marseille. Elle double son port d'un arrière-port. Ses Compagnies de navigation lancent chaque année des paquebots plus beaux que des châteaux.

Les autres grandes nations font cependant davantage. Aidons Marseille dans sa montée. Toute l'Italie est derrière Gênes pour le pousser. La France ne connaît de Marseille que Marius et le mistral...

Il est un phare à deux milles de la côte. Tous les soirs, on le voit qui balaye de sa lumière et la large et la rive. Ce phare est illustre dans le monde ; il s'appelle le Planier. Quelle que soit l'heure où vous le regardez, dites-vous qu'à cet instant on parle de lui sur toutes les mers et sous toutes les constellations. Quand on n'en parle pas, on y pense. Mais si le Planier ramène au pays, il préside aussi au départ.

Faites le voyage de Marseille, jeunes gens de France ; vous irez voir le phare. Il vous montrera un grand chemin que, sans doute, vous ne soupçonnez pas, et peut-être alors comprendrez-vous ?

"Marseille, Porte du sud" (1927), Albert Londres.

Publié le [03/07/2013](#)

Episode 28

En attendant Gaudin

L'autre jour, en attendant Gaudin qui voulait me rencontrer, j'ai eu un coup de fil de Mennucci, qui voulait me rencontrer aussi.



Le hasard a donc voulu, et il ne m'en a guère laissé le choix, que je me retrouve le même jour pour la première fois les yeux dans les yeux avec Jean- Claude Gaudin et Patrick Mennucci. Ils sont en campagne électorale. Gaudin veut rempiler pour un quatrième mandat, Mennucci est son principal opposant et moi je m'occupe en regardant tout ça se dérouler.

Seul Gaudin était prévu au programme, ce jour-là, mais dix minutes avant d'arriver dans ce restaurant parisien pour voir Gaudinosaurus Phoceus de près, peut-être même le toucher, Mennucci téléphone. Il y a un mois, c'était pour se plaindre de passer pour un clown et une brute, maintenant, c'est pour me remercier d'avoir écrit qu'il était le meilleur porte-voix contre Gaudin, mais pas le meilleur candidat pour le terrasser.

D'ailleurs, qui pourrait le terrasser ? Ce n'est pas la version vieux et fatigué que j'ai eue devant moi. J'ai eu le Gaudin en tournée. Je n'étais pas là pour parler, juste pour regarder et écouter.

Il fera les questions et les réponses. C'est comme si l'acteur principal que j'avait dit mourant m'avait convié dans sa loge avant la bataille du dernier acte pour mettre une tête sur un nom qui ne lui voulait pas du bien et lui prouver le contraire. Il ne l'a certainement pas fait de gaieté de coeur. Il n'aime ni les journalistes, ni les juges.

Il n'aime que les bonnes nouvelles. Et en ce moment, il est de bonne humeur, il les accumule. Il inaugure à tour de bras, la ville s'aime comme pour la première fois et c'est lui qui tient la chandelle. Cette opération Capitale culturelle est un succès et il va en faire son décor de campagne. Mais il n'aimerait pas qu'on lui gâche la fête.

A peine assis, Gaudin ne m'a pas flatté, il m'a juste averti : *“Vos articles me font parfois bondir, mais ce qui vous sauve c'est qu'ils sont drôles, même si vous êtes injuste avec moi.”* Je lui fais une réponse toute faite : *“Parce que vous êtes un cas compliqué.”* Je n'ai pas le temps de finir ma phrase, il a embrayé.

“Comment ça, compliqué ? C'est très simple, je n'ai fait qu'une seule chose dans ma vie, c'est de la politique, il n'y a pas plus simple.” Et il commence à dérouler sa carrière. Henri Bergasse, Germaine Poinseau-Chapuis, Mazargues, sa mère, son père, ses débuts au conseil municipal en 65, Defferre qui l'enrôle, Charles Emile Loo qu'il bat en 78 et rebat en 81, l'UDF, porte-parole du groupe en 81, Méhaignerie, Jacques Bonnet, Mitrand...

Et puis brutalement, il me dit : *“En fait c’est pour ça que j’ai de l’affection pour Jean-Noël Guérini, parce qu’il est comme moi, il a commencé au bas de l’échelle et il est monté. Ensuite, le reste, son frère, les affaires, c’est autre chose”*.

Je lui rappelle quand même que Guérini a hérité de tout, de son canton, de l’Opac, qu’il a juste pris l’ascenseur corse. Il admet et il ajoute : *“Moi en tout cas je n’aurais eu aucune affaire durant mes mandats, rien. Pas un élu mis en cause, pas un fonctionnaire.”* C’est l’un des axes de sa future campagne : votez propre, votez Gaudin. Il sait que l’anti-affairisme est un argument de vente politique en ce moment, et à Marseille plus qu’ailleurs. Mais il sait aussi qu’il ne faut pas trop jouer à ce jeu-là.

Pendant qu’il m’explique comment il veille à tout, je pense à toutes ces affaires auxquelles il a survécu. Les marchés publics des lycées de la Semader, les frères Saincené, retrouvés suicidés dans leur garage, Edmond Goubert, le parrain disparu sur le port, et je pense aussi à l’incinérateur, celui qui est à l’origine de l’affaire Guérini. Le juge est enfin remonté aux sources. Et là, c’est sa gestion passée à la tête de la communauté urbaine qui est visée. Si je mets l’incinérateur sur la table, je gâche le repas.

Il a choisi un bouchon, avec des nappes et des serviettes à carreaux, derrière les Invalides. C’est un habitué. Fidèle à sa légende, c’est un ogre qui fait semblant de surveiller sa ligne. De son poids à son âge il n’y a qu’un pas. Il évoque le sujet tout seul. C’est le seul point épineux de sa campagne, alors il le traite d’emblée pour l’évacuer.

Evidemment qu’il est candidat. Il l’est encore officieusement pour ne pas partir trop tôt, mais l’affaire est faite. Il se présente contre celui que le PS voudra bien choisir, et il compte n’en faire qu’une bouchée. *“J’attends encore quelques réponses, quelques vérifications. J’ai commandé un sondage qui va nous permettre d’y voir clair, j’aurai les résultats la semaine prochaine. Nous avons fait sonder la notoriété de tous nos candidats et aussi les intentions de vote devant les principaux candidats à la primaire socialiste.”*

En clair, il va mesurer ses chances et sa popularité, celles de Renaud Muselier, de Guy Teissier et tenter d’y voir clair dans son propre camp autant que parmi les candidats aux primaires socialistes. Le genre de sondage à lire à la loupe dont ne sortiront dans la presse que les chiffres les plus favorables. Mais la principale inconnue, que ce sondage livrera peut-être, c’est la vague anti-Gaudin. Faible ou forte, elle se formera autour de son âge, de sa durée, de son immobilisme.

Je lui demande pourquoi il ne se présente pas en vieux sage à la présidence de la métropole, là où se concentrent l’enjeu et le pouvoir désormais, en laissant la mairie de Marseille à Renaud Muselier.

Je ne me souviens pas exactement de sa réponse, mais elle signifiait sèchement qu’il n’avait pas l’intention de lâcher le fauteuil de maire pour un nid d’emmerdements. La métropole, il était pour, mais de là à s’y perdre... Il aime trop égrener les maires de Marseille pour n’avoir pas envie d’ajouter un nom après le sien. Il se dit certainement qu’il n’y survivrait pas.

Il vit pourtant peu à Marseille. Sa maison de Mazargues deviendra certainement un musée. C’est pour la façade pagnolesque, dont il avoue beaucoup jouer quand c’est nécessaire. *“J’ai ma maison de Saint-Zacharie, la seule chose que je possède.”* Il sait qu’on le titille là-dessus mais il a publié son patrimoine sans sourciller. Entre l’UMP, le Sénat à Paris et Saint-Zacharie, il reste peu de temps pour Marseille.

Tapie vient sur la table, entre la poularde et les morilles. Il pense que l’affaire actuelle (l’arbitrage) va *“faire pschitt”* et lâche que *“plus Tapie se tient loin de Marseille, mieux c’est”*.

Gaudin explique qu’il fera donc campagne en faisant monter au front ses généraux, une brochette d’adjoints quadras et quinquas dont aucun n’a la stature pour lui succéder mais qui sont juste là pour faire jeune. Parmi eux, il rend un hommage tellement appuyé à Yves Moraine qu’il me fait sursauter. Abraracourcix m’explique que le meilleur du village est Iznogoud.

D’un certain point de vue, que Gaudin voie dans ce jeune avocat d’affaires bling-bling le meilleur de son écurie personnelle et qu’il le propulse en avant, c’est bon pour le côté narratif des choses.

D’un point de vue plus altruiste, ça montre plus tristement la faiblesse de son héritage politique et l’état d’endogamie et de mélange des genres dans lequel baigne la vie politique marseillaise. Mais heureusement, comme les éléphants ne font pas des dauphins, l’avenir d’Yves Moraine n’est pas tracé.

Le soir même, dîner avec Mennucci qui a le talent pour se glisser partout. Il voulait me voir, je lui ai dit ok, mais aujourd’hui. Nous avons convenu de nous retrouver à l’Assemblée nationale. Député depuis un an, il a

beaucoup de traits communs avec Gaudin. Lui aussi ne vit que pour la politique et maintenant, il peut même en vivre correctement.

Mennucci, contrairement à Gaudin, fait plus parler de lui par ce qui lui arrive que par ce qu'il dit, en ce moment. Pourtant, il dit de moins en moins de bêtises. Il a appris à se retenir. C'est une vedette d'Internet. Quand il ne perd pas un procès gagné d'avance contre Tapie qui l'avait traité "*d'âne bête du Sud*", il se fait voler sa voiture de fonction avec les clés dessus, et elle est retrouvée brûlée après un braquage.

En l'attendant, dans le hall du 101, je vois passer Dominique Tian, habillé en yachtman. Ne lui manque que la barre de son voilier sous le bras. A l'Assemblée, on l'appelle le régatier. A Marseille il est candidat aux municipales dans le centre-ville contre Mennucci. Gaudin l'aime bien, mais Gaudin n'aime bien que les gens dont il n'a pas à se méfier.

Mennucci arrive. Il est pendu au téléphone à cause d'une pollution à la plage des Catalans. La plage a été fermée en urgence. Les Catalans, c'est un sujet sensible. Cet été, la plage est prise d'assaut, les agressions se multiplient, et on apprend que le célèbre Cercle des Nageurs, la piscine des riches, déverse ses saletés sur la plage des pauvres. Le genre d'affaire symbolique qui risque d'attirer les télévisions. Gaudin déteste, Mennucci adore. Et surtout il en a besoin en ce moment.

Mennucci ne parvient pas à se dégager de ses adversaires. En octobre, c'est par un vote public qu'on connaîtra le candidat PS. Chaque candidat a besoin de trouver entre 2 000 et 4 000 votants le jour du premier tour. Le vainqueur, si son score est élevé, remporte la manche et évite le second tour si ses adversaires se rallient.

A ce jeu, Mennucci est le moins bien placé. Il risque de sortir derrière la ministre Carlotti, peut-être même Samia Ghali, la sénatrice qui veut envoyer l'armée, et aussi derrière le président de la communauté urbaine Eugène Caselli qui met tous les moyens institutionnels dont il dispose au service de sa campagne. Et même peut-être derrière Christophe Masse, ce qui serait la honte.

A table, pendant que Mennucci m'explique qu'il peut gagner les primaires et qu'ensuite, il peut faire plier Force Ouvrière, le syndicat-mafia qui bloque la ville, je me demande à quel moment Hollande l'appellera pour le contraindre à se rallier à la ministre Carlotti. Au jeu des ralliements, ceux qui se rallient les derniers sont les moins bien servis.

A Marseille on ment beaucoup et à force de mentir, on finit par se mentir à soi-même. Gaudin sortira vainqueur de son sondage, Mennucci sera vaincu aux primaires mais ils s'affronteront aux municipales. C'est le seul qui ait de la voix et sans porte-voix, une manif de mécontents, c'est une procession.

Marseille corrompue, mais Marseille repue

Heureusement, le million de touristes venus visiter le Mucem ne vote pas. Il marche, il mange, il boit et il repart. En groupe, comme les ministres...



Jean-Marc Ayrault & Jean-Claude Gaudin

L'an dernier, même jour même heure ou presque, une bordée de ministres furent envoyés en urgence à Marseille après une rafale de règlements de comptes estivaux. Un an plus tard, la même scène s'est déroulée au ministre près, qui justifie un comparatif dont on s'empare avec joie et facilité. En un an, qu'est-ce qui a changé, vraiment changé ? Tout et rien, évidemment.

Gaudin n'était pas en ville ce jour-là. Les chaînes d'infos tournaient en boucle sur une rafale de meurtres et ses adjoints faisaient office de porte-parole, ou plutôt de bouche-trous. Ses porte-parole de maire sont d'ailleurs ses porte-parole de campagne. Car elle a commencé, la campagne. Gaudin n'était pas là, mais ses adjoints relayaient le message : l'insécurité, c'est du domaine de la police nationale. Circulez, il n'y a rien à voir de notre côté. Après la guerre des gangs, la guerre des polices. Mais rassurez-vous, ce n'est qu'une guerre de chiffres.

D'ailleurs, Marseille n'est plus que chiffres. Elle a toujours été plus chiffres que lettres. Meurtres en hausse, tourisme en hausse. Enfin de la croissance. Tous les indicateurs sont enfin au vert. Ça tombe bien, il fera campagne sur une ville qui bouge. Mais comment une ville incapable de se transporter en commun peut-elle bouger ? Comment une ville qui s'arrête à neuf heures peut-elle bouger ?

Ce sont surtout les touristes qui bougent. Ça bouge, un million de touristes. Ça marche, ça boit, ça mange, et ça repart. Le jour, les touristes font la queue, cherchent leur direction, se perdent. Le soir venu, pour ceux qui restent, ils marchent parce qu'ils n'ont pas le choix. Ils sont devenus un enjeu commercial et politique. Mais heureusement, ils paient pour voir et ils ne restent pas. Ils ne votent pas non plus. C'est tout bénéf. Marseille vient de se découvrir un nouveau business. Le mot tourisme accouplé à Marseille, c'est nouveau.

Et c'est déjà un filon. Le Figaro racontait la semaine dernière que des touristes américains se faisaient escorter par des policiers pour visiter la ville. Scandale. Tout le monde dément l'information. La Provence parle de bidonnage sans prononcer le mot. Gaudin est furieux. Le Figaro, la famille... Les touristes accourent au milieu des faits divers. Mais les faits divers sont dans les médias, pas dans les rues. Le monde entier afflue, les chiffres de fréquentation ont explosé. Bientôt on visitera les quartiers Nord en bus, commentés en deux langues.

Brutalement, cette année, un million de gens sont venus et ont été éblouis par le diamant. Alors, Marseille, elle repousse ou elle attire ? Ils ne savent plus et du coup, les médias ne savent plus non plus. C'est bon signe. Son mystère s'épaissit. Et le mystère, c'est bon pour nos affaires. Print the legend.

Cet été tient en deux chiffres : ceux de fréquentation du Mucem qui sont deux fois plus importants que prévu et le nombre de policiers nationaux et municipaux qui sont deux fois moins importants que nécessaire. C'est d'ailleurs normal, puisque les deux têtes qui émergent sont celle de Rudy Ricciotti, qui a sauvé l'opération, laquelle, sans lui, n'aurait été qu'une pitoyable kermesse. Et celle de Manuel Valls qui a pris Marseille pour décor à son show. Il a mis la pression sur la police autant que sur les trafiquants.

Valls a surtout donné le top départ de la campagne en déclarant la semaine dernière haut et fort que la ville avait été laissée à l'abandon depuis vingt ans. Cette phrase, aucun des candidats socialistes ne peut la prononcer tant ils ont participé à cet abandon. Alors, Valls a parlé pour eux. Il sait qu'il aurait fait un candidat idéal pour Marseille. Qu'il aurait gagné haut la main. Haut les mains, devrait-on dire. Un vrai hold-up. Mais Manuel Valls est dans le camp de la police, il a préféré la sécurité.

Valls ne sera pas candidat. Ricciotti pourrait, mais personne n'a osé lui demander. Une élection, c'est comme un concours d'architectes ; au fond, ça se gagne.

Avec le Mucem, Marseille s'est fait poser un diamant sur le nombril. La dentelle en béton Eiffage sert de cadre aux photos, mais aussi de cadre au tableau. Enfin, autre chose à montrer sur la carte postale que cette horrible religieuse à la crème en haut de la colline, cette bonne mère qui ne sert qu'à rappeler amoureusement à Gaudin qu'il est toujours maire lorsqu'il la voit de sa fenêtre. Il fera campagne parce que cette vue, c'est sa vie et qu'il aime trop les deux.

Le Mucem, c'est le futur mais sa campagne sera antique. Ses centurions mèneront bataille et lui, le moins possible. Il est comme Pompée qui aurait passé l'été sous sa tente, loin de Rome, et qui attend de connaître son adversaire. Ce ne sera pas César ni Astérix, tout au plus Vercingétorix et de toute façon, c'est son ami Guérinix qui a volé leur potion magique.

L'été avait bien commencé pour Pompée. Personne n'a moufté lorsqu'il a annoncé sa candidature. Au fond, elle s'imposait, cette candidature. On la souhaitait, même, afin que cette campagne soit à la hauteur du temps qu'on passe à la raconter. Encore six mois, plus que six mois et ensuite on passera enfin à autre chose. On ne commentera plus le dernier faux pas de Gaudin comme un signe de son déclin.

En attendant, retournons à la mine : Gaudin a raté sa rentrée ? Il aurait dû être sur place après les meurtres et revenir pour les ministres ? Et après ? il n'est déjà plus là, il s'économise, il ne fera campagne qu'à la télévision et sur les affiches. Il posera en équipe devant le Mucem pour la photo. Le pic de sa campagne sera l'inauguration des trois centres commerciaux qui fleurissent vers le Mucem. Des échecs programmés mais déjà rentabilisés.

Heureusement, son adversaire socialiste est multiple et n'a donc pu réagir à son absence fautive, trop occupés qu'ils sont à se choisir un candidat entre plusieurs et dont il y a une chance sur deux que ce soit le plus tricheur qui l'emporte aux primaires de fin octobre.

Dans six semaines, Gaudin connaîtra son adversaire et le peuple, aussi, qui suit ça d'un oeil distrait mais aime bien commenter les matches. Mais seuls les intéressés sont intéressés par l'élection du candidat socialiste. Par capillarité, ça fait vite du monde, puisqu'on n'y fait de la politique que par intérêt. De cousin en appartement, d'emploi en crèche, de promesse en permis, ça fait vite des milliers d'électeurs débiteurs. Ajoutés aux milliers d'employés municipaux de Gaudin, puis à ceux du conseil général de Guérini, et à la communauté urbaine de Caselli, le résultat des primaires est pour le moins indécis. Pourquoi je vous raconte ça ? parce que dans six semaines sortira des urnes socialistes un nom.

Si c'est celui d'Eugène Caselli (le président guériniste de la communauté urbaine) ou celui de Samia Ghali (la sénatrice maire électrique des quartiers Nord), Gaudin et Guérini, dont on a toujours minimisé la solidarité, pourront dire qu'ils ont réussi leur coup et une crise politique s'ouvrira à gauche qui leur sauvera à chacun la mise. Si c'est la ministre Marie-Arlette Carlotti et que Patrick Mennucci se rallie à elle, ce qui est l'hypothèse la plus vraisemblable, la campagne ne sera pas un match truqué. C'est déjà ça.

Pour l'heure, les candidats font la roue comme des paons à la saison des amours, chacun à sa façon. Mennucci, devenu soudain paysan, laboure le terrain en continuant à y croire, Carlotti jongle entre son ministère et sa candidature, Samia Ghali recouvre les murs d'affiches, Caselli mobilise les moyens de la communauté urbaine pour faire sa campagne. Les primaires socialistes sont un spectacle dans le spectacle, aussi sûr que Guérini est un ver dans le fruit.

Dimanche soir, on saura ...

On saura si les tricheurs ont gagné ou s'ils sont éliminés. Dans les deux cas, tout devient possible pour le parti de ceux qui veulent balayer tout ça



Cet épisode, vous l'attendiez ? Pas autant que moi. Je le retenais, je laissais se dérouler la campagne, j'avais l'impression d'avoir déjà tout écrit et de tourner en rond. Alors j'ai suivi les événements en spectateur égoïste depuis les seuls bars qui servent l'un sur le Vieux-Port une vodka de raisin expérimentale produite à Venelles (Bouches-du-Rhône), l'autre un rhum d'un bleu parfait, adossé à un mur qui tombera bientôt dans les ruelles de Malmousque. J'ai néanmoins été traîner sous le soleil d'un été indien exceptionnel à quelques réunions des uns et des autres. Surtout des uns.

J'ai été à "Mennucci signe son livre" aux Arcenaux, j'ai été à "Carlotti parle aux handicapés" aux Réformés, j'ai raté "Carlotti parle aux femmes" place aux Huiles, mais j'étais à "Carlotti lance sa campagne", c'était bien pour la vue, sur le toit de la friche de la Belle de Mai. Au même endroit, mais au rez de chaussée quelques jours plus tard, je ne voulais pas rater "Mennucci fait des Etats généraux de la culture". Un attrape-intermittents. Il faisait trop chaud, je n'ai pas traîné, je l'ai juste entendu dire qu'il voulait redonner le pouvoir aux artistes, et puis quelqu'un a développé son projet de jeux olympiques de la poésie et puis l'architecte Rudy Ricciotti, qui était pressé de parler, a pris le micro et dit qu'il fallait faire la révolution mais que c'était pas avec des jeux olympiques de la poésie qu'on y arriverait et il a filé.

Bref, c'était pas la Sorbonne en 68. J'ai même regardé les débats télé. Je n'ai pas vu Mennucci se faire sadiser par Ardisson quand il lui a demandé de prendre l'accent parisien et dont tout le monde parle mais je me suis farci Mots Croisés à la télé sur les Roms dont je me fichais pour voir si Carlotti s'en sortait, envoyée par Ayrault face à Gilbert Collard. J'ai aussi lu tous les tweets d'Eugène Caselli. Qu'est-ce qu'ils tweetent, tous. C'est cruel Twitter. Il tweete fièrement "Eugène #Caselli déclare : le FN, no pasaran !" et vous lui répondez "Et les poubelles ? No ramassaran ?".

Et puis comment raconter une campagne électorale à un public qui s'en fiche. Les municipales ne passionnent ni ne mobilisent. Il n'y a qu'à tendre l'oreille. Sauf ceux qui en dépendent économiquement. Le personnel politique s'agite soudain beaucoup. Il s'est même mis à travailler. Tous les six ans, ils ont un coup de bourre, ils doivent se battre pour conserver le pot de miel dans lequel ils trempent les doigts chaque matin.

Et puis il faut toujours attendre que monte une forme de nausée avant de se mettre deux doigts dans la gorge. Et si ça traîne, il faut tricher. Lire le journal tous les jours, regarder l'état des rues, mesurer le niveau des poubelles, observer le ballet des flics municipaux, assister à la valse des éboueurs, remonter la Canebière, la redescendre, et puis écouter les ragots qui remontent à la surface, étrangement, quelques jours avant des élections qui départageront une poignée de prétendants à la succession de Gaudin.

Et si ça ne suffit pas, il faut se faire communiquer la pile de rapports de la chambre régionale des comptes. Il y en a pour tout le monde, c'est du Mediapart en branche. Tout ce qui a été écrit depuis des mois est donc vrai.

Pour les détails, on vous mettra les liens en bas de page, c'est une lecture comme une autre, puisque tout n'est plus que distraction. Et puis au moins vous y lirez du concret, autre chose que les émissions de télévision du service public qui expliquent la situation actuelle dans les cités par l'interview d'un papy flingueur retraité de la french connection.

Le pire, c'est certainement le fatalisme provoqué par ces révélations qui tombent sous toutes les formes, images, rapports, articles, ou plutôt ces confirmations officielles de malversations, d'incompétences, de détournements à la Mairie, à la Région, à la Communauté urbaine, au conseil général, qui n'étonnent personne puisque Marseille est séparée en deux camps : ceux qui savent parce qu'ils en profitent et ceux qui ne savaient pas mais que ça n'étonne pas.

Elle est aussi coupée transversalement, en deux autres catégories, ceux qui connaissent quelqu'un qui pourrait, et ceux qui n'ont pas cette chance. Mais moi, c'est un autre plan de coupe qui m'intéresse. Il y a deux camps : ceux qui veulent que ça change, et ceux qui veulent que le système perdure. Le premier camp est embryonnaire. L'autre camp est en accusation. Les uns profiteront-ils de la faiblesse des autres ?

Alors de quoi s'agit-il, dans un tel contexte ? De faire le récit des dernières pitreries des uns et des autres ? De pointer les mensonges ? De se moquer de leurs campagnes ? La réponse est évidemment dans la question. Depuis un mois les candidats ont fait campagne en aveugles, sans savoir véritablement s'ils étaient en tête ou en queue de peloton.

Ils n'ont guère eu que deux sondages contradictoires sortis en début de campagne à une semaine d'intervalle pour se faire une idée. L'un donnait Samia Ghali très haut et Patrick Mennucci très bas, un autre disait le contraire. Et tous disaient que la ministre Carlotti flottait entre deux eaux. Ni vraiment en tête, ni vraiment distancée. Ni effacée, ni crevant l'écran. Mais petit à petit, elle est devenue intéressante. Pas par ce qu'elle dit, mais par ce qu'elle semble porter. Mais aura-t-elle les épaules ? C'est dans des moments comme ça que les politiciens se révèlent, ou pas.

Il faut dire que c'est la grande inconnue de la campagne. Elle avait fait une carrière d'apparatchik qui l'avait menée à décrocher un mandat de députée européenne octroyé par Guérini et retiré par le même. Par chance, elle a choisi Hollande très tôt et elle est revenue dans le jeu grâce aux présidentielles. Hollande l'en a remerciée en la nommant ministre des handicapés. Troisième coup de chance, elle a battu l'imbattable Renaud Muselier aux législatives dans la vague rose qui a suivi. Ce faisant, elle a sorti du jeu politique marseillais le type qui avait toujours été indispensable à Gaudin pour gagner.

Si les primaires ne comportaient pas un risque de triche, de votants des cités emmenés en minibus voter en famille, de syndicalistes FO envoyés en mission par grappes et autres joyeusetés, elle devrait être en tête dimanche soir. Je sais, en écrivant ainsi, je m'avance. Oui, mais pas dans l'inconnu. Dimanche soir, de toutes façons, il y aura des plaintes et des recours et beaucoup d'hypocrisie.

Les deux sondages étaient raccord sur un point : l'échec de la candidature d'Eugène Caselli, le président de la communauté urbaine, dont les scores restaient désespérément bas alors qu'il a mobilisé tous les pouvoirs occultes de la ville : ancien bras droit de Guérini, il a Force ouvrière et Jean-Claude Gaudin derrière lui, dans l'ombre. Mais si les ombres ne répondent jamais aux sondages, elles votent. Elles votent même deux fois et c'est en ça que le score des primaires socialistes, élection dans l'élection, restera une inconnue jusqu'à la dernière heure et peut-être même tard dans la nuit de dimanche à lundi. Si "Eugène" gagne, ou s'il est en finale, ce sera grâce aux voix du syndicat qui est au coeur de la campagne. FO, ils en sortent tous, Jibrayel, monsieur 1 % (dans les sondages) qui aime raconter comment il a commencé au bas de l'échelle, et puis hop, il a pris l'ascenseur syndical. Caselli, monsieur 10 % (dans les sondages), qui a commencé au bas de l'échelle à la Caisse d'Epargne et puis hop, il a pris l'ascenseur syndical. Christophe Masse n'a pas pris d'ascenseur, il a hérité de son quartier par son père qui le tenait lui-même de son père qui le tenait de Gaston. Le système, il est né dedans. Guérini, il lui doit même son repêchage, sa nomination à la présidence des HLM du conseil général. Un job en or, le coeur du clientélisme. Les emplois fictifs, les appartements, les contrats de travaux...

Mennucci, lui a pris l'ascenseur de la MNEF au début. Un autre style, mais ils mènent tous au plafond. Jamais au sommet. Et Ghali ? Sa casserole est ailleurs. La liste rendue publique des membres de sa famille casés et subventionnés et sa solidarité métropolitaine avec Guérini en disent plus que sa biographie officielle. Qu'importe. le lendemain, le Monde la décrivait en Ségolène de Marseille. La presse aussi prend parfois l'ascenseur. Et Carlotti ? Elle a fait CFDT chez Eurocopter. Comme les autres, elle a été guériniste. Mennucci et elle sont les seuls à être sortis, mais c'est la seule qui en a fait un axe de campagne.

Mettre fin au clientélisme, c'est même devenu son leitmotiv, à la fois parce que ça marque les esprits, et aussi parce que ça correspond semble-t-il à une réelle volonté de sa part. Elle fait même signer une charte à ceux qui la rallient et à son équipe dans laquelle elle demande à chacun de demander la démission de Guérini du CG13, l'application immédiate du non-cumul des mandats, la publication patrimoine, démission de l'exécutif en cas de mise en examen, renforcement de l'inspection générale des services, etc. De quoi faire fuir les uns et rêver les autres.

Mais si d'aventure, elle l'emportait, on saura vite si l'anti-clientélisme peut se transformer en programme. La constitution des listes et les ralliements seront des moments de vérité. Lundi, les deux vainqueurs des primaires (qui de Carlotti, Mennucci, Caselli ou Ghali ?) auront plein d'amis et les négociations commenceront.

Eugène Caselli a déjà usé de son joker. S'il perd, il n'aura rien. Il y a un mois Ayrault lui a proposé de se retirer en faveur de Carlotti en échange d'un poste de sénateur des Français de l'étranger. Une belle retraite, à 67 ans. (Tout cela ne s'arrêtera-t-il jamais ?) Eugène a accepté, son directeur de campagne a même envoyé une lettre d'adieu (oups, un simple brouillon a-t-il expliqué) mais le syndicat FO lui est tombé dessus et il a changé d'avis. Soit on a fait pression sur lui pour qu'il se maintienne, soit on l'a convaincu calculette en main que c'était gagnable.

Tout ça pour dire que ces primaires ne sont qu'une question de chiffres. On ne sait pas combien de gens voteront, ni qui, dimanche, et le dimanche suivant.

Aux primaires présidentielles, il y avait eu 27 000 votants à Marseille pour départager Hollande, Montebourg, Royal, Aubry et Valls. Combien se déplaceront pour l'affiche locale ? 10 000 ? 15 000 ? 20 000 ? On ne sait pas mais ce qu'on sait c'est que plus le chiffre de participation sera faible, plus la mobilisation occulte aura joué. Les réseaux corses, les réseaux des cités, les réseaux syndicaux, les réseaux bobos, décidément, ces municipales sont très ouvertes. On saura vite si c'était un mirage dû au rhum bleu.

Par Pierre-Louis Rozynès

Publié le [09/10/2013](#) |

Bons baisers de Marseille (31) : le jour d'après

Soudain, le lundi matin, on découvre que le terrain de jeu politique marseillais avait été dévasté dans la nuit, comme si une horde de sangliers l'avait traversé.



Le jour d'avant, il y avait deux camps, la droite et la gauche, et une extrême droite qui piaffait d'en découdre. Le jour d'après, il y a quatre camps. Marseille est devenue un quatre quart politique. Le gâteau se réduit mais la levure est enfin autorisée. Un quart UMP, un quart FN, un quart PS et un quart Samia Ghali.

Il y a deux semaines, j'écrivais tranquillement qu'au premier tour, le dimanche venu, « des votants des cités emmenés en minibus voter en famille ». Mais j'ignorais qu'ils tourneraient en boucle et que le mot minibus entrerait sur le coup de midi dans le dictionnaire de la vie politique française. L'image est ancrée dans les esprits, c'est devenu un sujet de conversation nationale et Jean-Claude Gaudin, l'objet final de tout ce remue-ménage, a beau jeu, pour une fois, de dénoncer dans sa sempiternelle rengaine l'image pitoyable que cette élection dans l'élection donne de Marseille.

Les provocations, les triches, les pressions, les votes familiaux, les coups de gueule, il aurait fallu plus d'un mot pour qualifier la séquence politique qui vient de s'achever mais quelqu'un a dit qu'il ne s'agissait que de « petites transgressions ». Qui a dit ça ? un pervers ? Non, un avocat. Jean Pierre Mignard, proche de Hollande, il présidait la «haute autorité des Primaires» et, interrogé sur les dérapages, il a parlé de «petites transgressions» avec le ton onctueux du parisien qui veut ironiser sur les moeurs locaux tandis qu'il absous leurs excès en employant un mot qu'ils ne comprendront pas. Il faut toujours se méfier des avocats. Mais il a réussi sur un point : il est le seul socialiste à faire l'unanimité au sein de son propre camp. Contre lui, évidemment, mais ils ne lui diront pas, il est proche du président.

Donc, l'avocat Mignard a couvert toutes les irrégularités d'un mot. A défaut de plaidoirie, il a réécrit la loi. D'ailleurs, les dépassements de comptes de campagnes n'étaient sanctionnés que d'une amende symbolique.

Puisqu'à Marseille, la transgression est autorisée officiellement par un porte parole du président, voici donc la nouvelle loi, dans la définition du mot par wikipédia :

“La transgression est l'action de transgresser, de ne pas respecter une obligation, une loi, un ordre, des règles. Par extension, une transgression désigne le fait de :

- ne pas se conformer à une attitude courante, naturelle,
- progresser aux dépens d'autre chose, d'empiéter sur quelque chose, d'envahir,
- dépasser une limite, ou ses limites,
- d'aller contre ce qui semble naturel.

D'un point de vue conceptuel, la transgression signifie traverser la limite pour atteindre l'illimité. La transgression ne s'oppose pas à une limite mais elle franchit toutes les limites dans leur principe, c'est-à-dire qu'elle affirme la possibilité de vivre illimité. C'est l'acte de dépasser toutes limites (tabous par lesquels l'humain se distingue de l'inhumain). Elle se distingue des idées de faute et de péché. La faute est l'acte de refuser une limite fixant l'appartenance à une communauté humaine ; c'est le refus de la norme éthique. Le péché est une distance religieuse face au divin.

Transgresser, c'est en quelque sorte franchir le Rubicon éthique ou moral, ne pas respecter une loi, ne pas se conformer à des règles considérées comme acquises, intégrées et acceptées de tous, franchir une limite, une ligne interdite, le plus souvent sciemment, en remettant en question de manière virulente et parfois ironique, la ou les règles que l'on bafoue ainsi ostensiblement.

En effet, la transgression a souvent un côté ostentatoire : on transgresse aussi pour se faire remarquer, on enfonce une loi pour être vu et identifié comme un élément réfractaire, voire rebelle ou dissident, pour se situer par rapport à un système de valeur et par rapport à une éthique, un ensemble de règles de comportement." Fin de citation. A Marseille, on ne triche pas, on transgresse. De vastes perspectives s'ouvrent et –sans ironie- qui s'en plaindrait.

Un quart du gâteau politique, c'est beaucoup, surtout quand ça tombe d'un coup dans votre assiette. Que va-t-elle faire en faire ? C'est la question dont la réponse pèsera en faveur d'un camp ou dans l'autre aux municipales de mars. Désormais, elle roule pour elle et comme elle voit grand, la victoire de Patrick Mennucci est d'autant plus retreinte.

Même s'il a du ressort, il est politiquement affaibli alors qu'elle est fraîche comme la rose. Tout le monde la courtise tandis qu'il est à moitié brouillé avec tous ceux qui se sont ralliés à lui entre les deux tours. Il a tout promis à trop de monde, il est même passé pour le candidat de Paris sur les plateaux des débats. Pas des débats, des matches de boxe. Elle a lui a lancé par surprise un complot de Paris contre elle dont elle l'a rendu responsable qui lui a permis de tenir la semaine. Les médias, fascinés comme des lapins pris sous les phares d'une voiture ont avalé. Une stratégie d'extrême provocation contre son propre camp politique qui a laissé Mennucci pantois. Et pour finir, la veille du second tour, il s'est fait piéger à la radio par l'humoriste Gérard Dahan à qui il a dit tout le mal qu'il pensait de tout le monde sur le ton abattu du candidat de terrain en fin de campagne qui croit se confier à un conseiller ministériel. Un pur document de téléralité politique. Résultat, le lendemain, la ministre Marie Arlette Carlotti a refusé de poser sur la scène pour la photo de façade de la famille socialiste réunie autour du vainqueur et camarade, tandis qu'à ses pieds, Samia Ghali ruminait sa rage et sa vengeance.

Il a gagné mais le lendemain, Le Monde l'assassinait dans un portrait en guise d'annonce de sa victoire mais heureusement, les chaînes d'info et la presse ont la tête ailleurs, ils ont à peine commencé à exploiter le filon Ghali. Les tailleurs de Samia Ghali, le franc parler de Samia Ghali, les visites de quartier de Samia Ghali, les coups de gueule de Samia Ghali, ils voient en elle un mélange de Rachida Dati et de Ségolène Royal, avec une délicate touche sulfureuse (Marseille, les Guérini, les cités, les cousins subventionnés...). Elle ne jure que par les séquences courtes et agressives sur les chaînes d'info parce qu'elle ne tiendrait pas la distance s'il fallait argumenter, alors les télés se l'arrachent. Elle parle d'elle à la troisième personne, Le Monde et Libération sont sous le charme. Le problème, c'est que lorsque le sage montre l'événement avec le doigt, les chaînes d'info filment le doigt. Dans la réalité, le poids politique de Samia Ghali est ailleurs que dans ses tailleurs.

Tactiquement, elle est en train de faire main basse sur la totalité des quartiers nord qui sont aussi les plus peuplés de Marseille. Politiquement, elle mord partout, beaucoup chez les immigrés, un peu à gauche, ce qui, ajouté à une organisation prometteuse, commence à ressembler à un appareil. Idéologiquement, son discours est pauvre, ça tombe bien, son électorat aussi. Mais dans l'ombre, elle est aidée par l'aile gauche du PS, qui voit en elle un porte voix parfait à leurs critiques feutrées du gouvernement.

Fera-t-elle campagne auprès de Mennucci ? Les haines des uns et des autres sont désormais autant de plaies ouvertes. Et puis son intérêt n'est pas de l'aider à devenir maire. Désormais elle la veut aussi, elle s'y voit. Elle a 45 ans, Mennucci 57. Elle a le temps et elle n'a pas encore le bagage. Fera-t-elle campagne pour Gaudin ? Non, mais elle peut dealer avec lui, d'autant plus que son électorat a intégré Gaudin comme élément du décor. Pourquoi en changer puisque rien ne changera. S'il pouvait se débarrasser des quartiers nord, en délèguer le territoire, il le ferait.

A force d'en parler, on avait oublié qu'ils étaient un levier politique qui peut ouvrir de grandes portes avec le soutien bienveillant de toute l'industrie de l'habitat et des travaux public. C'est cette recomposition souterraine érigée en cause nationale qui est en cours, avec Samia Ghali comme reine de la reconstruction, quelque part entre Le Voleur de bicyclette et Main basse sur la ville.

Par Pierre Louis Rozynès

Publié le [23/10/2013](#) |

Episode 32